



**HAL**  
open science

# Rapport - Nuit de la solidarité Montpellier, 20 janvier 2022

Marion Lièvre

► **To cite this version:**

Marion Lièvre. Rapport - Nuit de la solidarité Montpellier, 20 janvier 2022. MSH SUD. 2022, pp.80.  
hal-04646922

**HAL Id: hal-04646922**

**<https://cnrs.hal.science/hal-04646922v1>**

Submitted on 12 Jul 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

# Nuit de la solidarité Montpellier 20 janvier 2022

Marion Lièvre  
Coordinatrice de l'enquête, chargée de production,  
traitement et analyse des données

MSH SUD  
Université Paul-Valéry Montpellier 3



Délégation interministérielle  
à l'hébergement et à  
l'accès au logement



## SOMMAIRE

<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>1 Éléments méthodologiques</b>	<b>6</b>
<b>2 Recensement des personnes sans-domicile</b>	<b>13</b>
<b>3 Profil des personnes rencontrées</b>	<b>15</b>
3.1. Sexe des personnes rencontrées	15
3.2. Âge estimé et âge réel	17
<b>4 Parcours de rue : pratiques d'ancrage ou d'errance ?</b>	<b>21</b>
4.1. Parcours de rue : habitat et ville de résidence	22
4.1.1 L'habitat	22
4.1.2 Raisons et durée d'errance	28
4.2 Situation de rue et hébergement : la rue une première expérience ?	31
<b>5 Accès aux droits et aux ressources</b>	<b>34</b>
5.1 Ressources financières	34
5.2 Pays ressortissant	36
5.3 Appel au 115	36
5.4 Accompagnement social	38
	<b>40</b>
5.5 Des besoins fondamentaux couverts	43
5.6 Santé et crise sanitaire	46
<b>Conclusion</b>	<b>50</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>51</b>
<b>Annexes _ Matériel d'enquête : questionnaires, guides et charte</b>	<b>53</b>

## Introduction

La Nuit de la solidarité répond de questionnements publics, posés à un niveau national : combien de personnes sans-abri vivent dans les villes françaises ? Qui sont-elles, quels sont leurs parcours ? Quel rapport entretiennent-elles aux dispositifs d'aide ou de veille sociale ou à l'action publique de manière générale ? Les personnes ont-elles accès aux services d'aide, des ressources et la possibilité de disposer de leurs droits ? Ce besoin de recensement, combiné à un besoin de connaissances, ou plutôt une volonté d'approfondir et de préciser certaines connaissances s'accompagnent d'une volonté d'action, de mise en œuvre de politiques publiques. En témoigne le slogan du guide méthodologique publié par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement [DIHAL] et l'Institut National de la statistique et des études économiques [INSEE] : « Compter pour agir » (2021), que l'introduction du guide détaille. Ce lien confirme le constat de M. Marpsat datant de 2012 : « Les statistiques sont souvent utilisées pour justifier des politiques sociales ou en évaluer les effets. Elles sont considérées comme donnant une assise objective aux arguments avancés, par leur mesure d'une réalité sociale qui leur préexisterait. » (Marpsat, 2012 : 23). Cette articulation entre « disposer de connaissances » et « mieux agir » est pensée comme « un gage d'efficacité pour la performance de l'action publique », appréhendée principalement de manière locale en termes « d'offre d'hébergement, de services et d'accès au logement ». Il s'agit de sortir d'une approche globale, « un modèle unique », et de mettre en lumière « des besoins identifiés et caractérisés localement » (2021 : 3).

La nuit de la solidarité prend forme dans « une démarche coordonnée souhaitée par le ministère du logement »<sup>1</sup>. Elle est portée au niveau national par la DIHAL. En 2020, 19 villes y ont participé, en plus de Paris. Localement, dans le département de l'Hérault, c'est la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités [DDETS] et Montpellier Méditerranée Métropole qui la finance et vient par conséquent déterminer son périmètre géographique, celui métropolitain. La spécificité montpelliéraine, est d'avoir délégué la mise en œuvre, coordination et analyse de la nuit de la solidarité au milieu académique et ce pour la deuxième édition. C'est la MSH SUD qui a porté l'édition du 20 janvier 2022 et le laboratoire ART-Dev (UMR 5281), celle du 13 mai 2019, après deux années en suspens en lien avec la crise sanitaire.

L'intitulé "Nuit de la solidarité" est celui qui a été mobilisé dès le départ de la mise en œuvre de cette enquête, en février 2018, à Paris et est repris depuis au niveau national par la DIHAL, et dans la plupart des villes et métropoles qui ont participé à cette enquête au niveau local. Cet intitulé a été le choix de la métropole de Montpellier pour inscrire la dynamique locale dans celle nationale. Le terme de "solidarité" n'est pas sans susciter des réactions de la part des acteurs associatifs mais aussi scientifiques, qui s'interrogent sur les raisons de ce choix : "en quoi la réalisation de cette enquête constitue un acte de solidarité", questionneront certains bénévoles, comparant le déroulé de l'enquête avec celui des maraudes, qui lui, implique la distribution de boissons chaudes ou autres. D'autres acteurs associatifs et certains bénévoles pointent le caractère descendant, intrusif et donc éloigné d'un acte de solidarité, qu'implique l'entretien, en soirée, réalisé par des bénévoles non formés à l'enquête de terrain, questionnant également l'utilité pour les personnes enquêtées de renseigner et de répondre à ces questions. Certains acteurs des collectivités locales et associatifs défendent l'idée que cette enquête constitue avant tout une action de sensibilisation des citoyens, considérant que l'inscription de 500 bénévoles est un témoin positif de l'intérêt des citoyens pour la question du sans-abrisme, et pourrait se transformer en acte de solidarité.

---

<sup>1</sup> <https://www.gouvernement.fr/compter-pour-agir-mieux-connaître-le-public-a-la-rue-pour-adapter-la-reponse-publique-a-l-enjeu-du>

Au-delà de l'intitulé, ce que les acteurs (divers soient-ils) questionnent c'est une lecture du sans-abrisme restreinte à cette enquête flash, ce recensement, et par conséquent l'utilité d'une connaissance par les chiffres, d'autant plus dans ce contexte d'enquête qui peut rendre difficile voire impossible un recensement exhaustif du nombre de personnes à la rue et donc l'évaluation du « chiffre réel ».

Les difficultés méthodologiques inhérentes à la réalisation d'une enquête flash - une photo faite à un instant T -, auprès de personnes sans-abri sont nombreuses. Tout d'abord, une couverture du territoire quasi exhaustive ne signifie pas un recensement exhaustif des personnes sans-abri. Pour la ville de Montpellier, 86% des secteurs IRIS [Ilots Regroupés pour l'Information Statistique] de la ville ont été couverts. Néanmoins, de nombreux lieux de sommeil n'ont pas pu être enquêtés, comme les parcs, espaces verts et jardins, les parkings, hall d'immeubles, le CHU, les quais de la gare. Les lieux de distributions alimentaires ont été que partiellement enquêtés car les équipes sont arrivées tardivement sur les lieux d'enquête, éloignés du quartier général [QG] central. La seconde difficulté a trait à la période de réalisation de l'enquête - en hiver - et à une heure tardive. Quasiment la moitié des personnes qui n'ont pas donné leur consentement à répondre au questionnaire (40/102) dormaient ou étaient installées dans leurs tentes fermées. Pour des raisons éthiques, les enquêteurs ne réveillent pas ou ne dérangent pas les enquêtés qui dorment ou sont installés dans leurs abris de nuit (tentes, hall d'immeubles, etc.). Cette temporalité hivernale implique un autre biais : le nombre conséquent de places ouvertes en hébergements d'urgence en période hivernale et en situation post-covid, diminue le nombre de personnes rencontrées dans la rue lors d'une enquête flash. C'est notamment ce que révèle la distinction du nombre total de personnes sans-abri rencontrées via l'enquête Nuit de la solidarité (461 dont 78 enfants), du nombre de personnes sans-domicile (au moins 2859 personnes recensées dont 401 enfants) comptabilisées le soir du 20 janvier et à J+4, y compris en squats et en bidonvilles dans les deux cas. Les cartes « enquêteurs » ont également constitué une limite au bon déroulement de l'enquête. Certaines équipes ont mal identifié le périmètre à parcourir (des noms de rues manquaient) et les limites de ce périmètre, amenant de possibles doublons de questionnaires, car les équipes ont parcouru les mêmes rues. Enfin, certains sans-abri ont partagé aux acteurs associatifs, s'être cachés le soir du 20 janvier. Toutes ces raisons conduisent à donner de l'importance à la précision et à la contextualisation des données récoltées dans le cadre de la Nuit de la solidarité. Il s'agit de résultats qui portent sur les personnes rencontrées dans le cadre de l'enquête, et non pas de résultats traitant du sans-abrisme ou des personnes sans-abri. En témoigne les précisions méthodologiques sur le nombre total de personnes rencontrées selon les terrains d'enquête, qui est à dissocier du nombre total estimé de personnes tout comme l'importance de dissocier le taux de consentement du taux de non-réponse. En effet, le taux de non-réponse est calculé sur le total de l'effectif enquêté, une fois déduite la part des personnes non consentantes. Calculer le taux de non-réponse sans déduire les personnes non consentantes pourraient laisser penser que nombreuses personnes ont refusé de répondre au questionnaire, ou que les questionnaires ont été mal remplis. Dans ce même ordre d'idée, il est important de constater que la part des personnes étrangères (notamment en situation d'exil) rencontrées dans la rue dans le cadre de l'enquête semble en dessous des constats réalisés à un niveau national. Moins d'un tiers des 80 personnes interrogées sur la nationalité française, UE ou hors UE, sont d'origine étrangère alors qu'« entre 2001 et 2012, la part d'étranger-e-s parmi la population sans-domicile est passée de 38% à 53% et est neuf fois plus élevée que dans la population de la France métropolitaine (Yaouancq et al., 2013) » (Bauquis, Loison-Leruste et Renoux, 2023 : 43). Sur ce point, les résultats de la Nuit de la solidarité sur Montpellier ne permettent pas d'illustrer le lien de cause à effet entre l'appartenance citoyenne et l'accès aux droits, néanmoins, nombre de travaux scientifiques démontrent que les ressortissants hors UE et UE n'ont pas le même accès aux droits que les citoyens français.

La nuit de la solidarité repose sur une dynamique double, celle d'une demande politique, couplée dans le cas de Montpellier, de la recherche d'une méthodologie et rigueur scientifique, qui se justifie par le partenariat mis en place avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. La dimension politique se retrouve dans le vocabulaire mobilisé pour définir et décrire l'organisation de l'enquête, tels l'usage des termes « opération », « zone », « QG », « kit ». L'assise scientifique de l'enquête Nuit de la solidarité est plus difficile à ancrer. Elle varie selon les villes et selon la participation des scientifiques dans les différents temps de la recherche qui vont de la constitution de la problématique, à la réalisation des outils de collecte (questionnaire dans ce cas) et récolte des données (qui implique la posture et formation de l'enquêteur), à la saisie, traitement et analyse des données. Prenons l'exemple du questionnaire, il est construit au niveau national par la DIHAL, en appui avec un comité scientifique. Il peut être complété au niveau local, selon les besoins identifiés mais à des fins de comparaison au niveau national, un socle de questions reste commun. Le questionnaire est composé de 21 questions, qui se regroupent en trois thématiques : le parcours de vie ; l'accès aux droits et aux ressources et un focus sur les questions de santé. La mise en place d'un comité scientifique au niveau local est soumise à l'appréciation de chacune des villes.

Au-delà des thématiques abordées dans le questionnaire, l'enjeu de cette enquête repose sur la manière dont les données sont récoltées, dépendantes de la relation d'enquête et posture induite par les bénévoles enquêteurs. Certains acteurs associatifs ont mis le doigt sur le possible caractère intrusif de la relation d'enquête, qui constitue un réel biais que les différentes sessions de formations des bénévoles visent à éviter. Un des objectifs de la formation, est de transmettre aux bénévoles, les bases méthodologiques nécessaires de la relation d'enquête, et de les encourager à instaurer un échange avec les personnes lors des entretiens, afin d'éviter la lecture directive et intrusive des questions. Le binôme est privilégié permettant qu'une personne mène l'entretien, soit dans l'échange et une seconde à la prise de notes. Aussi, le critère de sélection principal pour identifier les "responsables d'équipes", est à minima d'avoir suivi la formation. Ce à quoi s'ajoutent ensuite d'autres critères, tels avoir une formation en enquête de terrain et/ou avoir de l'expérience de terrain auprès des personnes sans-abri. Sur ce point, le travail avec des collègues en sciences sociales, formés à l'enquête de terrain prend tout son sens et a conduit à privilégier les partenariats avec les départements d'ethnologie, d'intervention et développement social et d'urbanisme de l'université Montpellier 3, afin de permettre aux étudiants de s'impliquer comme "bénévole enquêteurs" dans le cadre de leur cursus et non en tant que bénévole. Néanmoins, malgré toutes ces précautions, le fait que la Nuit de la solidarité repose sur un engagement bénévole, implique une partie d'imprévu, en lien avec la possible absence des bénévoles inscrits le jour J, et donc de responsables d'équipes formés. Pour l'édition 2022, 231 bénévoles sur 490 inscrits se sont désistés pour diverses raisons dont le Covid-19 principalement, amenant de nombreuses équipes à être dépourvues de leurs responsables d'équipes formés le jour J.

En amont de cette phase d'entretien et malgré les formations dispensées, un autre biais s'impose, celui du choix des personnes interrogées par les enquêteurs (Bauquis, Loison-Leruste et Renoux, 2023), qui ne suivent pas toujours les consignes posées au préalable par les coordinateurs de l'enquête et ce indépendamment du fait d'avoir été formés ou pas. Afin d'éviter que les enquêteurs ne se laissent guider par leurs propres représentations sociales d'une personne sans-abri, l'enquête impose à tous les enquêteurs d'interroger toutes les personnes qu'ils croisent sur leur route. Les observations réalisées lors de l'édition Nuit de la solidarité de 2022, sur le territoire métropolitain, rejoignent les analyses effectuées auprès des bénévoles sur le terrain parisien (*ibid.*) : les enquêteurs n'interrogent pas toutes les personnes, et au-delà, ce sont souvent les responsables d'équipe qui connaissent bien le terrain d'enquête, qui influencent en ce sens, bénéficiant alors d'une "légitimité fondée sur l'expérience et l'ancienneté" (*ibid.* : 45).

Ce rapport présente les résultats statistiques de cette deuxième édition de la Nuit de la solidarité auprès des personnes sans-abri, définies comme des personnes qui ne possèdent pas de logements, habitent en squats et en bidonvilles. Le rapport présente les résultats quantitatifs combinés à un regard qualitatif, de terrain sur chacun de ces terrains d'enquête, tout en les croisant quand la situation le permet. Tant que faire se peut, des analyses qualitatives thématiques accompagnent la lecture des chiffres.

## 1 Éléments méthodologiques

### Définition et présentation des données mobilisées pour l'analyse

Les données récoltées et présentées dans ce rapport sont issues de trois bases de données (BD) distinctes, elles-mêmes issues de trois lieux d'enquête portant sur un même périmètre géographique : la ville de Montpellier et 4 communes de Montpellier Méditerranée Métropole (Grabels, Vendargues, Juvignac et Pérois) :

- Les rues ;
- Les bidonvilles : 6/14 recensés par l'observatoire départemental des bidonvilles ont été enquêtés. Sur ces 6 bidonvilles, 92 personnes ont consenti à répondre au questionnaire dont 38 habitent 5 bidonvilles différents et 54 habitaient le même bidonville : celui dit de "Celleneuve", dont les habitants ont été relogés en avril 2022 sur le village de transition de la Rauze.
- Les squats : des personnes ont été rencontrées dans 12 squats différents. Dans un seul squat, les personnes ont consenti à répondre au questionnaire (partie "entretien" du questionnaire). Pour les 11 autres squats, seules les données d'observation ont été complétées.

Les données ont été saisies dans trois bases différentes pour permettre d'analyser chacune de ces bases dans leur singularité mais aussi de croiser le total de ces données ensemble afin de voir si des dynamiques similaires s'observent selon le type d'habitat.

Lorsque l'effectif est inférieur ou égal à 100, les données sont exprimées en chiffre. Lorsqu'il est supérieur, des pourcentages peuvent être réalisés.

Le questionnaire comporte deux parties distinctes :

- Observation (parties grisées sur le questionnaire en annexe de ce rapport)
- Entretien

La partie observation a été analysée de manière singulière et comparée aux trois bases de données. La partie "entretien" est analysée de manière singulière à chacune des bases de données, « rues », « squat » et « bidonvilles ».

### Enquêteurs : statut et organisation

Les enquêteurs de la Nuit de la solidarité sont des bénévoles, dont la connaissance de l'évènement repose sur des logiques de réseaux diverses : réseaux de la veille sociale et du secteur Accueil Hébergement Insertion [AHI] ; réseaux d'interconnaissance des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, réseaux d'étudiants en science sociale de l'université Paul-Valéry Montpellier 3, etc.

Pour l'édition 2022, 490 bénévoles se sont inscrits et 259 ont participé le soir de l'enquête et à J+5 pour couvrir cinq des quatorze bidonvilles existants sur le territoire métropolitain. Sur un bidonville et les squats, ce sont les salariés de Médecins du Monde et de Caarud Axess qui ont réalisé les entretiens. 231 personnes se sont désinscrites, principalement pour des raisons de santé en lien avec la crise sanitaire.

Ces 259 bénévoles ont été répartis par équipes de 3 personnes à minima. Au total, 120 équipes ont été constituées, avec un responsable désigné pour chacune d'elle selon quatre critères :

- volontariat
- avoir suivi la formation NDLS
- connaissance du public (bénévoles et professionnels)
- maîtrise de l'enquête de terrain



Sur ces 120 équipes, 8 étaient véhiculées par des véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole et conduit par des agents métropole/mairie et réparties comme suit :

- Les 4 communes de la métropole qui ont participé à l'enquête : Vendargues, Grabels, Pérols, Juvignac.
- Et sur 5 IRIS de Montpellier : Grammont, Lunaret/Agropolis, Les Grèzes, Blayac, Port Marianne.

Au total, l'enquête a compté sur 12 QG (Quartiers généraux), 11 situés dans des maisons pour tous et un, le QG central, situé dans la salle Fernand Pelloutier. Chacun des 11 QG comptait deux responsables de QG, dont l'un avait été sélectionné sur la base du volontariat et le second était un agent métropole ou mairie.

### **Couverture du territoire et méthodologie**

Le soir de l'enquête, 83,4 % du territoire de la ville de Montpellier et 21,2 % du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (Grabels, Vendargues, Pérols, Juvignac et Montpellier) ont été couverts.

Pour couvrir le territoire, nous avons choisi de reprendre le découpage de la ville et du territoire par secteurs IRIS [Ilots Regroupés pour l'Information Statistique] produit par l'INSEE. La ville de Montpellier compte 88 IRIS. De manière générale, une équipe a été positionnée sur un IRIS, sauf pour certains IRIS qui pouvait compter jusqu'à trois équipes. C'est le cas de 19 IRIS qui ont été couverts par 2 équipes (chacun une moitié) et de six IRIS couverts par trois équipes. Dans ce cas précis, un découpage précautionneux des IRIS a été effectué.

Les squats et les bidonvilles ont été enquêtés jusqu'à J+5. La localisation des lieux de vie a été réalisée par les associations engagées auprès des habitants et n'a pas mobilisée la méthode de recensement (par découpage IRIS) présentée ici. Il n'a pas été possible de couvrir la totalité des squats et des bidonvilles, par manque d'enquêteurs.

*Une bonne couverture du territoire mais des lieux insuffisamment enquêtés :*

Au total sur les 88 secteurs IRIS de la ville de Montpellier, 86% ont été couverts. Néanmoins, cette bonne couverture globale n'implique pas une couverture qualitative, incluant les parcs, les espaces verts, les jardins, les parkings, le Centre Hospitalier Universitaire [CHU] et les quais de gare, qui sont les lieux où les personnes sans-abri élisent domicile la nuit.

12 secteurs n'ont pas été couverts

- Secteur centre-ville/1 (Préfecture)
- Secteur sud de Montpellier/3 (Marqueroze, Sabathé, Tournezy)
- Secteur ouest/6 (Les tonelles, Alco, Bel Air, Petit bard, Agriculture, Astruc)
- Secteur nord-ouest/2 (Les garrigues, Malbosc)

3 secteurs ont été à moitié couverts : Piscine, Euromédecine et Occitanie. Ces secteurs incluent de vastes zones aux nombreux espaces verts, plus difficilement praticables la nuit.

*Pour 31% des secteurs IRIS, les enquêteurs n'ont rencontré personne*

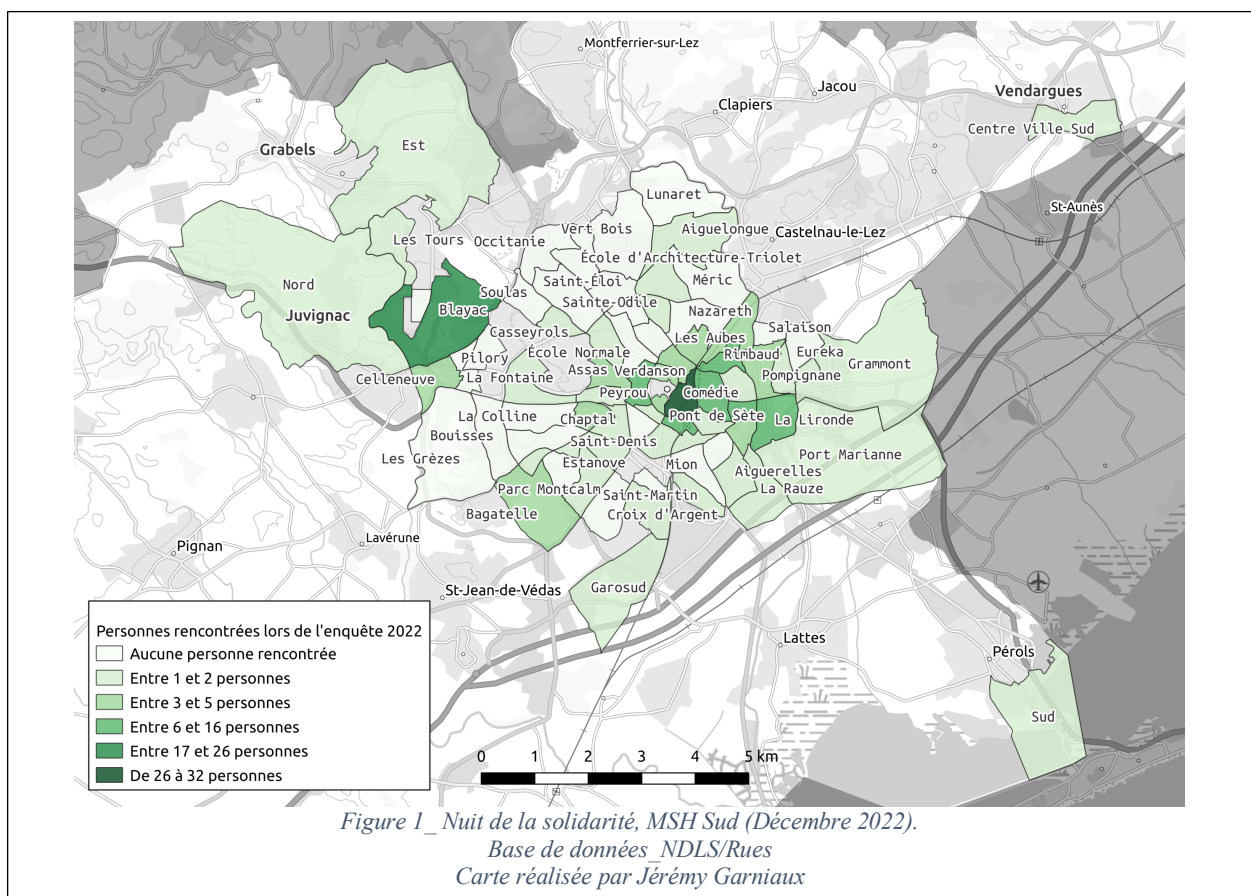
Sur 25 IRIS entiers, 2 regroupements d'IRIS et 2 moitiés d'IRIS sur 88 IRIS de la ville de Montpellier, les enquêteurs n'ont rencontré personne.

- Secteur Nord de Montpellier : Archives, Boutonnet, École normale, Nazareth, École d'architecture Triolet, Lapeyronie, Lunaret/agropolis, Méric, Saint Eloi, Vert bois
- Secteur nord-ouest : Occitanie, Pilory, Soulas, Euromédecine, Oxford/Le mail sud/Le mail nord
- Secteur ouest : Celleneuve, La Fontaine, Les Bouisses, Les Grezes
- Secteur sud-ouest : Estanove, La Colline, Notre dame de la paix

- Secteur sud de Montpellier : Gambetta, Croix d'argent, Tastavin
- Secteur sud est : Mion, Pont trinquat
- Secteur est : Eureka ; Salaison

Pour chacun de ces secteurs, les enquêteurs disposaient de cartes papiers, comme supports d'enquête, afin d'identifier le périmètre à parcourir. Ces cartes ont été réalisées par les étudiants du master 2 Urbanisme de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, coordonnés par un cartographe.

**Sur un nombre important d'IRIS, les enquêteurs ont rencontré entre 1 et 2 personnes. C'est le cas de 3 communes de Montpellier Méditerranée Métropole (Juvignac, Pérols, Vendargues) et pour la ville de Montpellier, des IRIS suivants : les Tours, Casseyrols, Parc Montcalm, Garosud, St Martin, Les aiguerelles, Millénaire, St François, St Denis, Justice.**



## Questionnaires

Trois questionnaires étaient d'usage pour les enquêteurs, selon la situation rencontrée :

- Questionnaires personnes seules (PS)
- Questionnaire couples/familles (CF)
- Questionnaire fiche groupes (FG)

Au total, sur les trois bases de données NDLS (rues, bidonvilles et squats), l'enquête Nuit de la solidarité a récolté :

- 250 questionnaires personnes seules (dont 245 valides et utilisés pour l'analyse)
- 55 questionnaires couples/familles
- 7 FG

Sur les 7 fiches groupes, 61 personnes ont été recensées et huit questionnaires PS réalisés et ce sur six secteurs IRIS (Comédie, Peyrou, Blayac, Rimbaud, Place de l'Europe et Salaison), dont une fiche groupes complétée pour un squat.

Les questionnaires ont été mis en forme de sorte que lorsque la personne interrogée avait un hébergement ou un logement pour la nuit même, les enquêteurs ne remplissaient pas le questionnaire. La méthode semble avoir fonctionné car très peu de questionnaires non valides ont été rendus. Les questionnaires invalidés concernent des questionnaires qui ont été complétés sur la partie « observation » pour des personnes qui n'étaient pas en situation de sans-abrisme.

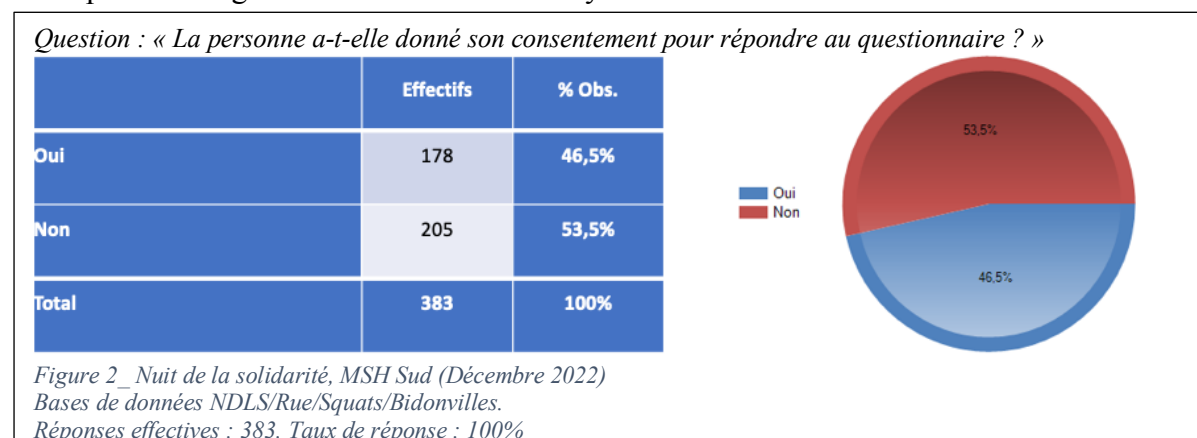
### Taux de réponse et non consentement

Ce rapport dissocie le taux de réponse et de non-réponse du taux de consentement. Le taux de réponse et de non-réponse est calculé sur le total de l'effectif enquêté, une fois déduite la part des personnes non consentantes. Calculer le taux de non-réponse en déduisant les personnes non consentantes permet d'observer plus précisément les dynamiques de réponse selon chacune des questions. Le taux de non-réponse varie selon les deux parties du questionnaire : partie « observation » et partie « entretien ».

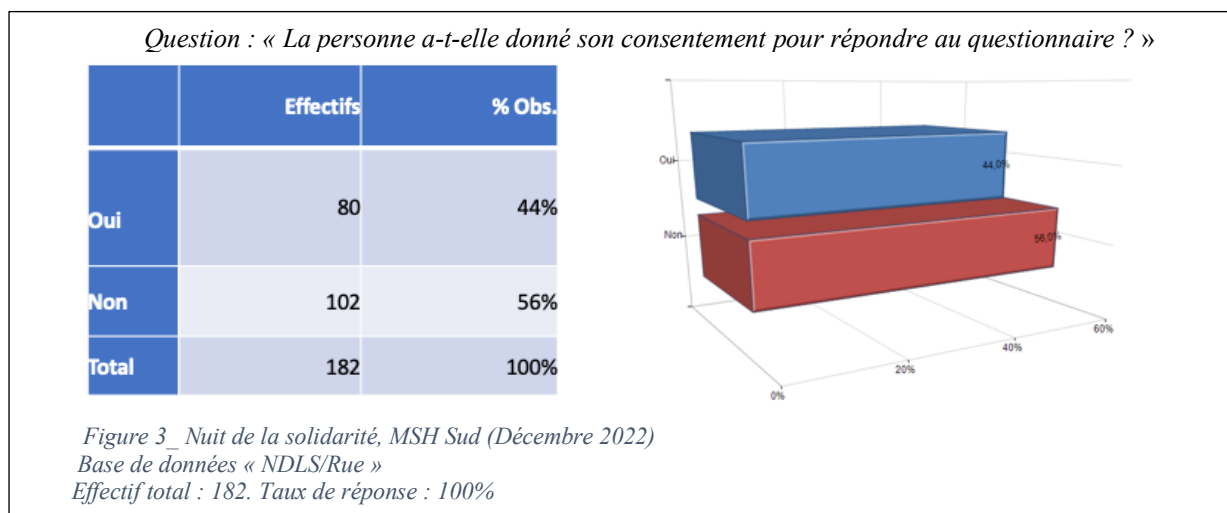
Pour la partie observation, 383 adultes ont été recensés par les enquêteurs de la Nuit de la solidarité dont 182 habitant dans la rue, 92 en bidonvilles et 109, en squats. La partie « observation » a été complétée de manière quasi-totale pour tous les questionnaires (PS, C/F, FG), contrairement à la partie « entretien », qui a été remplie à partir du moment où la personne enquêtée avait donné son consentement. La moyenne du taux de réponse sur les cinq questions « observation » pour la base de données (BD) NDLS/Rues est de 76% (effectif total : 182), contre 87% pour la BD NDLS/Bidonvilles (effectif total : 92) et 70% pour la BD NDLS/Squats (effectif total : 109). Sur les trois bases de données, les questions complétées de manière quasi-totale sont celles de l'estimation de l'âge, du sexe et de l'abri. La question de la langue est celle qui a rencontré le moins de réponses (taux de réponse BD NDLS/rues : 14% ; BD NDLS/Squats : 20% et BD/Bidonvilles : 57%).

Pour la partie « entretien », la situation diffère car elle a été complétée à partir du moment où les personnes avaient donné leur consentement pour remplir le questionnaire. Les effectifs totaux tout comme les taux de non-réponse de chacune des questions de la partie « entretien » sont calculés sur la base de l'effectif total par bases de données, à partir duquel a été déduite la part des personnes non consentantes.

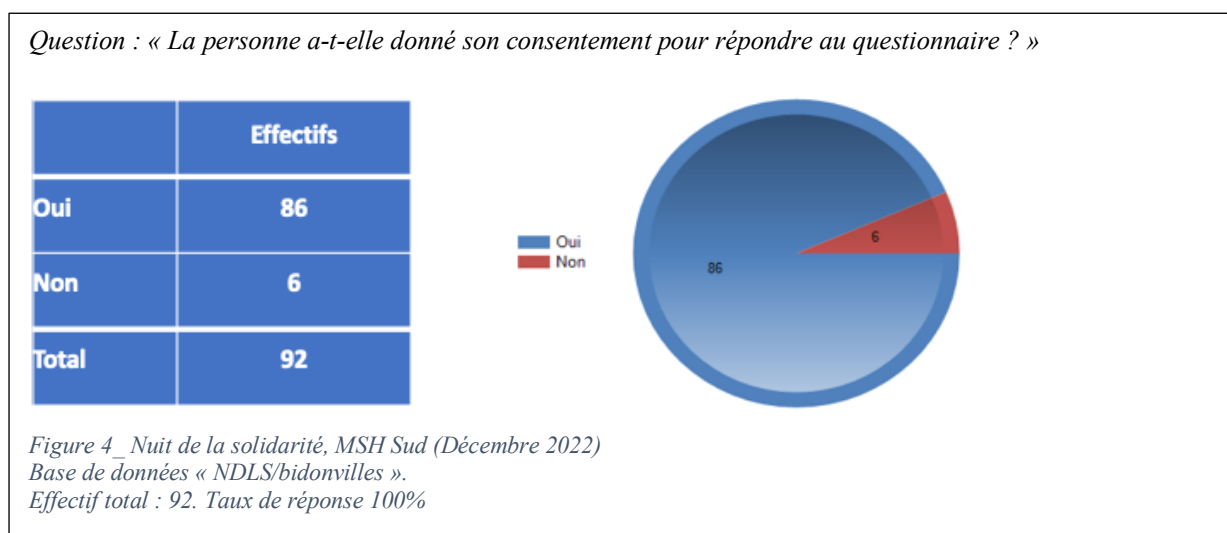
Sur les trois bases de données, 178 personnes (47%) ont consenti à répondre à la partie « entretien » du questionnaire et 205 personnes n'ont pas consenti (54%). Selon les questions, l'effectif total mobilisé pour l'analyse pourra être l'effectif total consentants aux trois terrains d'enquête (178 personnes) ou l'effectif partiel consentants à un ou deux terrains d'enquête. Cette précision figurera sur chacune des analyses.



Pour le terrain d'enquête NDLS/Rue, 102/182 personnes n'ont pas donné leur consentement pour remplir le questionnaire. Cela implique que les données mobilisées pour l'analyse de la partie « entretien » du questionnaire dans ce rapport porte sur un total maximal de 80 personnes et de 182 personnes pour la partie « observation ».

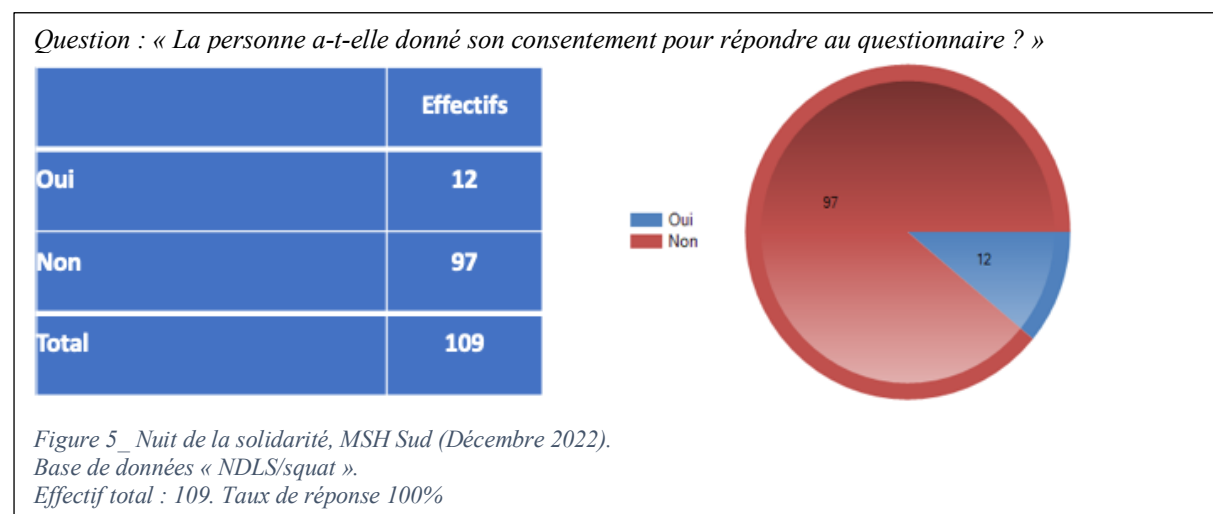


Pour la base de données « bidonvilles », sur les 92 questionnaires reçus, 6 n'ont pas été complétés sur la partie « entretien », pour cause de non consentement de la personne (3 non-réponses, 2/tentes et 1/Autre non précisé). L'analyse pour la partie « entretien » porte sur un maximum de 86 questionnaires. Cet échantillon représente 20% des 437 personnes adultes recensées par l'observatoire départemental des bidonvilles<sup>2</sup>.



<sup>2</sup> Cf. document de l'AREA : [https://area-asso.org/wp-content/uploads/2022/11/AREA\\_Observatoire-bidonvilles\\_2021.pdf](https://area-asso.org/wp-content/uploads/2022/11/AREA_Observatoire-bidonvilles_2021.pdf)

Pour la base de données « squat », sur un total de 109 personnes recensées sur la partie « observation », 12 personnes ont donné leur consentement pour compléter la partie « entretien ». Les données « squat » analysées dans la partie « entretien » concernent 12 personnes maximum, toutes habitant le même squat.

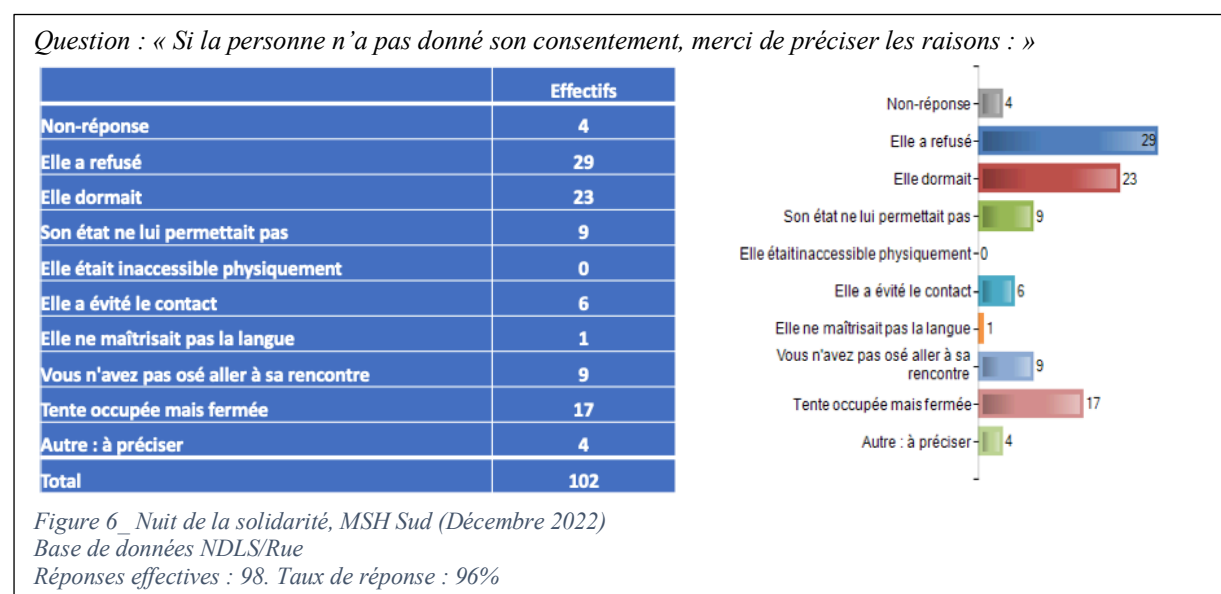


### Raisons du non consentement :

Les raisons du non consentement diffèrent selon le lieu où ont été réalisés les questionnaires (rue, squats et/ou bidonvilles). Les résultats sont donc analysés distinctement pour chacun de ces terrains d'enquête.

Sur les 102 personnes rencontrées sur le terrain d'enquête NDLS/Rue qui n'ont pas donné leur consentement, les enquêteurs précisent les raisons pour la quasi-totalité (94/102) :

- **55 personnes, l'échange n'a pas pu avoir lieu** (23 personnes dormaient, 17 étaient dans des tentes fermées, 9 pour qui « leur état ne permettait pas » et 6 qui « auraient évité le contact ») ;
- 29 personnes : situation de refus ;
- 10 personnes : la rencontre s'est faite sans compréhension possible.



Pour les bases de données squats et bidonvilles, les raisons du non consentement diffèrent. Sur les 109 adultes recensés dans 12 squats par 2 associations, 12 personnes installées dans 1 squat ont consenti à répondre au questionnaire. Les personnes qui n'ont pas souhaité participer à cette édition, ont mentionné y avoir participé en 2019 et ne pas avoir eu de retours, ne pas bien comprendre les enjeux de l'enquête, l'articulation entre les collectivités, l'État et la recherche. Seules les questions d'observations ont pu être complétées par les associations. Le soir de la nuit de la solidarité, des personnes habitant un des squats recensés ont été rencontrées. Les enquêteurs ont réalisé deux questionnaires avec deux des habitants de ce squat. Ils ont été invités à entrer dans le squat mais ils n'ont pas osé y aller.

Sur les bidonvilles, 92 adultes sur 437 recensés par l'observatoire départemental des bidonvilles, habitant dans 6 bidonvilles sur 14 recensés, se sont vus proposer de remplir le questionnaire. 6 adultes sur 92 n'ont pas donné leur consentement. 3 motifs sont précisés : tentes fermées (2) ; Entretien avec l'épouse (1) et non-réponses (3). L'enquête n'a pas pu réaliser davantage de questionnaires, par manque d'enquêteurs.

L'enquête NDLS a comptabilisé 383 adultes et 78 enfants. Parmi les adultes, **178 personnes ont consenti à répondre au questionnaire** :

**80/182**

vivent  
à la rue  
(44%)

**12/109**

vivent dans  
1 squat sur les 12 du  
périmètre de l'enquête  
(11%)

**86/92**

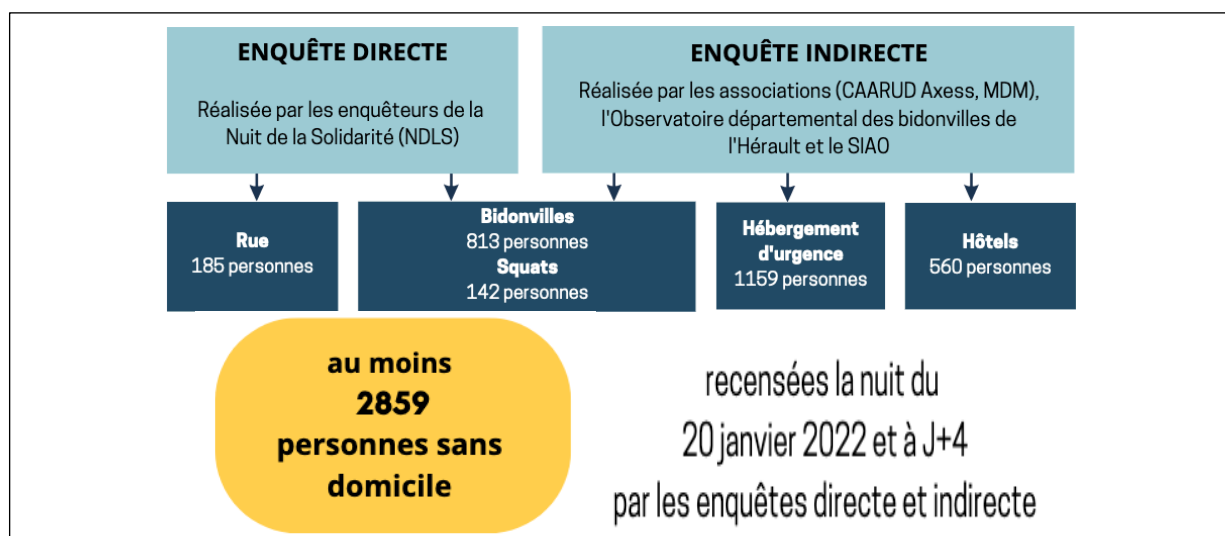
vivent dans 6 des  
14 bidonvilles du  
périmètre de l'enquête  
(93%)

#### **Les raisons du non consentement :**

- **L'échange n'a pas pu se faire\*** (40/55 personnes dormaient)
- **Situation de refus** (29 personnes)
- La rencontre s'est faite **sans compréhension possible** (10 personnes)

*\*L'heure tardive de l'enquête peut expliquer ce résultat.*

## 2 Recensement des personnes sans-domicile



Le calcul du total du nombre de personnes sans-domicile recoupe trois méthodologies. La première a consisté à comptabiliser les chiffres issus de la partie « recensement » de la Nuit de la solidarité [NDLS], enquête réalisée par questionnaires à un instant « T », auprès des personnes sans-abri rencontrées dans la rue, le soir du 20 janvier 2022 sur le territoire métropolitain. En parallèle, les acteurs associatifs impliqués dans les squats nous ont communiqué le nombre de personnes y résidant le soir du 20 janvier et à cette même date, le SIAO-34 nous a transmis les chiffres du nombre de personnes en hébergement d'urgence (incluant en hébergées à l'hôtel). Enfin, en accord avec l'observatoire départemental des bidonvilles de l'Hérault, les données des bidonvilles communiquées dans cette sous-partie du rapport sont celles du rapport de l'observatoire départemental des bidonvilles de l'Hérault 2021<sup>3</sup>. En effet, les données actuelles ne sont pas encore stabilisées, mais elles restent similaires à celles de l'année passée, même si le nombre de bidonvilles a augmenté suite à l'évacuation de nombreux terrains au cours de l'année 2021.

Pour la partie recensement, nous arrivons à un total de 1140 personnes recensées (adultes et enfants compris) sur les 21 % du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, dont 185 habitant "à la rue", 142, en squats, ce à quoi s'ajoute 813 personnes, en bidonvilles.

Bases de données	Adultes	Enfants	Femmes	Total
Rue	182	3	24	185
Squats	109	33	20	142
Bidonvilles (AREA)	437	356	203	793
Bidonville (MDM)	11	9	5	20
<b>Total</b>	<b>739</b>	<b>401</b>	<b>252</b>	<b>1140</b>

Figure 7\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)  
Nombre total de personnes recensées selon l'enquête Nuit de la solidarité et les données communiquées par CAARUD AXESS, MDM et l'observatoire des bidonvilles de l'Hérault pour les bidonvilles (AREA)

<sup>3</sup> Cf. document de l'AREA : [https://area-asso.org/wp-content/uploads/2022/11/AREA\\_Observatoire-bidonvilles\\_2021.pdf](https://area-asso.org/wp-content/uploads/2022/11/AREA_Observatoire-bidonvilles_2021.pdf)



Nous savons que sur ces 1140 personnes (recensées lors de la NDLS, dans les rues, squats et bidonvilles), il y a 739 adultes (182/rues, 109/squats et 448 bidonvilles), dont 252 femmes (24/rues, 20/squats et 208 bidonvilles), ce à quoi s'ajoutent 401 enfants (3/rues, 33/squats et 365/bidonvilles).

Il est également important de prendre en considération les données du SIAO-34, soit 1719 personnes hébergées en hébergement d'urgence (1159) et en hôtel (560) le soir du 20 janvier 2022 sur le territoire de la métropole. Notons également que 155 personnes<sup>4</sup> ont appelé le 115 et n'ont pas eu de réponses positives parmi le taux de 26% de réponse positive ce soir-là.

Le soir du 20 janvier 2022, nous pouvons donc déduire que sur les 21 % du territoire de la métropole de Montpellier, au minimum **2859 personnes** étaient sans-domicile, dont 2458 adultes et 401 enfants.

Les données des personnes logées via l'habitat intercalaire ne sont pas comprises dans ce calcul. Ce dispositif constitue un hébergement temporaire, comme peut l'être l'hôtel, mais la sortie du dispositif est davantage accompagnée vers un logement pérenne ou des structures d'insertion telles des CHRS. Ce dispositif, financé par la mairie de Montpellier et coordonné par quatre associations, mérite d'être souligné par sa nouveauté et son impact sur le relogement des personnes sans-abri.

Ce total de 2859 personnes correspond à une estimation du nombre de personnes sans domiciles sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, ce total n'inclue pas les 155 personnes qui ont appelé le 115 ce soir-là, car il nous est impossible de savoir s'il s'agit des mêmes personnes que les 182 adultes rencontrés lors de la Nuit de la solidarité. Aussi, le nombre de personnes en hébergement d'urgence communiqué par le SIAO correspond à une échelle métropolitaine, soit les 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole. Or, l'enquête NDLS a pu couvrir que 21 % du territoire de la métropole et 83 % du territoire de la ville de Montpellier. Notons que le nombre de places ouvertes en janvier 2022 est nettement supérieur à la moyenne habituelle, étant donné l'augmentation du nombre de places eu égard à la politique actuelle de l'État en contexte de crise sanitaire. Les acteurs associatifs qui interviennent sur les squats sont unanimes pour constater que le chiffre communiqué le 20 janvier 2022 sur le nombre de personnes y résidant (182) est bien en dessous de celui estimé et ce en raison des différentes procédures d'évacuations des squats qui ont eu lieu au cours de l'année 2021. Les bidonvilles ont également été touchés par ces politiques d'évacuation, multipliant de fait le nombre de bidonvilles.

---

<sup>4</sup> Ce chiffre correspond au ratio entre le nombre de personnes (210) qui ont appelé pour un hébergement et le nombre de personnes ayant reçu une réponse positive (55). Données SIAO-34.



### 3 Profil des personnes rencontrées

La partie recensement du questionnaire NDLS, qui a pu être élargie aux squats et aux bidonvilles grâce aux partenariats avec les associations locales, renseigne sur le profil des personnes rencontrées au travers de cinq variables : sexe de la personne, âge, lieu d'abri, présence d'animaux et langue parlée.

Les analyses présentées ci-dessous portent sur le nombre total de personnes recensées pour chacun des terrains d'enquête (rues, squats et bidonvilles), soit un effectif total de 383 personnes réparties comme suit : 182 recensées dans la rue, 109, en squats et 92 en bidonvilles. Quand l'échantillon analysé équivaut ou est supérieur à 100 personnes, les résultats sont donnés en pourcentage.

Cette partie observation a été renseignée quasi intégralement sur les trois terrains d'enquête (rue, squats et bidonvilles) pour trois des cinq questions : la moyenne du taux de réponse des questions de sexe, âge et abri est respectivement de 92% pour la BD « NDLS/Rues » (effectif total : 182), 97% pour la BD « NDLS/Squats » (effectif total : 109) ; 98% pour la BD « NDLS/Bidonvilles (effectif total : 92). La moyenne du taux de réponse pour la question de la langue est de 30% avec un fort taux pour les personnes en bidonvilles (57%) étant donné que les questionnaires ont été passés sur un même bidonville où la majorité des personnes viennent d'un même pays, la Roumanie. La moyenne du taux de réponse de la question sur la possession d'animaux est de 87% pour les BD « NDLS/Rues et bidonvilles » avec un taux plus bas pour la base de données NDLS/Squats, avec 39%.

Selon les préconisations méthodologiques émises par le guide méthodologique publié par la DIHAL et l'INSEE (2021), la récolte de ces données ne nécessite pas nécessairement la réalisation d'entretiens avec la personne, et peuvent être renseignées seulement par l'observation de l'enquêteur. Néanmoins, le cas échéant, cela suppose que la situation de sans-abrisme repose sur l'appréciation de l'enquêteur, qui n'a pas pu vérifier l'information auprès de la personne enquêtée, et qui selon les éléments observés, considère que la personne décomptée est effectivement en situation de rue et répond positivement à la question : « selon vous, la personne décomptée est effectivement en situation de rue ».

#### 3.1. Sexe des personnes rencontrées

« Question : La personne est : »

	Échantillon « rue »		Échantillon « bidonvilles »		Échantillon « squats »		Total
<b>Non-réponse</b>	8	4%	2		4		<b>14</b>
<b>un Homme</b>	115	63%	40		85		<b>240</b>
<b>une Femme</b>	24	13%	48		20		<b>92</b>
<b>Impossible à déterminer</b>	35	19%	2		0		<b>37</b>
<b>Total</b>	<b>182</b>	<b>100%</b>	<b>92</b>		<b>109</b>		<b>383</b>

Figure 8\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Bases de données NDLS/Rue/Bidonvilles/Squats.

Effectifs total (taux de réponse) respectifs : 182 (96%) ; 92 (98%) ; 109 (96%).

Les trois bases de données font l'objet d'analyses distinctes car la réalité diffère selon chacun de ces terrains d'enquête. Produire un résultat total de femmes et d'hommes rencontrés dans la rue, en squats et dans les bidonvilles biaiserait l'analyse, laissant penser à une répartition homogène des hommes et des femmes et des structures familiales. Les résultats montrent qu'à la rue et dans certains squats, le célibat reste dominant, et à majorité masculine (200/383 hommes) alors que dans les bidonvilles, les structures familiales dominent, avec la présence de familles élargies et notamment de grand-mères et belles-mères plus importante (part égale d'hommes et de femmes). Ce constat n'empêche pas d'observer l'augmentation de la présence des structures familiales dans le contexte de la rue.

La partie « rue » de l'enquête Nuit de la solidarité recense une majorité d'hommes rencontrée (115) dans la rue le soir du 20 janvier (63%) et 24 femmes soit 13%. L'enquête de 2019 réalisée en mai comptabilisait 37 femmes (22%) pour 128 hommes (78%) avec 53 cas non renseignés. Ce décalage peut s'expliquer par la période de réalisation de l'enquête (hiver pour 2022 contre printemps pour 2019), mais aussi par le nombre plus important de dispositifs d'hébergement d'urgence mis en place par l'État en cet hiver 2022. Comme le conclut l'étude réalisée sur la mise en œuvre de la Cité des Dames (Loison-Leruste, Braud, Mahut, 2019), même si les enquêtes INSEE de 2001 et 2012 montrent une augmentation significative du nombre de femmes en situation de rue, de l'ordre de 45% entre 2001 et 2012, alors que « la proportion d'hommes a quant à elle évolué de 26% dans le même temps » (ibid. : 9), « Les femmes restent pour autant moins nombreuses que les hommes à être touchées par la grande exclusion : alors qu'en population générale, elles représentaient 51,6% de la population française au 1er janvier 2012<sup>5</sup>, les femmes sans domicile représentaient 38% des personnes sans domicile en 2012 selon l'enquête réalisée par l'Ined et l'Insee cette même année. » (ibid. :10).

Pour autant, le décalage entre la présence de femmes et d'hommes recensées sur le territoire métropolitain, avec une représentation beaucoup moins forte des femmes, semble en deçà de ces analyses nationales, bien que supérieur au nombre de femmes rencontrées à Paris le soir même de l'enquête (elles représentent 10%<sup>6</sup>). Cela peut s'expliquer en partie par la mise en place de dispositifs nombreux à cette période de l'hiver. Notamment, l'étude réalisée sur la mise en œuvre de la Cité des Dames (Loison-Leruste, Braud, Mahut, 2019) souligne l'importance de la mise en place de dispositifs ou espaces dédiés aux femmes suite aux résultats parisiens 2018 de la NDLS.

Sur les squats, la situation recensée se rapproche des résultats récoltés lors de la NDLS, avec un nombre d'hommes rencontrés (85) supérieur à celui des femmes (20) dans des proportions similaires. La majorité des squats recensés est occupée par des personnes seules même si un de ces squats est un squat familial occupé par des familles en provenance d'un pays hors de l'union européenne. Sur les 92 personnes des bidonvilles rencontrées, la situation diffère car il s'agit majoritairement de couples/familles. La proportion hommes/femmes reste similaire, même si le total de femmes (48) dépasse celui des hommes (40).

---

<sup>5</sup> Insee, estimations de population, France hors Mayotte.

<sup>6</sup> Rapport APUR 2022

### 3.2. Âge estimé et âge réel

La question de l'âge dans la partie « observation » du questionnaire est une estimation classée par six tranches d'âge, avec une variable « impossible à déterminer ». En effet, comme mentionné ci-dessus, la récolte de cette donnée, n'implique pas nécessairement que les enquêteurs soient entrés en contact avec les enquêtés (pour les raisons évoquées ci-dessus), ce qui explique le nombre conséquent de réponses « impossible à déterminer ». Cette question a aussi fait l'objet d'un recodage, pour les questions où l'âge précis avait été précisé, et l'âge estimé, non. La consigne de l'enquête préconisait la réalisation de questionnaires avec des personnes majeures. C'est pourquoi l'âge minimum recensé est de 18ans.

Question : « Âge estimé »

Tranche d'âge	Échantillon Rue	Échantillon « bidonvilles »	Échantillon « squats »	Total
Non-réponse	5	1	5	11
Impossible à déterminer	36	6	0	42
Moins de 18 ans	0	1	0	1
De 18 à 24 ans	20	25	21	66
De 25 à 39 ans	50	28	49	127
De 40 à 54 ans	58	28	28	114
De 55 à 69 ans	11	3	6	20
Plus de 70 ans	2	0	0	2
<b>Total</b>	<b>182</b>	<b>92</b>	<b>109</b>	<b>383</b>

Figure 9\_\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Bases de données NDLS/Rue/Bidonvilles/Squats.

Effectifs total (taux de réponse) respectifs : 182 (97%) ; 92 (99%) ; 109 (95%)

**De manière transversale aux trois bases de données, deux tendances se dégagent :**

- deux tiers de l'échantillon (127/383) se situe dans la **tranche d'âge « 25 et 39 ans »**, davantage représentés sur les échantillons des parties « squats » et « bidonvilles » de l'enquête.
- un peu moins de deux tiers (114/383), dans la **tranche d'âge « 40 et 54 ans »**, davantage représenté sur les échantillons des parties « rue » et « bidonvilles » de l'enquête.

**De manière singulière à chacune des bases de données**, sur les 182 personnes rencontrées lors du terrain d'enquête NDLS/Rue, 141 personnes ont vu leur âge estimé (taux de réponse 97%). Au total, la majorité des personnes rencontrées ont entre « 40 et 54 ans » (32%) suivi de près par la tranche d'âge « 25-39 ans » (28%) et l'impossibilité de déterminer (20%). On peut noter la faible proportion de 18/24 ans rencontrés le soir du 20 (20 personnes, soit 11%), tout comme de 55 à 69 ans (11 soit 6%) et plus de 70 ans (2 soit 1%). Aucune personne de moins de 18ans n'a été rencontrée seule sans parents. Sur ces 141 personnes, 76 ont renseigné précisément leur âge pour lesquelles l'âge médian est de 39 ans. Le graphique des âges renseignés, récoltés pour 76 personnes, confirme la tendance observée par les tranches d'âge. Comme sur Paris, on constate qu'entre 18 et 70 ans, toutes les catégories d'âge sont représentées même si certaines d'entre elles le sont plus que d'autres<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Rapport APUR 2022

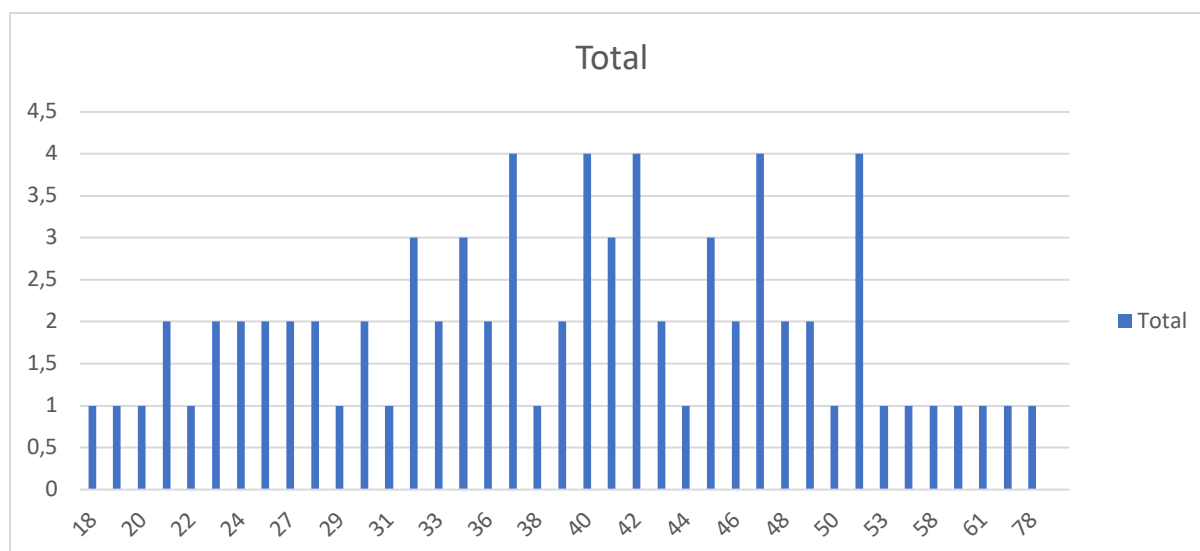


Figure 10\_Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Bases de données NDLS/Rue.

Réponses effectives : 76. Taux de réponse : 95%.

En regardant de plus près la présence des hommes (total 115 recensés) ou des femmes (24 recensées) par tranches d'âge, les hommes et les femmes sont représentés fortement sur la même tranche d'âge, celle des 40/54 ans avec respectivement 49 hommes et 7 femmes. La seconde tranche d'âge est celle des 25/39 ans, avec 8 femmes et 41 hommes. La part de jeunes femmes 18-24 ans est moins élevée (5), que celle de jeunes hommes (10). Inversement pour les personnes dont l'âge est estimé entre 55 et 69 ans, 8 sont recensées chez les hommes contre 2 chez les femmes. Chez les personnes de plus de 70 ans, 2 de sexe masculin ont été recensées contre 0 pour le sexe féminin. Enfin, pour 5 hommes et 2 femmes, l'âge n'a pas pu être renseigné.

Sur les 92 personnes rencontrées dans les bidonvilles, les résultats diffèrent. La proportion de personnes âgées de 18 à 24 ans, de 25 à 39 ans et de 40 à 54 ans est quasi équivalente (respectivement effectif 25 ; 28 et 28). Pour les personnes de plus de 70ans et de moins de 18ans, le résultat est similaire : 1 personne de moins de 18ans (17) et personne de plus de 70ans a été recensé. La tranche d'âge 55-69 ans compte 3 personnes. Néanmoins, ce résultat n'est pas exhaustif, ni représentatif de la réalité, car les bidonvilles sont habités par des familles élargies, qui comptent des personnes de plus de 70ans, même si elles sont moins nombreuses. Les personnes de moins de 18ans sont aussi nombreuses. Comme en témoigne le rapport de l'observatoire, les enfants représentent environ la moitié des personnes habitant en bidonville. L'âge médian sur les 79 personnes rencontrées sur les bidonvilles qui ont précisé leur âge exact est de 33 ans. Sur les bidonvilles, une proportion forte de couples se dégage, ce qui explique les proportions quasi égales par tranches d'âge.

Sur les squats, près de la moitié des personnes rencontrées ont entre 25 et 39 ans d'âge estimé (49), ce qui correspond à la même moyenne d'âge estimé dans les bidonvilles et au deuxième résultat de l'enquête « rue » de la NDLS.

### 90% des profils rencontrés sont des personnes seules

Différents profils de personnes ont été rencontrés. Sur les 182 personnes rencontrées lors du terrain d'enquête NDLS/Rue, 176 étaient des personnes seules, 4 personnes étaient en couples et 2 familles monoparentales. Au total, 3 enfants ont été recensés. Sur les 92 personnes adultes habitant en bidonvilles, ont été recensés 37 couples (74 personnes), 2 familles monoparentales (2 adultes), 3 familles élargies (9 personnes) et 7 personnes célibataires. 73 enfants ont été comptabilisés sur un total de 41 foyers. Sur les 109 personnes recensées dans

des squats, 93 (85%) sont des adultes seuls et 14 vivent en couples (7 couples recensés), 2 personnes en famille élargie, avec un total de 48 enfants recensés.

### Plus des deux tiers des personnes rencontrées à la rue, en squats et bidonvilles ne sont pas accompagnées d'animaux

Le résultat à cette question invite à repenser l'image du « SDF avec son chien ». Pour les questionnaires récoltés lors des terrains d'enquête NDLS/Rue, 121 personnes (67%) n'étaient pas accompagnées d'animaux, contre 39 (21%) personnes qui l'étaient. Pour les questionnaires récoltés lors des terrains d'enquête NDLS/bidonvilles, 60 personnes précisent ne pas être accompagnés d'animaux, contre 19 qui précisent l'être. Pour les squats, la comparaison est difficile, car le taux de réponse est de 39 % alors qu'il est de 86% sur les bidonvilles et de 89% pour l'enquête NDLS/Rue. La quasi-totalité des répondants (41 personnes) n'est pas accompagnée d'animaux, les deux seuls précisés, sont des chats.

Question : « La personne est accompagnée d'un ou plusieurs animaux » :

	Échantillon « rues »		Enquête « bidonvilles »	Enquête « squats »	Total
<b>Non-réponse</b>	22	12%	13	66	<b>101</b>
<b>Non</b>	121	67%	60	41	<b>222</b>
<b>Si oui , de quel type ?</b>	39	21%	19	2	<b>60</b>
<b>Total</b>	<b>182</b>	<b>100%</b>	<b>92</b>	<b>109</b>	<b>383</b>

Figure 11\_\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Bases de données NDLS/Rue/Bidonvilles/Squats.

Réponses effectives respectifs (taux de réponses) : 182 (88%) ; 92 (86%) ; 109 (39%).

### 3.3.Langue parlée

La question de la langue est la question qui a reçu le moins de réponses effectives de tout le questionnaire. Les résultats sont pour cette raison très faiblement représentatifs. Pour la base de données de l'enquête réalisée dans la rue, le taux de réponse est de 14% avec 156 questionnaires non renseignés (86% de non-réponse). Sur les 26 personnes qui précisent parler une langue étrangère (plusieurs réponses possibles), 13 langues sont identifiées : anglais (9/26) ; arabe (4/26) ; espagnol (3/26), tchèque (3) ; français (2) ; roumain (3) ; allemand (1) ; bulgare (1) ; géorgie (1), monténégro (1) ; polonais (1) ; turc (1). 5 types de réponses sont difficilement exploitables : « rien compris » ; « incompréhensible », « pays de l'est », « pachoune », et « dari ».

Sur les bidonvilles, la question n'a pas reçu de nombreuses réponses également. Sur 92 questionnaires, 40 ne renseignent pas la question, 46 précisent parler le roumain et 6 l'arabe. Néanmoins, se dégage une homogénéité plus forte d'appartenances géographiques, selon les bidonvilles enquêtés. En effet, au total, des questionnaires ont été réalisés sur 6 bidonvilles sur un total de 14 existants dont 5 sont occupés par une majorité de familles en provenance de Roumanie et un sixième, des familles originaires de Syrie. La réponse « roumain » a été

apportée pour 4 des 5 bidonvilles habités majoritairement par des familles en provenance de Roumanie, même si sur certains d'entre eux, d'autres provenances géographiques cohabitent (notamment des pays d'ex Yougoslavie).

Sur les squats, 22 questionnaires renseignent cette question (taux de réponse 20%). 18 personnes précisent parler l'anglais et 4 l'albanais.

#### 4 Parcours de rue : pratiques d'ancrage ou d'errance ?

##### Précisions méthodologiques

Cette deuxième partie du rapport correspond à la deuxième partie du questionnaire, qui nécessitait le consentement de la personne et un entretien pour pouvoir être complétée. Elle comporte 21 questions.

Pour rendre compte des résultats des différents lieux d'enquête (rue/bidonville/squat), l'analyse a procédé par plusieurs étapes. Tout d'abord, l'analyse singulière à chacune des bases de données, puis le croisement des données selon les trois bases ou de manière partielle à certaines bases afin d'observer si des tendances singulières et/ou globales à ces trois terrains d'enquêtes se dégagent.

Rappelons que les résultats présentés ci-dessous se base sur un effectif total différent selon chacune des bases de données, qui a été calculé selon le nombre total de questionnaires/base de données, auquel ont été soustraits les questionnaires « non consentants ».

Pour la base de données NDLS/Rue, l'effectif total correspond à 80 personnes. Sur ce total, le taux de réponse oscille entre 76% (soit 61/80 réponses) et 100% (80/80), avec une moyenne aux alentours de 90%, soit environ 72 questionnaires sur 80. La question qui enregistre le taux de réponse le plus bas est celle qui interroge les impacts de la crise sanitaire sur le quotidien des personnes (61/80). Le taux de non-réponse est donc assez faible, une fois déduit le non consentement des personnes. Pour la base de données NDLS/Bidonvilles, l'effectif total correspond à 86 personnes, avec une moyenne de 74 questionnaires remplis sur les 86 sur la totalité des questions de la partie « entretien » (ce qui fait un taux de réponse aux alentours de 93%). Pour la base de données N

DLS/Squats, l'effectif total correspond à 12 personnes, avec une moyenne de 12 questionnaires complétés intégralement sur la totalité des questions (taux de réponse de 99%).

Une question de la partie « observation » du questionnaire a été introduite dans cette partie de l'analyse (la question sur le type d'abri habité), c'est pourquoi, le nombre total de réponses pour cette question correspond au nombre total de personnes recensées sur les 3 terrains d'enquêtes « rues », « bidonvilles » et « squats » (respectivement un total de 383 : 182, 92 et 109 personnes), et n'inclut pas la déduction des personnes qui n'ont pas donné leur consentement, dans la mesure où cette question ne nécessite pas la réalisation d'entretiens pour y répondre.

**Dans chacun des cas, les taux de réponse effectifs et de non-réponse sont précisés. Lorsque l'effectif est inférieur ou égal à 100, les données sont exprimées en chiffre. Lorsqu'il est supérieur, des pourcentages peuvent être réalisés.**

Dans l'échantillon "rue", **24 femmes** ont été recensées dont 11 ont consenti à répondre au questionnaire. Les résultats des données récoltées sur la partie "observation" et "entretien" correspondent à ceux issus des données globales de l'échantillon "rue" de l'enquête Nuit de la solidarité.

Seuls les résultats d'une question diffèrent. À la question "où pensez-vous passer la nuit", 4 femmes répondent "dans la rue" et 13 précisent dormir dans "un autre lieu" dont 4 squats pour 6 femmes, 3 tentes, 1 voiture, 1 immeuble, 1 parking et 1 centre commercial. Cette question enregistre un total de 7 non-réponses.

## 4.1. Parcours de rue : habitat et ville de résidence

Plusieurs questions précisent le parcours de rue des personnes rencontrées. Elles se regroupent en deux sous thématiques. La première porte sur les pratiques d'ancrage ou d'errance de la personne rencontrée, par rapport à son habitat (type d'abri), puis à la ville de résidence. La seconde thématique précise les parcours des personnes sans-abri, à savoir à quand date le premier épisode de vie à la rue et les raisons qui ont amenées à cette situation de rue.

### 4.1.1 L'habitat

Il est d'usage d'entendre dire que les personnes sans-abri sont dans des pratiques d'errance, ou de passage. Pour appréhender objectivement ces pratiques, quatre questions le permettent dans le questionnaire, deux respectivement sur l'habitat et deux autres sur la ville de résidence. Tout d'abord, le questionnaire invite la personne à préciser « le lieu où elle pense passer la nuit », avant d'analyser le rapport temporel entretenu à celui-ci.

La première question sur le thème de l'habitat interroge la personne sur le lieu où elle pense passer la nuit. Elle nécessite quelques précisions méthodologiques. Cette question apparaît deux fois dans le questionnaire : dans la partie « observations » obligatoire à remplir, et dans la partie "entretien". Dans la version montpelliéraine, nous avons choisi de faire apparaître cette question qu'une seule fois, dans la partie « observation » obligatoire à remplir. Cette question n'a pas rencontré un vif succès lors de l'enquête Nuit de la solidarité<sup>8</sup> et pour le terrain d'enquête NDLS/Rue (182 questionnaires), elle a fait l'objet de recodages, selon les informations recueillies de part et d'autre du questionnaire.

La question interroge la personne sur le lieu où elle pense passer la nuit, qui ne correspond pas forcément au lieu où la personne est rencontrée le soir de l'enquête. La question regroupe les réponses selon quatre catégories : « lieu public », « autre lieu », « ne sait pas où passer la nuit » et « autres ». Les lieux publics proposés dans le questionnaire sont tous des abris qui se situent à l'extérieur (rue, pont, station de bus, bidonville, parcs et jardins), quand les abris des lieux privés précisés, sont du domaine privé (parking, squat, voiture, tente, centre commercial, etc.).

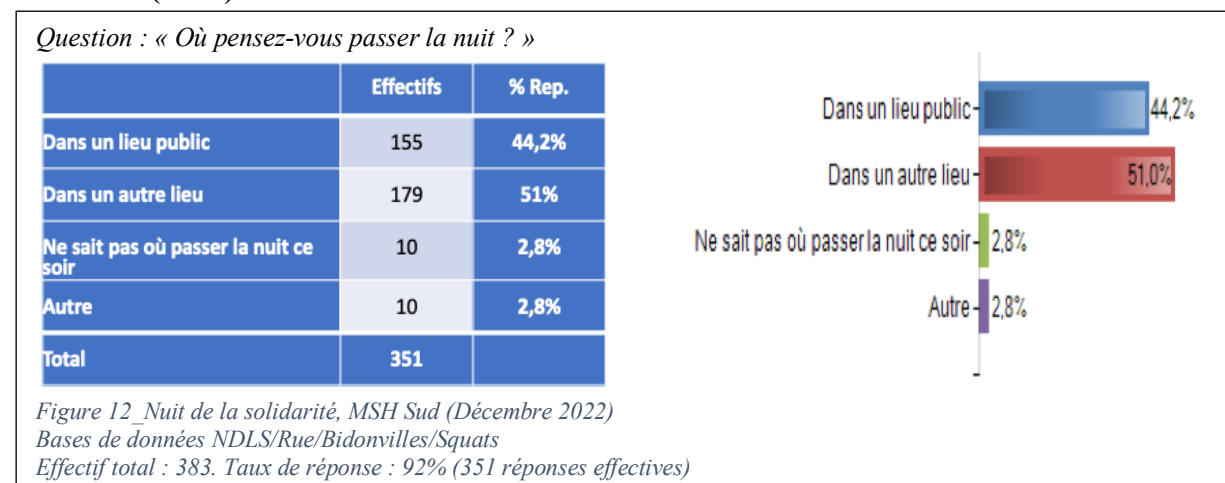
Pour cette question, les enquêteurs ont été invités à préciser au maximum la réponse de l'enquêté. Par exemple, si la personne précisait dormir dans une « tente » (ce qui est le cas de 31 personnes rencontrées sur la totalité de l'échantillon), les enquêteurs devaient cocher « dans un autre lieu » puis préciser la réponse « tente ». Ainsi toutes les personnes qui dorment dans la rue en tentes, n'apparaissent pas dans la réponse « lieu public » quand pour autant des personnes peuvent dormir en tentes dans la rue. Il est donc difficile de conclure sur la base des résultats chiffrés. En effet, sur l'effectif total aux trois bases de données (383 personnes) les résultats nous montrent un pourcentage quasiment identique entre le nombre de personnes qui précisent dormir dans un lieu public (44%) et dans un autre lieu (51%). Or si nous considérons l'effectif des personnes qui dorment en tentes dans celui de l'espace public, le résultat diffère.

---

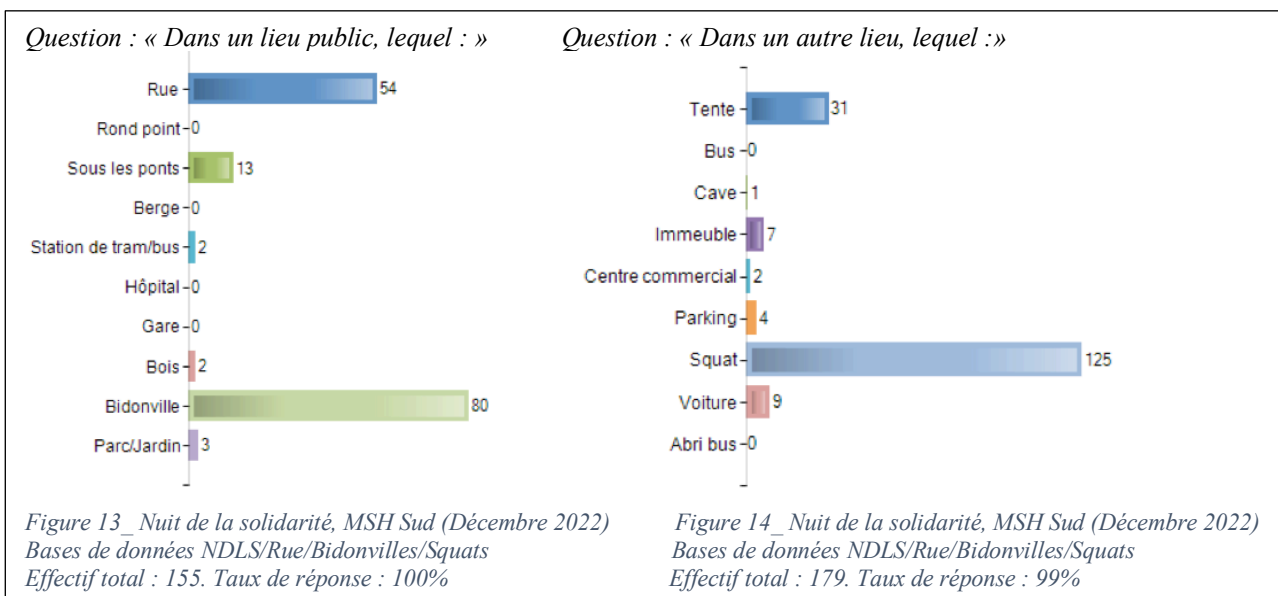
<sup>8</sup> Ceci s'explique par la mauvaise mise en page de cette question qui s'est retrouvée sur la page verso de la première page du questionnaire. Les enquêteurs qui ont rempli seulement la partie « observation » se sont focalisés sur la première et la dernière page du questionnaire.



**De manière transversale aux trois bases de données (383 personnes recensées), quasiment une personne sur deux précise dormir dans un lieu public (44%) et dans un autre lieu (51%).**



Sur les 155 personnes qui précisent dormir dans un lieu public, l'enquête met en lumière qu'un tiers d'entre elle dort dans la rue (54 personnes), un peu plus de la moitié en bidonvilles (80). Sur les 179 personnes qui répondent « passer la nuit dans un autre lieu », l'enquête a permis de recenser une majorité de personnes installées en squats (2/3 de l'échantillon) et 31 personnes en tentes.



De manière singulière à chacune des bases de données, les résultats permettent de mieux préciser la diversité des situations rencontrées par les personnes rencontrées dans la rue lors de l'enquête NDLS car les réponses des bases de données « bidonvilles » et « squats » sont assez homogènes.

Pour les bidonvilles, 82 personnes répondent dormir dans un lieu public, le bidonville, et 7 autres personnes précisent dormir dans un autre lieu, une tente. Pour le premier cas de figure, il s'agit de migrants originaires de Roumanie ou d'ex-Yougoslavie, installés sur les bidonvilles depuis plusieurs années. Pour le second, il s'agit de familles syriennes installées en tentes au cœur du tissu urbain dans le quartier de la Paillade. Pour les squats, 100% des personnes recensées précisent dormir dans un « autre lieu », le squat.

**Pour l'échantillon de personnes rencontrées dans la rue (182) :**

- 1 tiers des personnes rencontrées passe la nuit dans un lieu public dont un peu plus de deux tiers d'entre elles dort dans la rue.
- 1 autre tiers des personnes rencontrées passe la nuit dans un autre lieu dont un tiers d'entre elles dans une tente (24/61), 14 dans un squat, 9 dans une voiture, 7 dans un immeuble. Très peu de personnes précise passer la nuit dans des parkings (4) et centres commerciaux (2).

***1 tiers des personnes recensées dans la rue passent la nuit dans un lieu public***

Sur les 182 personnes rencontrées dans la partie « rue » de l'enquête NDLS, 73 personnes disent passer la nuit dans un lieu public contre 61 dans un autre lieu. 10 ne savent pas où passer la nuit et 10 répondent « autre ». 29 questionnaires ne renseignent pas cette question (taux de réponse : 84%).

Question : « Où pensez-vous passer la nuit ? »

	Effectifs
Dans un lieu public	73
Dans un autre lieu	61
Ne sait pas où passer la nuit ce soir	10
Autre	10
Total	153

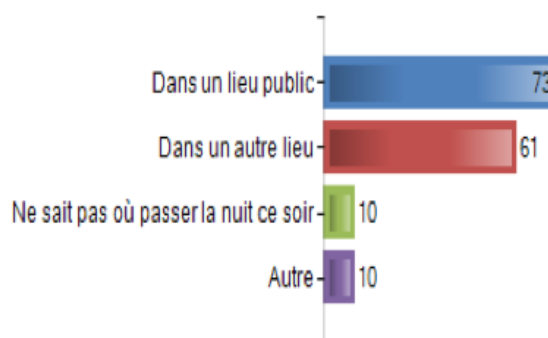


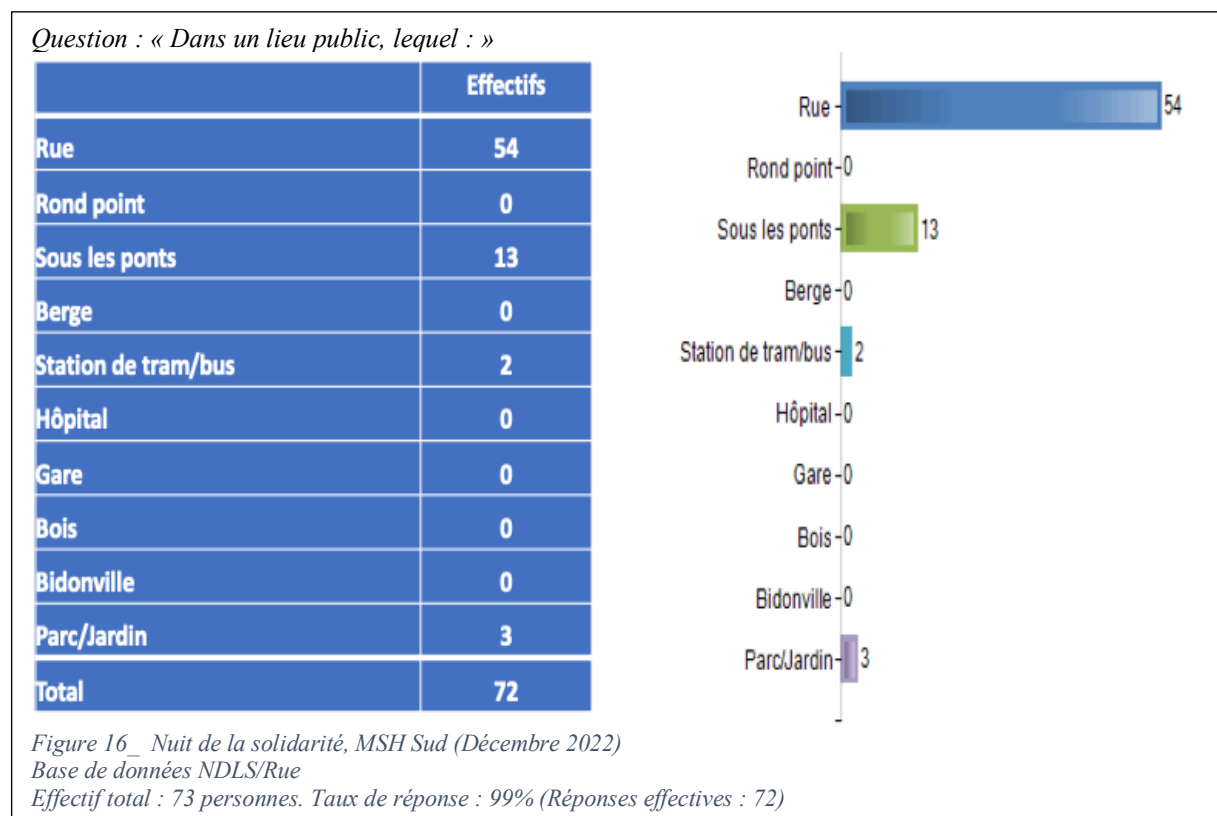
Figure 15\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Base de données NDLS/Rue.

Effectif total : 182. Taux de réponse 84% (153 réponses effectives)

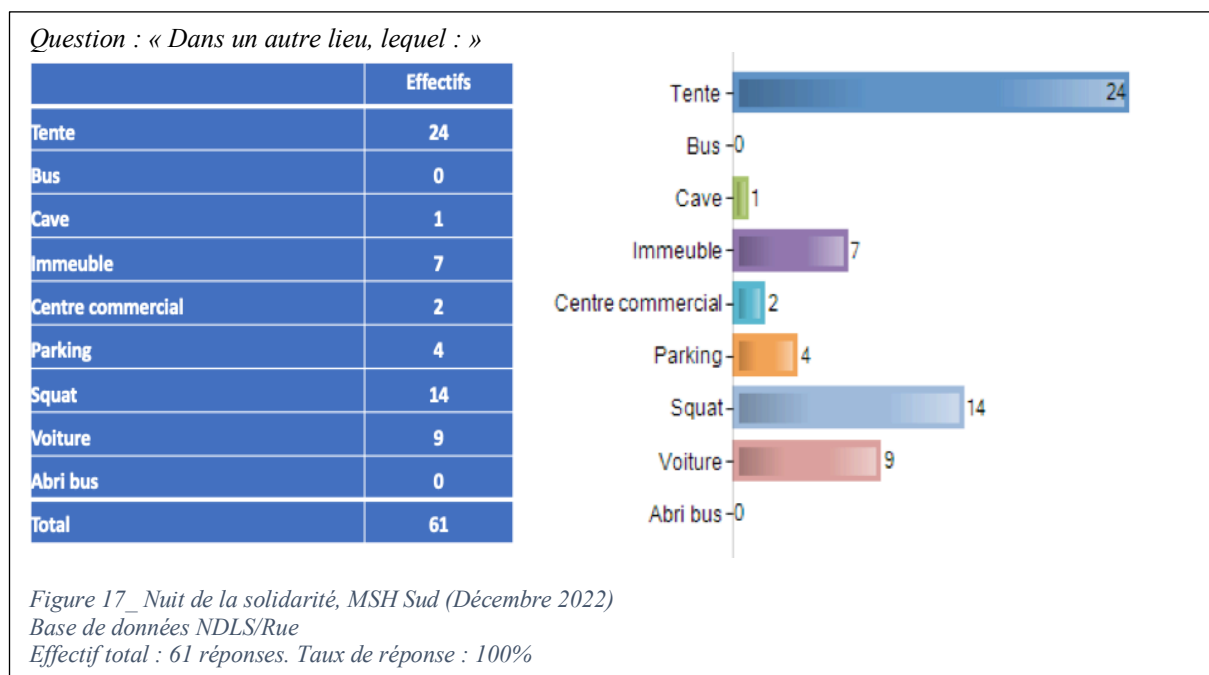
### ***Un peu plus de deux tiers dort dans la rue***

Sur les 73 personnes ayant répondu dormir dans un lieu public, 54 personnes précisent dormir dans la rue, ce qui correspond à deux tiers des personnes totales rencontrées. Seulement 13 personnes sur 73 ont été rencontrées « sous les ponts », dans 6 quartiers de la ville (Centre (2), Pompignagne (2), Antigone (1), Gambetta (1), Beaux-arts (6) Millénaire (1)). Ce ratio traduit une couverture mineure des différents ponts de la ville, qui semblent peu habités pour ceux enquêtés, contrairement aux observations de terrain des associations locales.



Les résultats mettent en évidence que certains lieux n'ont pas été suffisamment couverts, notamment les parcs, les espaces verts, les jardins et la gare, malgré l'autorisation par la SNCF de la présence d'enquêteurs dans la gare (l'accès aux quais n'a pas pu être possible) et l'ouverture exceptionnelle des parcs et jardins la nuit par Montpellier méditerranée métropole. Or le soir même de l'enquête, sur les trois équipes qui étaient prévues sur le secteur de la gare, une seule était présente. Le Samu social nous a indiqué les parcs et jardins sur lesquels ils sont amenés à intervenir afin que nous puissions inclure ces lieux dans la cartographie de l'enquête et aussi solliciter une ouverture plus tardive. Au-delà de l'accès, de nombreux bénévoles enquêteurs nous ont fait remonter ne pas avoir osé entrer dans les parcs, les espaces verts et les parkings, qui sont plus difficilement accessibles la nuit. Pour des raisons sanitaires, l'hôpital n'a pas pu être couvert le 20 janvier au soir.

## Près d'un autre tiers des personnes passent la nuit dans un autre lieu



61 personnes ont précisé dormir dans un autre lieu. Plus précisément, plus d'un tiers d'entre elles passent la nuit dans une tente (24), 14 dans un squat, 9 dans une voiture, 7 dans un immeuble. Les questionnaires des personnes dormant en squat rencontrées dans la rue, le soir du 20 janvier, ont été recoupés avec les questionnaires réalisés dans les squats à Montpellier. Il ne s'agit pas des mêmes squats, c'est pourquoi, les deux résultats ont été conservés. Très peu de personnes précisent passer la nuit dans des parkings (4) et centres commerciaux (2). Ceci peut s'expliquer par deux principales raisons. Malgré un travail de repérage mené avec les associations locales, dont le Samu social, les consignes transmises aux enquêteurs n'ont pas été assez claires sur l'importance de couvrir également les parkings souterrains de chacun des secteurs. De nombreuses équipes ne les ont pas couverts, alors que de nombreuses personnes y passent la nuit en plein hiver. Pour les centres commerciaux, le même constat se dresse. Pour l'édition 2023, une attention particulière sera portée à l'organisation de l'enquête dans ces deux lieux (clarification des lieux sur la cartographie et des consignes données aux enquêteurs ; préparation des enquêteurs concernés par l'enquête dans ces lieux).

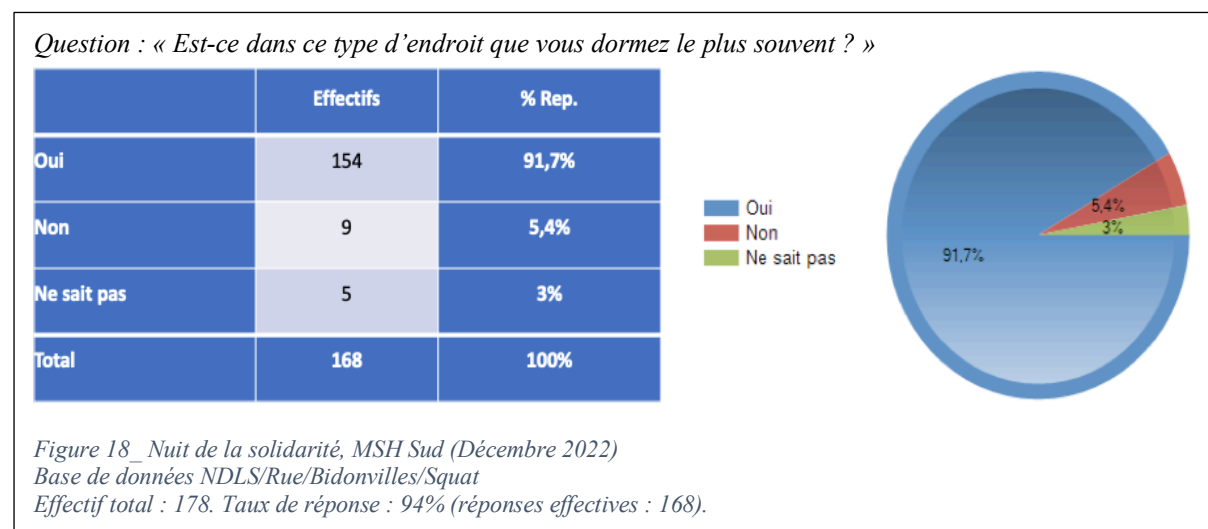
La catégorie « autre » cochée pour dix personnes, précise six lieux dont 2 sont en lien avec la situation professionnelle, et d'autres situations telles « garage », « cabane », « là où c'est possible », « caravane ».

10 personnes sur 182 précisent ne pas savoir où passer la nuit

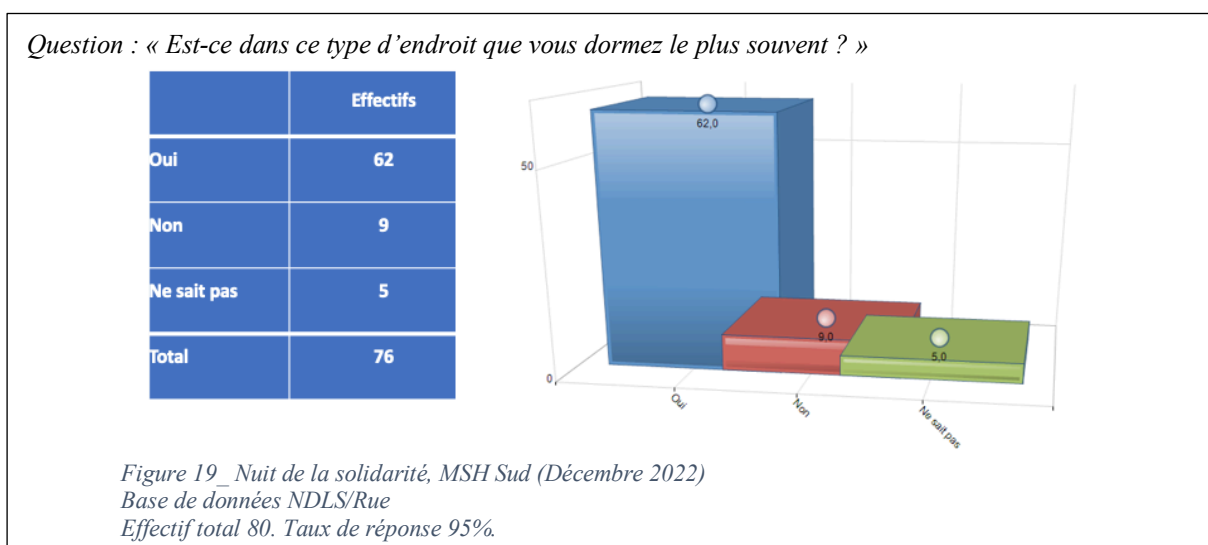
Une deuxième question vient préciser le rapport temporel entretenu à ce lieu où les personnes disent passer la nuit : s'agit-il d'un lieu fixe, régulier, ou fréquenté de manière occasionnelle ?

**Les personnes dorment régulièrement dans le même lieu.**

De manière transversale aux trois bases de données, 92% des personnes (156/170) dorment régulièrement dans le même lieu de vie.



Dans les bidonvilles et le squat, les réponses sont unanimes. Une très forte proportion de l'échantillon « rue » a répondu à l'affirmative (62/80). Malgré l'échantillon restreint sur lequel ces statistiques portent, le résultat traduit une tendance forte aux pratiques d'ancrage : les personnes dorment régulièrement dans le même lieu.



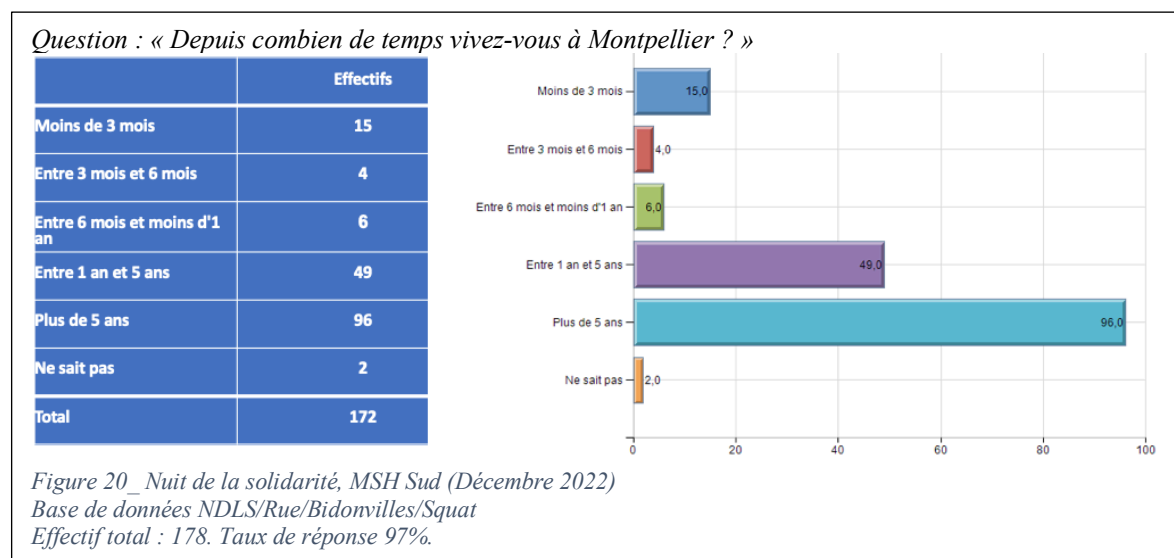
Ces résultats invitent à se demander si les pratiques d'ancrage ou d'errance des personnes rencontrées dans la rue lors de l'enquête, varient selon le type d'endroits et/ou d'abris de nuit. Les résultats montrent une proportion quasiment similaire entre le lieu public et les autres lieux puisqu'un tiers des personnes répondent y dormir de manière régulière, malgré la diversité de ces lieux, et le fait que la distinction public/autre lieu soit discutable.

#### 4.1.2 Raisons et durée d'errance

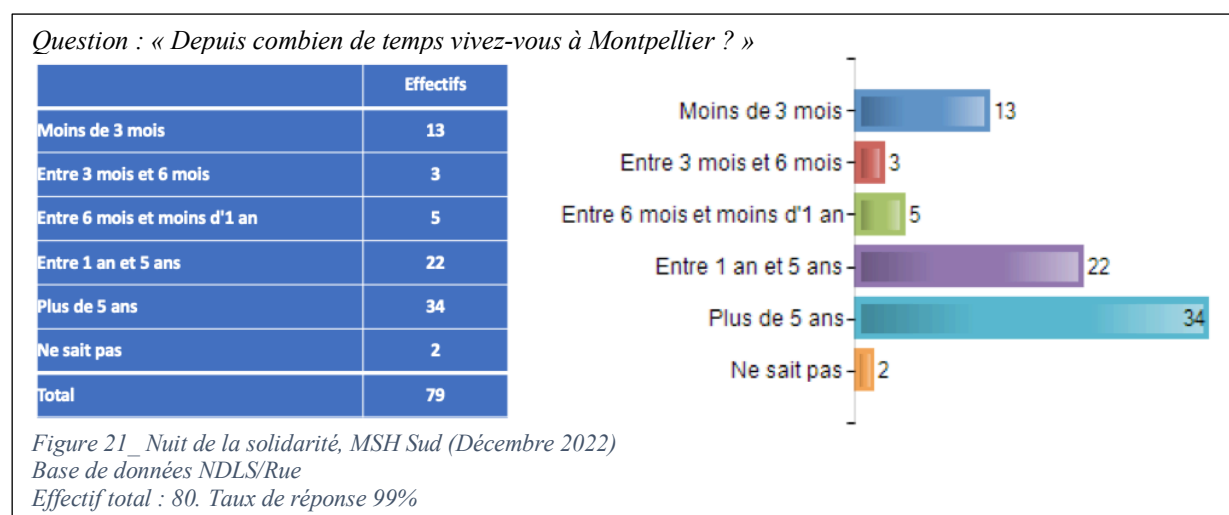
Trois principales questions du questionnaire permettent d'apporter des éléments de réponse. La première et la seconde, portent sur la durée de vie à Montpellier, puis sans logement personnel. La troisième questionne les motifs qui ont conduit à vivre sans logement personnel.

##### Une longue durée de présence sur Montpellier (plus de 5 ans).

De manière transversale aux trois bases de données, une principale tendance se dégage : **une longue durée de présence sur Montpellier pour 80% (145) des 172 personnes qui ont répondu à la question<sup>9</sup>. Elles y vivent depuis plus d'un an dont la moitié depuis plus de cinq ans (56%).**



Plus des deux tiers (56) des personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête NDLS vivent à Montpellier depuis plus d'un an dont quasiment la moitié depuis plus de cinq ans :



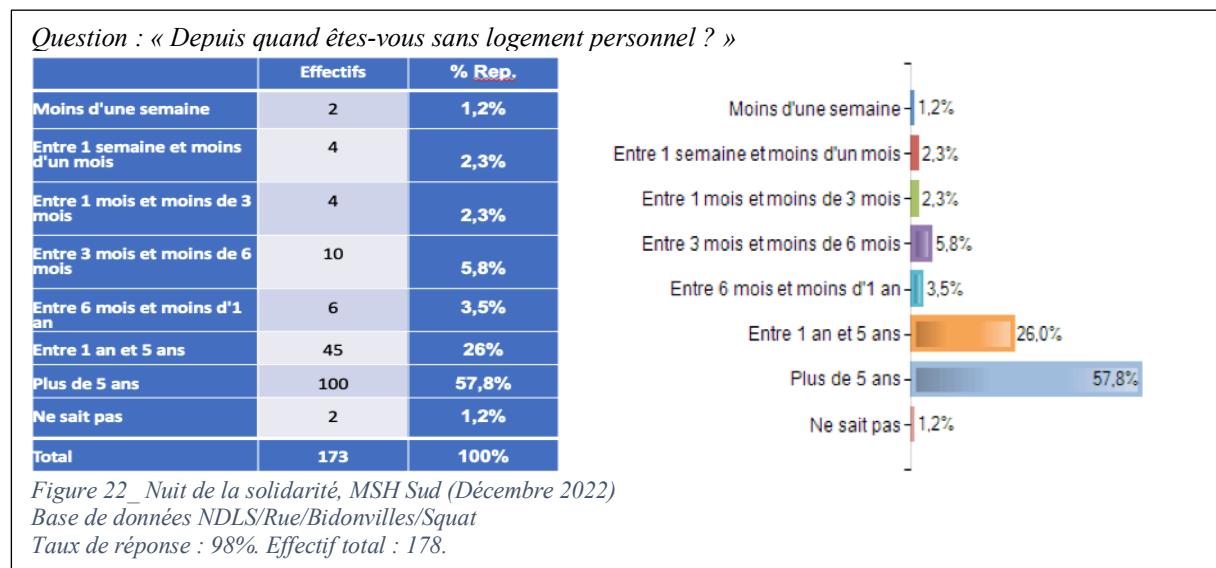
Une autre tendance se distingue de cet échantillon : **un peu moins d'un tiers des personnes vit à Montpellier depuis peu de temps (21 depuis moins d'un an) dont une majorité (13) depuis moins de trois mois.**

<sup>9</sup> Cette question « Depuis combien de temps vivez-vous à Montpellier ? » propose 8 variables temporelles avec une seule réponse possible (dont 7 de durée et 1 « ne sait pas »).

Ces deux tendances renseignent sur la durée de vie à Montpellier et n'apportent pas d'informations sur la durée de vie à la rue, ce que permet de creuser la question suivante<sup>10</sup>.

### Une durée d'errance depuis plus de 5 ans

Comme pour la précédente question, de manière transversale aux trois bases de données (effectif : 174 personnes), une principale tendance se dégage, une majorité de personnes sont sans logement personnel depuis plus d'un an (84%) dont une majorité le sont depuis plus de 5 ans (58%).



**De manière plus singulière aux données issues de l'échantillon "rue" de l'enquête,** la tendance d'errance de longue durée se confirme avec un peu plus de la moitié des personnes sans logement personnel et ce depuis plus d'un an (55/79) dont un tiers (26) le sont depuis plus de cinq ans. **Une seconde tendance se dessine, un tiers des personnes sont** sans logement personnel depuis moins d'un an (24/79), dont 19 le sont depuis moins de 6 mois.

Les analyses suivantes combinent les résultats des deux questions précédentes afin de préciser davantage ces parcours d'errance : savoir notamment si ces personnes installées à Montpellier sont en situation de rue, squats et bidonvilles depuis plusieurs années ou de manière récente, à l'issue de la crise sanitaire par exemple.

**Plus des deux tiers des personnes** en situation de rue, squats et bidonvilles **sont à Montpellier, sans logement personnel depuis à minima un an (133/178 soit 75%),** dont plus de la moitié le sont depuis plus de 5 ans (77/178 personnes).

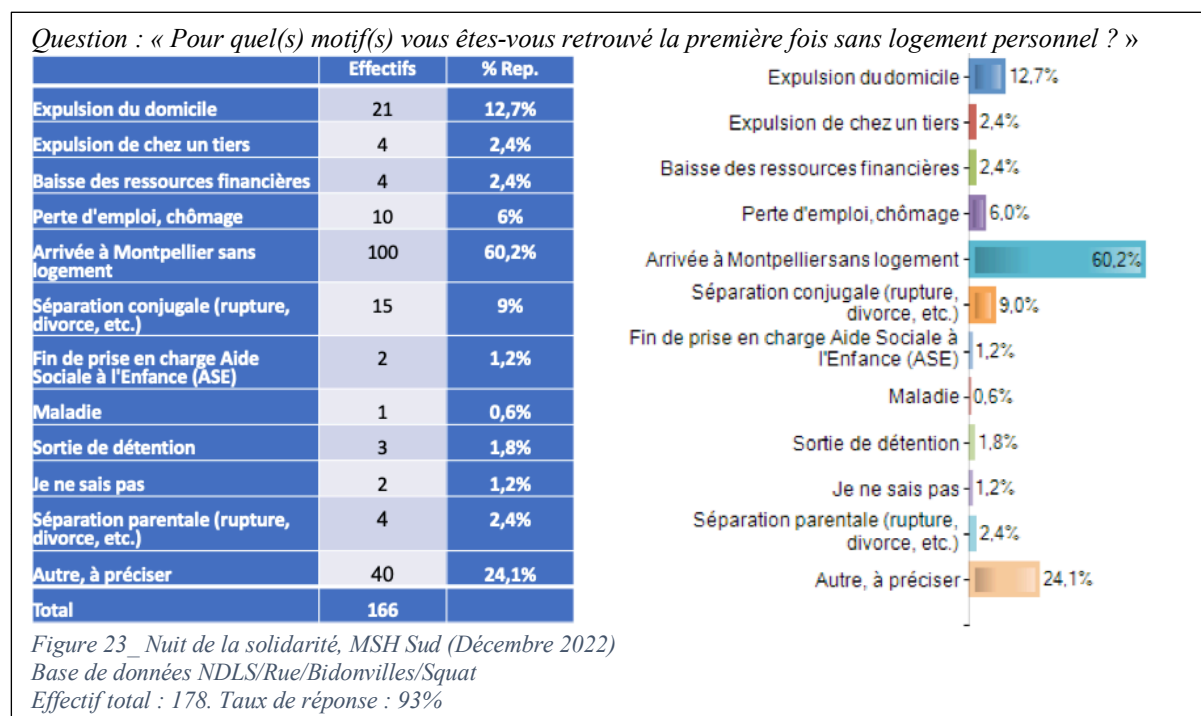
**Deux tiers des personnes de l'échantillon rue de l'enquête NDLS (55/80) sont sans logement personnel depuis plus d'un an** dont la moitié (44) habitent Montpellier depuis à minima un an. **15 personnes sont à Montpellier, sans logement personnel depuis plus de 5 ans.**

**Ces résultats montrent qu'à cette période hivernale, les personnes rencontrées par les enquêteurs sont pour une minorité en situation de saisonnalité, et semblent à l'inverse, être un public montpelliérain de longue date.**

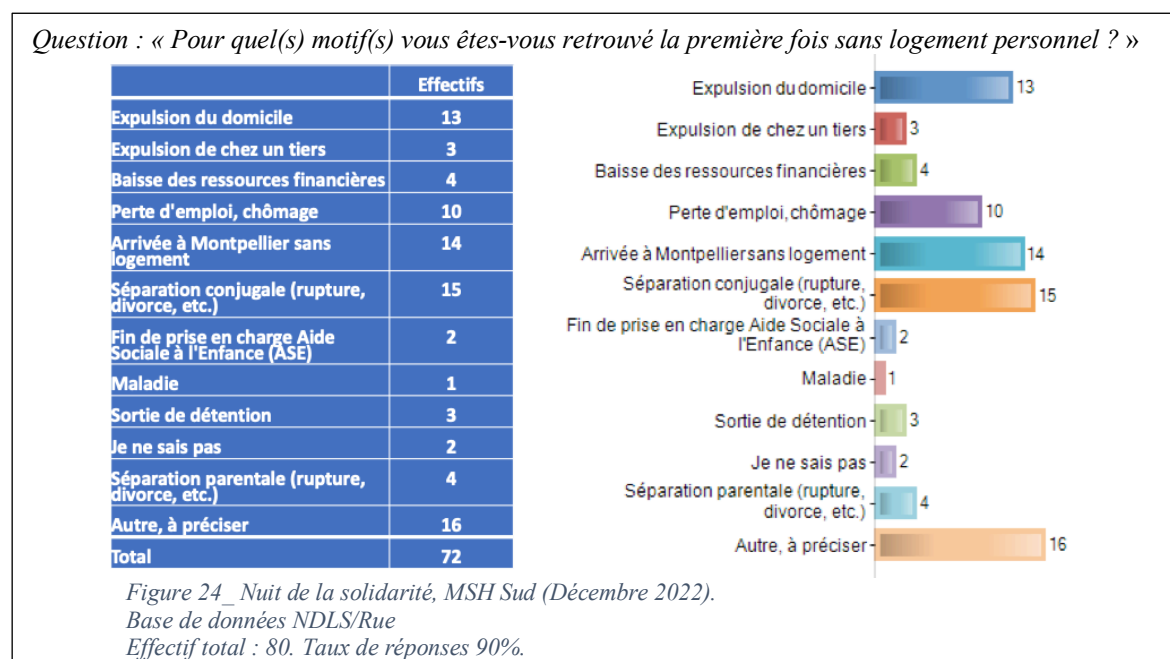
<sup>10</sup> Comme pour la précédente question, la question « Depuis quand êtes-vous sans logement personnel ? » propose 8 variables temporelles avec une seule réponse possible (dont 7 de durée et 1 « ne sait pas »).

Les raisons qui ont conduit les personnes enquêtées à la rue, squat et bidonvilles, à être sans logement personnel sont doubles et singulières à chacun de ces terrains d'enquêtes :

- une situation de mobilité géographique pour les personnes migrantes installées en bidonvilles et dans le squat (arrivées à Montpellier sans logement) (60%).
- des situations de ruptures de liens sociaux (qu'elles soient conjugales, parentales ou chez un tiers) pour près de la moitié des situations précisées par les personnes en situation de rue (35/80 personnes).



Plus précisément, près de la moitié des situations précisées par les personnes en situation de rue (35/80 personnes) sont des situations de ruptures de liens sociaux (qu'elles soient conjugales (15), parentales (4), chez un tiers (3) ou expulsion du domicile (13)). Deux autres raisons se dégagent : arrivée à Montpellier sans logement (14) ; perte d'emploi (10). La catégorie « autre » (10%) renseignée essentiellement par seize personnes en situation de rue rassemble différentes raisons précisées : 3 (papiers migrations) ; 6 choix (liberté, choix, volontairement ; voyage ; personnel ; marre de la société) ; ; santé mentale (1) ; 1 venue à Montpellier pour travailler ; 1 harcèlement ; 1 Centre hébergement urgence ; (1) problème économique ; 1 (terrorisme/raisons professionnelles) ; pas clair (1).



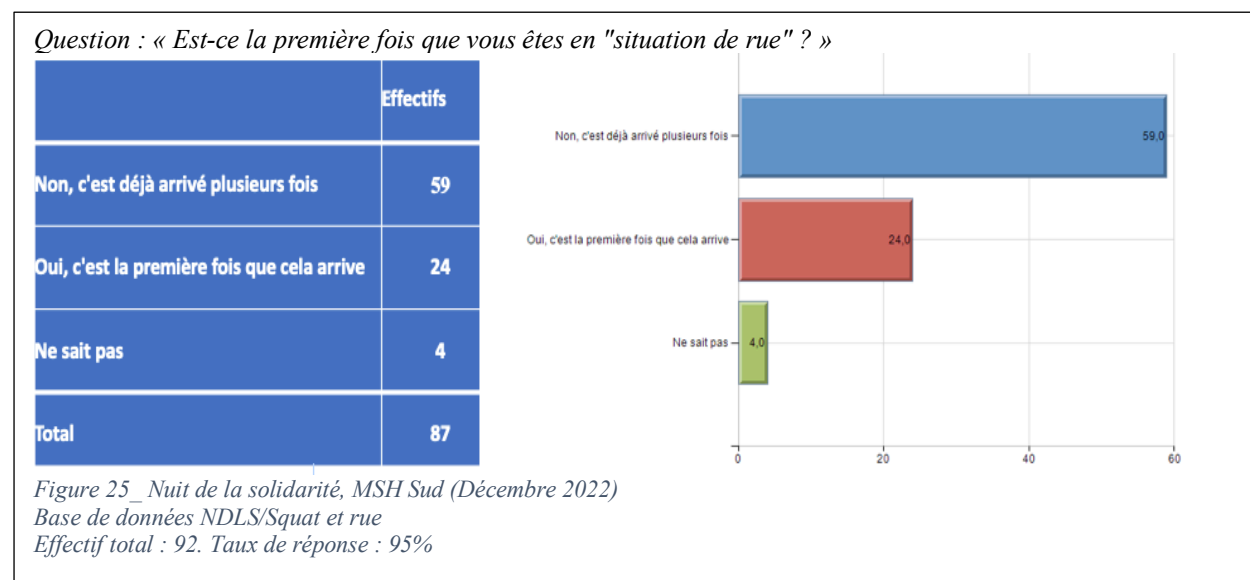


## 4.2 Situation de rue et hébergement : la rue une première expérience ?

Trois questions du questionnaire (dont une optionnelle) interrogent plus en amont les parcours de rue dans leur globalité, à savoir si la situation de sans-abrisme vécue par les personnes est une première, dans quel cas, les personnes font face à des parcours de rue linéaires, en continuité et sans rupture avec des formes d'hébergement ou si à l'inverse, leurs parcours sont entrecoupés par des allers-retours dans des hébergements.

Les résultats présentés ci-dessous portent sur deux bases de données, celle des personnes en situation de rue et des habitants du squat. La majorité des habitants des bidonvilles rencontrés lors de la Nuit de la solidarité habitent sur le même bidonville depuis plusieurs années et ont jusque-là, par conséquent, eu un parcours de rue assez linéaire et été peu concernés par l'hébergement. C'est le cas de 68 personnes sur 92 installées sur trois bidonvilles (Celleneuve, Bonnier de la Mosson, zénith 1). 12 personnes ont été concernées par les politiques d'évacuation en septembre 2021 (terrain Banquière et Gifi) et se sont réinstallées sur deux autres bidonvilles, sans période de relogement. Les douze autres personnes installées en bidonvilles, originaires de Syrie, ont répondu « je sais pas » à la question « Est-ce la première fois que vous êtes en "situation de rue" ? », et n'ont pas répondu à l'autre question sur « quand avez-vous été hébergé la dernière fois en France ? ». Les réponses de l'échantillon « bidonvilles » apportées aux trois questions biaisent la tendance observée dans la partie de l'enquête à la rue et dans le squat et n'ont donc pas été incluses aux résultats. L'échantillon des parties de l'enquête « squat » et « rue » correspond à un total de 92 personnes qui ont consenti et pour lesquelles le questionnaire a été complété sur la partie « entretien ». Le total présenté dans chacun des trois tableaux représente le nombre de réponses effectives, qui correspond à l'effectif total auquel ont été déduites les non-réponses.

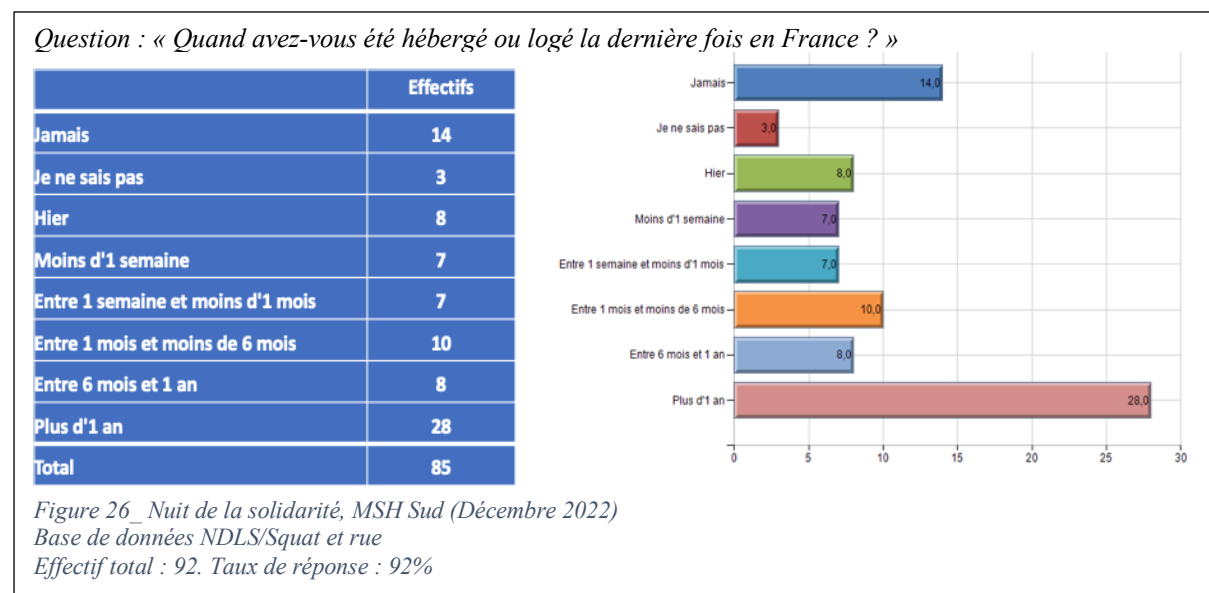
### Deux tiers des personnes rencontrées à la rue et en squats déclarent ne pas « être en situation de rue » pour la première fois



**Un peu plus de la moitié des personnes du squat et à la rue a été hébergée il y a plus d'un mois, dont un tiers du total de l'effectif, il y a plus d'un an (28), dont 7 en squats et 28 à la rue**

Lorsque les personnes ont été hébergées ou relogées, cet hébergement est relativement ancien (il remonte à plus d'un mois).

Les résultats mettent en avant que 14/85 personnes n'ont jamais été hébergées, dont 8 (5 en squats et 3 à la rue) précisent aux autres questions n'avoir jamais appelé le 115, ni fait de demande de logement social. Ce constat invite à penser que ces personnes semblent être dans des pratiques de non recours plutôt que face à une inadéquation de l'offre.



**Près de la moitié des personnes du squat et à la rue ayant connu plusieurs épisodes de rue ont été hébergées ou logées il y a plus d'un mois**

Sur les 59 personnes qui ont répondu avoir connu plusieurs épisodes en situation de rue, la moitié a été hébergée ou logée il y a plus d'un mois (dont 18 il y a plus d'un an) et 14 entre la veille et moins d'un mois. 7 d'entre elles n'ont jamais été hébergées ou logées. Les résultats traduisent un plus fort taux de va et vient entre la rue et les hébergements ou logements.

Pour les personnes qui sont en situation de rue pour la première fois (24 personnes), la moitié (13) a été hébergée ou logée il y a plus d'un mois dont 7 personnes il y a plus d'un an.

Ces résultats soulignent que l'offre d'hébergement est présente mais ancienne et ne permettent pas de connaître si le non accès à un hébergement et/ou un logement relève de non recours ou d'une inadéquation de l'offre (Lévy, 2018 ; Lévy & Vial, 2017).

**Plus de la moitié des personnes du squat et à la rue déclarent avoir été hébergées ou logées chez elles ou chez un tiers.** 40 personnes sur 70 précisent avoir été hébergées et/ou logées « chez elles » (14) ou « chez un tiers » (26), soulignant l'importance des modes de sociabilité et de l'entre soi familial et amical. Le deuxième résultat important qui se dégage de ces calculs si on prend chaque variable de manière isolée, ce sont les 23 personnes qui déclarent avoir été logées et/ou hébergées dans un centre d'hébergement qu'ils soient d'urgence ou d'insertion. Ce résultat devance de peu le « chez soi ». Sur les 3 réponses « autre », seule une réponse est apportée, il s'agit de l'Église.

Question : « Cet hébergement était : » :

	Effectifs
Chez-moi	14
Chez un tiers (famille, ami)	26
Centre d'hébergement	23
Hôtel	2
Gymnase	0
Aide Sociale à l'Enfance (ASE = ex DDASS)	0
Prison	0
Hôpital	0
Pension de famille, résidence sociale ...	1
Ne sait pas	1
Autre, à préciser	3
Total	70

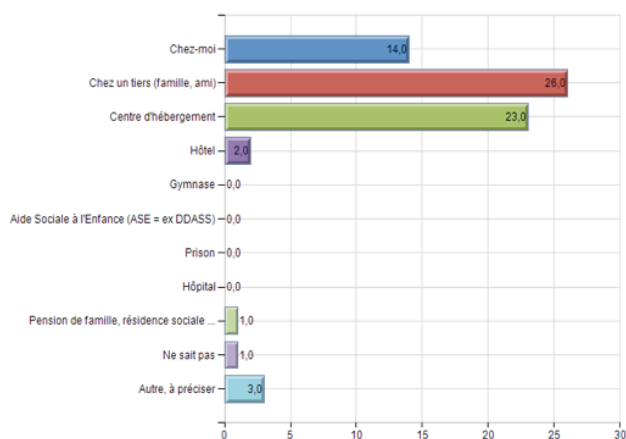


Figure 27\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)  
Base de données NDLS/Squat et rue  
Effectif total : 92. Taux de réponse : 76%

## 5 Accès aux droits et aux ressources

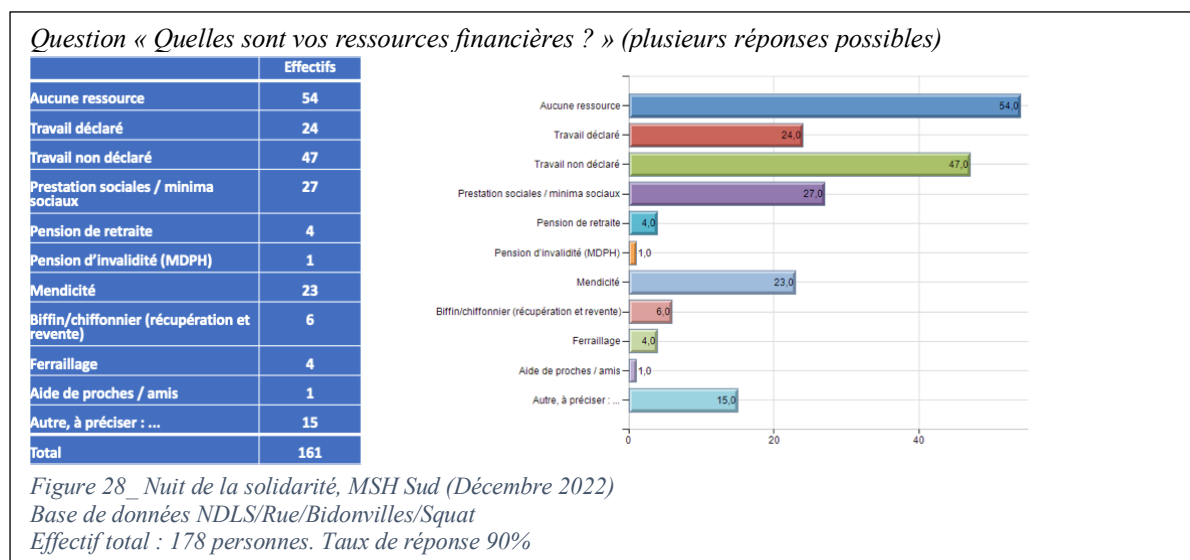
L'accès aux droits et les ressources des personnes sont déclinés sur cinq principaux domaines : le rapport au 115, numéro d'urgence sociale, l'accompagnement social, la santé, les besoins du quotidien et les pratiques économiques. L'accès aux droits est étroitement lié à l'appartenance citoyenne : les ressortissants hors union européenne n'ont pas les mêmes droits que les citoyens français. C'est pourquoi, tant que faire se peut, les questions des droits et du pays ressortissant sont croisées. Au total, 14 questions permettent de cibler le rapport aux droits et les ressources des personnes. Dans la continuité des analyses présentées jusque-là, les données seront traitées dans leur globalité aux trois bases de données et de manière plus singulière à chacune d'elles en fonction des questions et de la pertinence des résultats.

### 5.1 Ressources financières

La question de l'activité économique est surtout abordée du point de vue des ressources financières, et n'interroge pas directement l'accès à cette activité, à savoir, si les personnes sont suivies par pôle emploi ou d'autres structures de réinsertion par l'activité économique. Ces ressources peuvent être étroitement dépendantes du pays ressortissant : un citoyen non européen peut plus difficilement accéder au marché du travail qu'un citoyen français.

Cette question des ressources financières a fait l'objet d'un travail de recodage pour la réponse « vivre de la mendicité », qui équivaut à avoir un « travail non déclaré », mais dont l'équivalence n'a pas toujours été pensée par les enquêteurs. Les pratiques de ferrailage et de biffin peuvent être exercées de manière déclarée (microentreprise) comme non déclarées. Il n'a pas pu être possible de recoder les réponses.

***Une majorité de personnes disent vivre d'une activité non déclarée (47/178)  
Autant de personnes disent vivre d'une activité économique déclarée, des prestations sociales que de la mendicité (aux alentours de 25 personnes/réponses)***



Les résultats de la réponse « aucune ressource », 54/178 personnes, ne peuvent être pris en considération car ils sont biaisés. En effet, sur le total de 54 personnes, 5 personnes habitent dans un squat et 31 en bidonvilles. Les recherches conduites auprès des habitants des bidonvilles de Montpellier montrent que les personnes sont rarement sans ressources financières (Legros, Bergeon, Lièvre, Vitale, 2023). Elles cumulent différentes activités économiques souvent de manière non déclarée (biffin, ferrailage et mendicité) et de manière récente, déclarées (suite à la levée des mesures transitoires au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et à la mise en place de politiques d'accompagnement social des personnes). Ce décalage, entre les réponses données dans le cadre d'un questionnaire et les pratiques des personnes enquêtées, traduit une

des difficultés que peut poser une enquête par questionnaire lorsqu'une relation de confiance n'est pas instaurée entre l'enquêteur et l'enquêté.

Question « Quelles sont vos ressources financières ? » (plusieurs réponses possibles)

	Effectifs
Aucune ressource	18
Travail déclaré	10
Travail non déclaré	30
Prestation sociales / minima sociaux	21
Pension de retraite	3
Pension d'invalidité (MDPH)	1
Mendicité	20
Biffin/chiffonnier (récupération et vente)	0
Ferrailage	0
Aide de proches / amis	0
Autre, à préciser : ...	5
<b>Total</b>	<b>72</b>

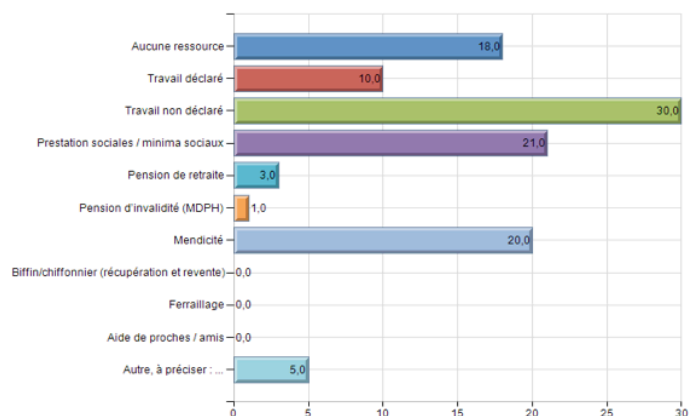


Figure 29. Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Base de données NDLS/Rue

Effectif total : 80. Taux de réponse : 90%.

**Près de la moitié des personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête NDLS (30/72) dit vivre d'un travail non déclaré dont deux tiers précisent pratiquer la mendicité (20/72) et près de la moitié sont ressortissants non français (13/30)**

**La même proportion de personnes, un peu moins d'un tiers, dit n'avoir aucune ressource, vivre de la mendicité et des prestations sociales (respectivement, 18, 20 et 21 personnes).**

Près de la moitié des personnes qui perçoivent les prestations sociales/minima sociaux cumulent avec une activité non déclarée.

Sur les 18 personnes qui ne perçoivent aucune ressource financières, 11 sont non ressortissants français.

**Sur les bidonvilles, une proportion similaire de « non-réponses », et de personnes qui disent « vivre d'une activité déclarée », « vivre d'une activité non déclarée » et « prestations sociales » (aux alentours de 13 réponses (8 ont coché « autres », chômage et n'ont pas coché prestations sociales)).**

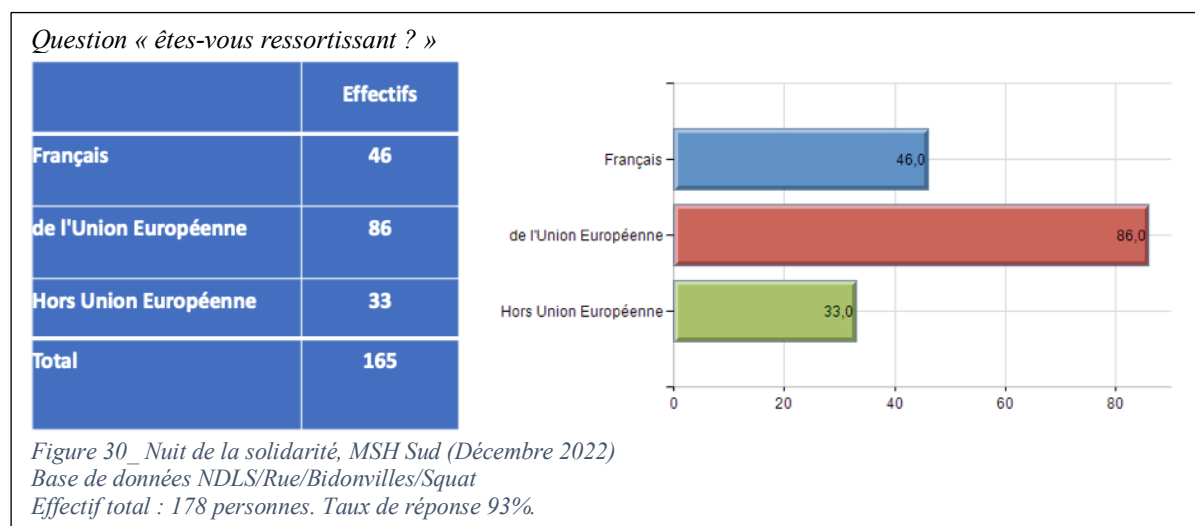
La réponse « aucune ressource » (1/3 des personnes) n'est pas exploitée pour les raisons indiquées ci-dessus.

Sur 12 répondants de l'échantillon squat de l'enquête NDLS, 5 précisent vivre d'une activité non déclarée, 1 d'une activité déclarée, 5 disent n'avoir aucune ressource, et 1 de l'aide de proches. Sur ce total de 12 répondants, 11 personnes sont non ressortissantes UE.

## 5.2 Pays ressortissant

De manière transversale aux trois bases de données, la moitié des personnes qui ont consenti à répondre au questionnaire sont ressortissantes de l'Union Européenne (86).

Un quart est ressortissants français (46) et moins d'un quart est ressortissants hors Union Européenne (33).



Ce résultat global laisse penser à une homogénéité des appartenances citoyennes quand les résultats propres à chacune des bases de données rendent compte d'appartenances différentes et homogènes en fonction des lieux de vie. **Sur l'échantillon rue de l'enquête NDLS, 2/3 des personnes sont françaises** (46), 12 ressortissants de l'UE et 15 ressortissants non UE (et 7 non-réponses). Sur l'échantillon « bidonvilles », **74 personnes sont ressortissantes de l'Union Européenne**, 7, hors union européenne (5 non-réponses). Sur celui « squat », **11/12 sont ressortissantes hors union européenne**.

## 5.3 Appel au 115

L'appel au 115 est abordé par deux principales questions et deux optionnelles. La première questionne l'appel au 115 de manière générale et temporelle, à savoir à quelle fréquence les personnes appellent ou n'appellent pas ou plus le 115. La seconde porte sur l'accès aux droits et l'appel au 115, à savoir, si les appels au 115 aboutissent et le cas échéant, s'ils s'ensuivent de « solution ». Pour chacune de ces questions, la raison de l'appel est demandée (maraude, aides alimentaires, autres, etc.).

Les résultats de cette question ne sont pas analysés de manière commune aux trois bases de données car les pratiques des habitants du squat et bidonvilles, en rapport avec l'appel au 115, le numéro d'urgence, diffèrent des personnes à la rue. Des échantillons squat et bidonvilles de l'enquête, 7 personnes ont répondu « positivement » à la question « appelez-vous le 115 ? » (respectivement 0/12 et 7/92). Sur les 115 personnes des trois échantillons confondus, qui disent ne pas appeler le 115, 85 habitent dans un squat et en bidonvilles. L'analyse globale des résultats conduirait à conclure à une pratique homogène de non recours, sans mettre en évidence les différentes raisons qui conduisent à cet état de fait. Le non recours au 115 sur les squats et les bidonvilles s'expliquent par plusieurs facteurs. La raison de l'appel au 115 diffère. Les familles appellent souvent dans des situations d'urgence, en lien avec une politique d'évacuations. Dans ces cas-là et de manière plus générale, le principal motif de non recours est lié au type

d'hébergements proposés. Les familles se sont vues proposer des hôtels dont les règles quotidiennes alourdissent les tâches quotidiennes, telles cuisiner et beaucoup plus rarement des CHRS. La situation évolue. Suite aux évacuations récentes, certaines familles ont acceptées le relogement à l'hôtel. La majorité néanmoins s'est réinstallée sur des bidonvilles. Au vu du peu de réponses récoltées pour les échantillons « squat » et « bidonvilles » de l'enquête NDLS, les résultats de ces deux bases de données ne seront pas exploités ci-après.

### Quasiment 2/3 des personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête NDLS appellent le 115

Au total, 48 personnes déclarent appeler, dont 33 précisent « de temps en temps » et 15 « tous les jours ».

**Un peu plus d'un tiers des personnes n'appellent pas le 115 (30 personnes) dont 10 n'ont jamais appelé et 7 ont abandonné.**

Question « appelez-vous le 115 ? »

	Effectifs
Oui, de temps en temps	33
Oui, tous les jours	15
Non	13
Non, je ne l'ai jamais appelé	10
Non, j'ai abandonné	7
Total	78

Figure 31\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)  
Base de données NDLS/Rue  
Effectif total : 80. Taux de réponse : 98%

Les résultats à la question sur le rapport au 115 en général laissent sous-entendre que le 115 est assez bien identifié par les personnes enquêtées dans la rue. Elles sont quasiment deux tiers à avoir appelé. Néanmoins, la question suivante qui porte sur l'appel au 115 dans la journée met en évidence que sur l'échantillon « rue » de la NDLS, 22 personnes disent avoir appelé le jour même, soit à peine 1/3 des 76 personnes qui ont répondu appeler le 115 sans précision de temporalité. Ils sont 54 à préciser ne pas avoir appelé le jour même. Sur les bidonvilles, des 7 personnes ayant précisé appeler le 115, 1 seule à répondu à cette question. Aucune personne de l'échantillon « squat » n'a répondu positivement à cette question.

Question : « Avez-vous essayé d'appeler le 115 aujourd'hui ? »

	Effectifs
Oui, j'ai réussi à les joindre et ils avaient une solution	5
Oui, j'ai réussi à les joindre mais ils n'avaient pas de solution	12
Oui, mais je n'ai pas réussi à les joindre	5
Non	54
Total	76

Figure 32\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)  
Base de données NDLS/Rue  
Effectif total 80. Taux de réponse : 95%

**Ces résultats permettent de conclure que sur une moyenne de 80 personnes (total de l'effectif pour l'échantillon « rue » de l'enquête NDLS), 1/3 (28) n'appelle pas le 115** (dont 16 ont entre 25 et 45 ans). Sur les 54 personnes qui n'ont pas appelé le 115 le jour même de l'enquête, 28 ont répondu négativement à la question appelez-vous le 115.

**Les principales raisons invoquées pour justifier ce non recours** (au total de 20 pour les 2 questions) sont :

- N'a pas de téléphone (5)
- Pas le besoin (4)
- Ne répond pas aux besoins (4)
- Il n'y a pas de places (3)
- Appel infructueux (1)
- Ne connaissent pas (2)
- Rabaisant (1)

**Moins d'un tiers des personnes qui ont appelé le 115 (le jour même de l'enquête ou en général) se voit proposer une solution d'hébergement**

Sur les 48 personnes au total qui appellent le 115 dont 22 le jour même, 3 ont eu une proposition d'hébergement et 2 ont vu leur demande pour une maraude ou des aides alimentaires assouvies.

**Les personnes appellent principalement pour un hébergement/logement**

Sur les 48 personnes qui ont appelé, 27 précisent la raison :

- 14 ont appelé pour un hébergement ou un logement (dont 8 appellent tous les jours et 6 de temps en temps)
- 8 pour un besoin matériel
- 3 précisent la relation au 115 (pas de soutien, pas disponible, peu d'aide appropriée)
- 1 appelle quand « le moral n'y est pas ».
- 1 appelle pour les autres, jamais pour lui
- 1 dit « ne pas avoir besoin en ce moment »

Sur les 15 personnes qui appellent tous les jours, la raison est précisée seulement 8 fois, et c'est toujours le même motif qui revient : hébergement/logement.

#### **5.4 Accompagnement social**

L'accompagnement social est abordé au travers de 3 questions :

- l'accompagnement des personnes par un travailleur social,
- la domiciliation des personnes
- la demande en cours de logement social.

**Près d'une personne sur 2 « à la rue » est suivie par un travailleur social (41/80)**

**Plus d'un tiers (30/80) n'est pas suivi.**

**Quasiment 100% des personnes rencontrées sur les squats et les bidonvilles disent être suivies par un travailleur social.**



Question « Êtes-vous accompagné par un travailleur social ? »

	SQUATS	BIDONVILLES	RUE
NR	0	15	4
Oui	11	71	41
Non	1	0	30
Ne sait pas	0	0	5
Total	12	86	80

Figure 33 Base de données squat, bidonvilles et rue

Réponses effectives BD squat : 12. Taux de réponse : 100%

Réponses effectives BD bidonvilles : 71. Taux de réponse : 83%

Réponses effectives BD rue : 76. Taux de réponse : 95%

De manière transversale aux trois bases de données, 123/178 personnes disent être suivies par une association, ce qui correspond à 69% de personnes, soit deux tiers de l'effectif total aux trois bases de données. Cette lecture homogène et transversale à ces trois bases de données est néanmoins biaisée car dans ce pourcentage, 98 personnes, soit 55% de l'effectif total habitent des lieux (squat et bidonvilles) qui sont suivis de près par plusieurs associations et ce dans le cadre de politiques publiques ciblées, dont la mission résorption des bidonvilles portée par la DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement). C'est le cas de 81 personnes de l'échantillon « bidonville » de l'enquête NDLS. L'inclusion des résultats des bases de données squat et bidonvilles conduit à grossir la proportion de personnes en situation de rue prises en charge, qui repose davantage sur l'action d'associations qui agissent moins dans le cadre de politiques publiques même si nombre d'entre elles sont financées par les collectivités et/ou l'État et coordonnées par le SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation de l'Hérault) dont la mission « veille sociale ».

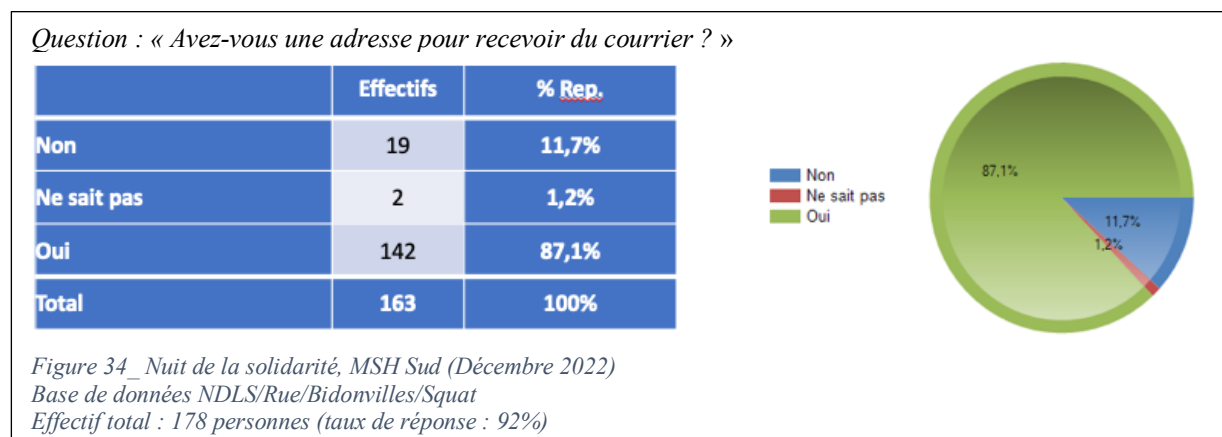
### 103/123 précisent le type de structures qui effectuent cet accompagnement social, variables selon le type d'habitat :

- 51/65 personnes suivies par une des associations missionnées sur la question des bidonvilles ont précisé le nom de la structure parmi celles et ceux qui ont répondu positivement à l'accompagnement par un travailleur social (30/2 choses lune ; 9/AREA ; 10/Cimade ; 2/AERS et en parallèle 10/CD). Sur ces 51 personnes, 10 précisent avoir un double suivi, par une de ces associations et par le conseil départemental.
- 6/6 du bidonville de Blayac précisent la structure (SPADA/4 ; STS (2))
- Squat/11 (6 CCAS ; 1/ISSUE ; 2/STS ; 2 CCAS et STS) plusieurs réponses possibles
- 35/41 personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête NDLS ont précisé le nom de la structure parmi celles et ceux qui ont répondu positivement à l'accompagnement par un travailleur social :
  - o Issue Corus (15)
  - o La croix rouge (2) ; chez soi (1), St Vincent/secours catholique (2).
  - o Arc en ciel (2)
  - o CCAS (4) ; La PASS (1), CHRS (1), mission locale (1).
  - o Spada (1); CADA (1) ;
  - o Association Réduire les risques (2) (et 3 au Caarud Axess)

Au total, de manière transversale aux trois bases de données, plus de 2/3 des structures citées qui font l'accompagnement social sont des structures associatives (78/103 soit 76%), dont le champ d'intervention et le public accompagné sont spécifiques et singuliers à chacun des terrains d'enquête (rue, squat et bidonvilles), en écho à la structuration de l'action publique, et des politiques publiques segmentées selon le type de publics (Bourgeois, Lièvre, 2018).

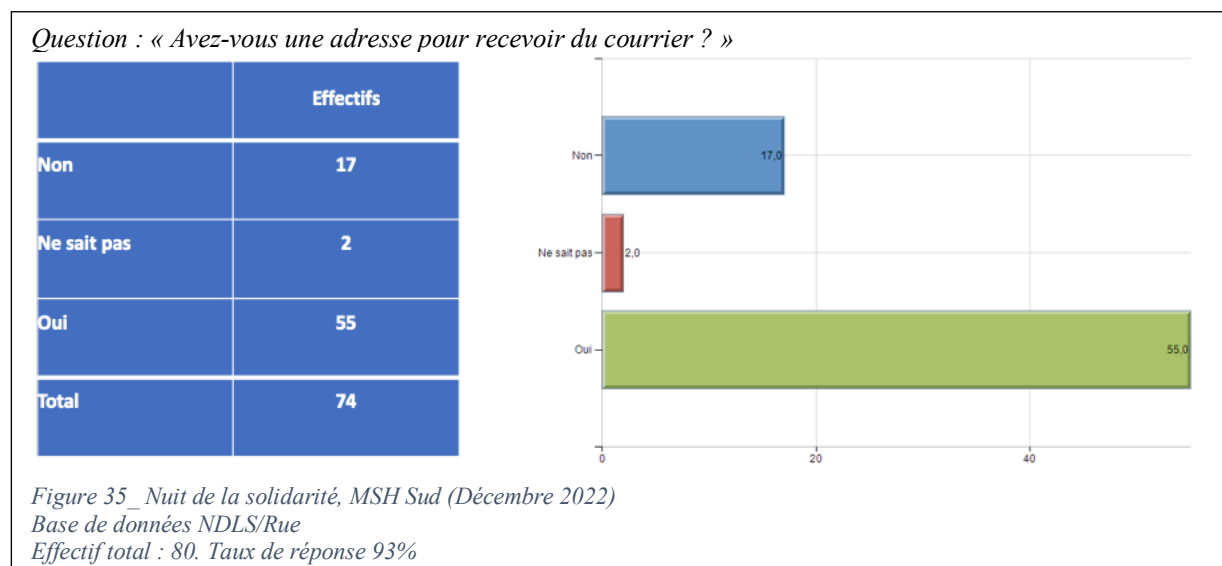
**80% de l'effectif total (142/178 personnes) possède une domiciliation postale, dont :**

- 1/3 des personnes « en situation de rue » (55)
- Quasiment la moitié des personnes sont en « bidonvilles » (76) et 11 vivent en squat.



**Sur l'effectif total des personnes en situation de rue, 2/3 possède une domiciliation postale (55/80) et moins d'1/3 en est dépourvue (17) (cf. graphique ci-dessous).**

**Sur le squat et les bidonvilles enquêtés, en moyenne 98% des personnes ont une domiciliation postale.**



**Le croisement des résultats des questions sur l'accompagnement social et de la domiciliation pour chacune des bases de données des personnes, conduit à observer deux tendances :**

- Des personnes suivies socialement et ce de manière quasiment proportionnelle sur chacun des terrains d'enquête (rue, squat, bidonvilles) : les personnes qui sont suivies par un travailleur social (123) ont aussi une domiciliation postale (116)
- Des personnes sans suivi social principalement pour les personnes rencontrées en situation de rue où plus d'un tiers **n'a pas de travailleur social (30/80). Sur ces 30 personnes**, 13 d'entre elles ne possèdent pas de domiciliation, 16 en ont et 1 ne sait pas. Sur ces 13 personnes, la moitié est en situation de rue depuis plus d'1 an dont 5 depuis plus de 5 ans et l'autre moitié est en situation de rue depuis moins d'un an dont 5 depuis moins de 6 mois.

**Une domiciliation différente selon le type d'habitats en France : associative pour l'échantillon « rue » de l'enquête NDLS VS des collectivités (CCAS) pour les échantillons squat et bidonvilles.**

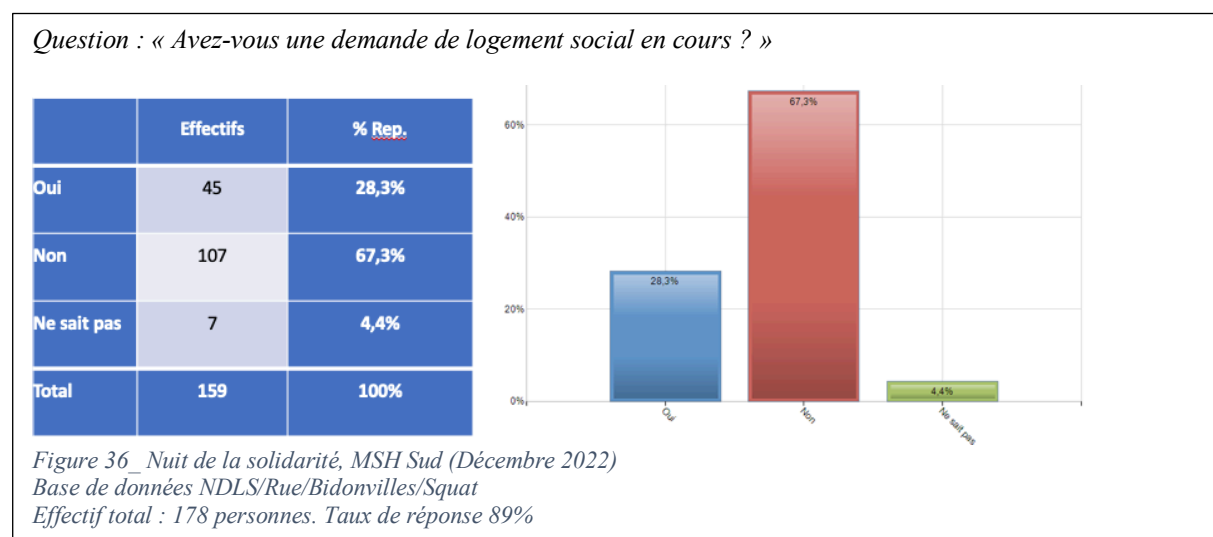
139/142 personnes qui ont répondu positivement à la question sur la domiciliation postale, précisent le type de domiciliation (effectif total 178 ; taux de réponse : 78%) dont :

- 99 : CCAS
- 31 : associations
- 9 : chez un tiers

Là aussi, l'analyse commune aux trois bases de données biaise la lecture singulière dont les résultats mettent en évidence la place centrale joué par le CCAS dans la domiciliation postale. C'est le cas pour les habitants du squat et des bidonvilles qui représentent 62% des 139 réponses (soit 86 réponses), mais ne l'est pas lorsque l'on se concentre plus précisément sur l'échantillon des personnes en situation de rue.

**La moitié des personnes en situation de rue sont domiciliées dans des associations (27/53), un tiers au CCAS (17/53) et 9 chez un tiers.**

**Moins d'un tiers des personnes des échantillons squat, bidonvilles et rue a une demande de logement social en cours (45/178)**

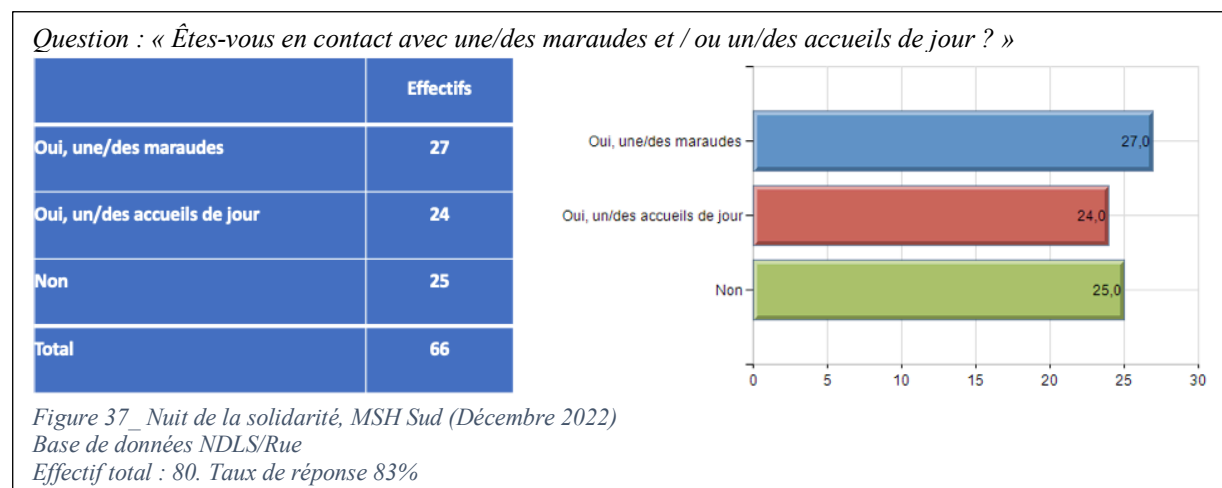


**Plus précisément**, plus des 2/3 de l'échantillon de l'enquête « rue » n'ont pas de demande de logement social en cours

Un peu plus de la moitié des habitants des bidonvilles n'a pas de demande de logement social en cours et un peu moins en ont une.

Aucun n'en a sur le squat enquêté.

**Plus de 2 tiers de l'échantillon de l'enquête « rue » précisent être en contact avec une maraude et/ou un accueil de jour (55/80 personnes) dont 27 avec une maraude et 24 un accueil de jour.**



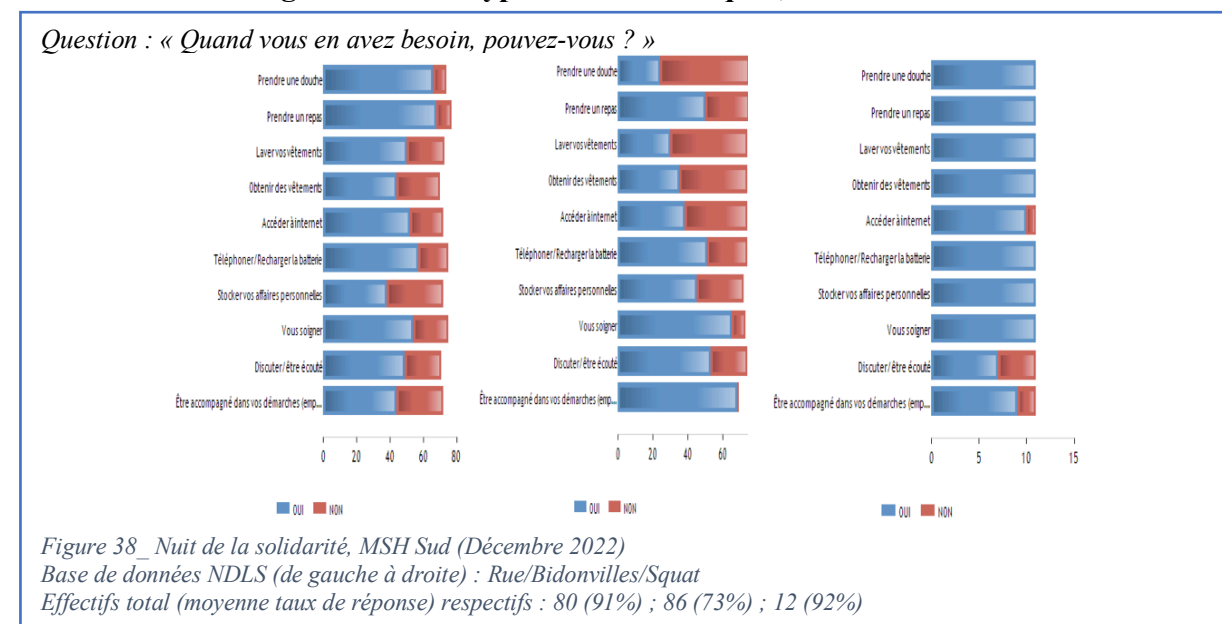
12/12 des habitants du squat disent être en contact avec une maraude.

Sur les bidonvilles, les réponses sont très fortement négatives (6/80 disent être en contact). Ce constat peut s'expliquer de différentes manières. L'usage du terme « maraude » par les associations qui accompagnent les habitants des bidonvilles est assez rare. Par conséquent, ces mêmes habitants ont peu connaissance de ce terme et la question a pu être mal comprise si les enquêteurs ne l'ont pas reformulé. Ce constat interroge aussi sur le fond de l'action : qu'est-ce qu'une maraude, en quoi se distingue-t-elle du travail social institutionnalisé ; des maraudes ont-elles lieu sur les squats et les bidonvilles ? Le cas échéant, les acteurs mobilisent-ils cette catégorie d'action ? « Appelées parfois « maraudes », parfois « équipes de rue » », la maraude implique que des « équipes mobiles [aillent] à la rencontre des personnes sans-abri dans les espaces publics, pour proposer des biens de survie (nourriture, duvets, vêtements), des soins de santé primaires ou des places d'hébergement » (Gardella, 2014).

**1 tiers des personnes rencontrées à la rue (24/80) ne sont pas en contact avec des maraudes ni accueils de jour, dont la moitié ne sont pas suivies par un travailleur social et n'ont pas de domiciliation.**

## 5.5 Des besoins fondamentaux couverts

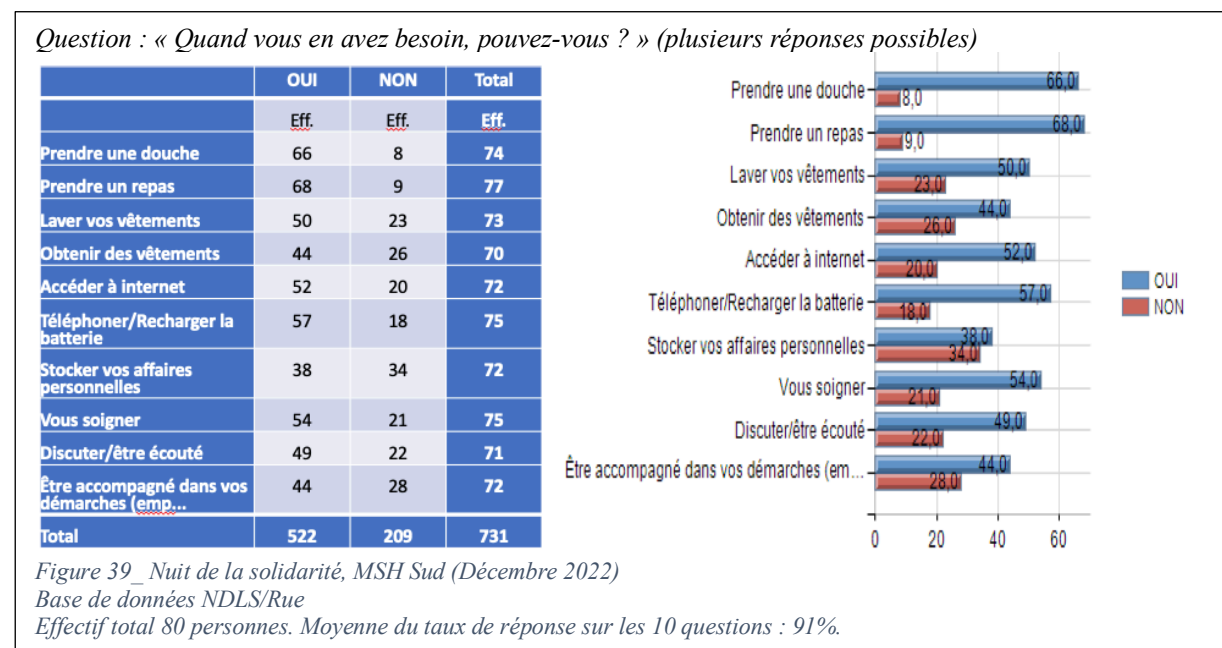
Des résultats hétérogènes selon le type d'habitats : squat, bidonvilles et rue.



Une très forte majorité de personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête NDLS dit pouvoir prendre une douche et un repas selon ses besoins.

Les taux de réponses positives les plus importants concernent **plusieurs besoins fondamentaux** : 66 des personnes rencontrées disent pouvoir prendre une douche, 68, un repas et 54 se soigner (Moyenne du taux de réponse : 78%). Dans des proportions similaires, le besoin de « téléphoner et recharger la batterie » et d'« accéder à internet », est assouvi pour plus de deux tiers des personnes, respectivement 57 et 52 personnes.

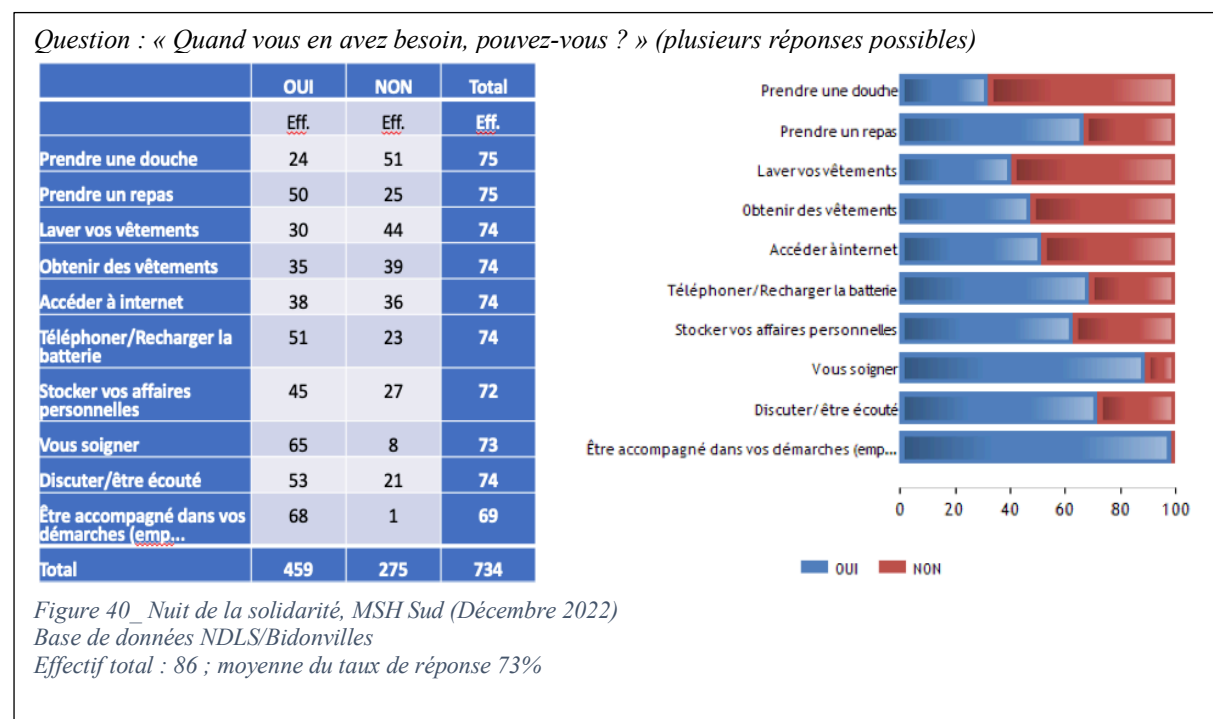
Près d'une personne rencontrée sur deux dit ne pas pouvoir stocker ses affaires personnelles au besoin (34/80) et une personne sur trois dit ne pas être accompagnée dans ses démarches (emploi, logement, droits, etc...) (28/80), ne pas pouvoir « obtenir des vêtements » (26) et les laver (23) et dans des proportions similaires ne pas pouvoir « discuter/être écouté » selon le besoin (22/80)



À la question « *quels seraient les autres besoins que vous n'arrivez pas à satisfaire ?* », la majorité des besoins exprimés sont souvent des besoins mixtes avec comme dominante des besoins fondamentaux et un manque de sociabilité exprimé pour un tiers des personnes : 38 personnes ont précisé la nature d'autres besoins à satisfaire qui se répartissent comme suit :

- Besoins fondamentaux : logement (20) ; douche (2) ; prendre un repas (2)
- Manque de sociabilité (12) ;
- Le travail (6) ;
- Démarches administratives (7) ;
- Besoins matériels (4)

Dans l'échantillon « bidonvilles » de l'enquête NDLS, « prendre une douche » est le besoin fondamental le moins rempli (51/Non), suivi de « laver ses vêtements » (44/Non) et « obtenir des vêtements » (39/Non). À l'inverse, être accompagné dans ses démarches (68/Oui), se soigner (65/Oui), discuté/être écouté (53/Oui), téléphoner (51/Oui), prendre un repas (50/Oui) et stocker ses affaires (45/Oui) sont les besoins les plus remplis.

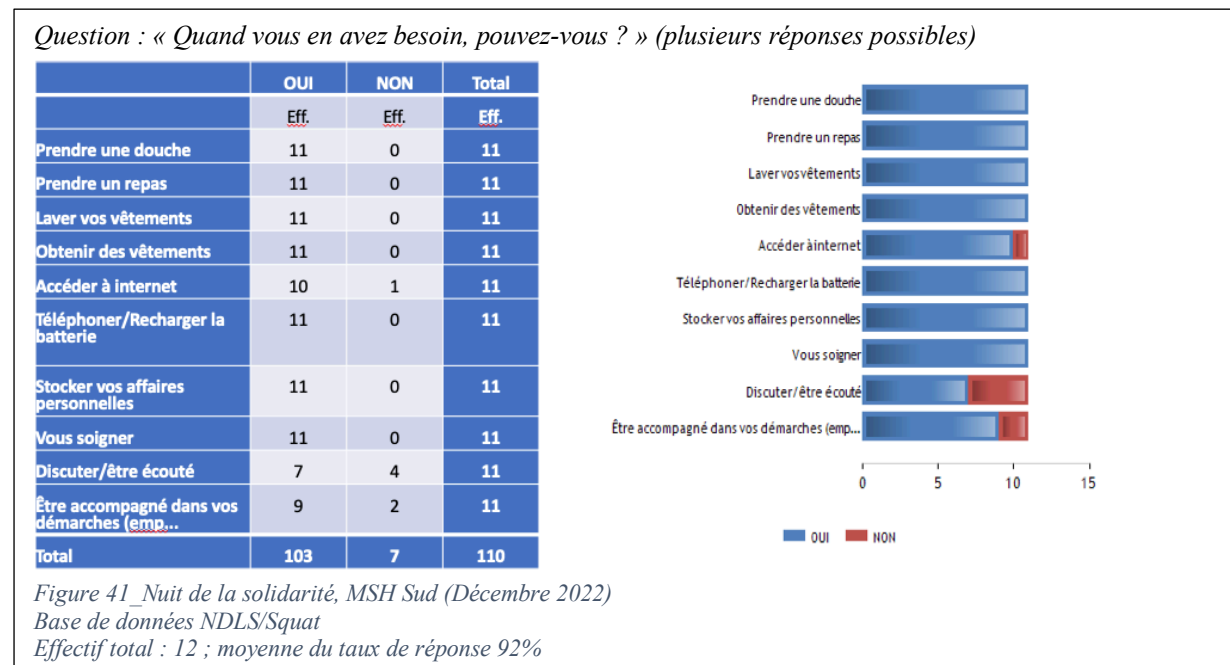


À la question des autres besoins, 13 sont exprimés

- 5 ménages évoquent : ramassage déchets ; aide juridique (expulsions), logement (à 2 reprises) ; salubrité/dignité.
- 3 personnes : aide pour la santé ; aide pour les personnes ; salubrité/dignité.

Les principaux besoins mentionnés concernent l'habitat et la gestion par les collectivités et l'État de cet habitat (évacuation ; ramassage des déchets ; "en sortir" via le logement).

Dans l'échantillon « squat » de l'enquête NDLS, 7 besoins sur 10 sont remplis complètement pour les onze répondants. Les deux besoins remplis en dessous, sont « discuter/être écouté » (7/11), « être accompagné dans ses démarches » (9/11) et accéder à internet (10/11).



À la question des autres besoins, une personne sur douze précise « avoir moins de problèmes d'électricité et de l'aide à la régularisation au séjour ».

### L'accès aux services d'aide est étroitement lié au type d'habitat.

Trois services d'aide étaient ciblés dans le questionnaire (petit-déjeuner, repas (midi/soir) et halte de nuit). L'échantillon « bidonvilles » de l'enquête NDLS a répondu à la négative pour chacun de ces trois services (moyenne du taux de réponse sur les 3 questions : 84%). L'échantillon « squat » de l'enquête NDLS a répondu positivement à une des trois questions, celle sur le repas (midi/soir) où un tiers des personnes (4/12) disent avoir bénéficié d'un repas dans les 7 derniers jours (moyenne du taux de réponse sur les 3 questions : 100%). Ces résultats mettent en évidence la singularité des pratiques selon le lieu de vie. Il apparaît que les habitants du squat et des bidonvilles sollicitent moins les services d'aide alimentaire. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce constat : ces habitats équipés en cuisines permettent à leurs habitants de se préparer petit-déjeuner et repas. Pour autant, pour les personnes dont les pratiques économiques informelles ont lieu dans l'espace public de la ville (souvent en centre-ville et quartiers alentours), ces services d'aide pourraient constituer des ressources qui les dispenseraient d'achats et cuisine de nourriture. La question de la halte de nuit porte sur la mise à l'abri. Elle concerne que l'échantillon « rue » étant donné que les habitants du squat et des bidonvilles enquêtés n'ont pas rencontré le jour de l'enquête de situations d'urgence (telles politiques d'évacuation, d'inondations ou autres), qui nécessitent une mise à l'abri. Seuls les résultats de l'échantillon « rue » de l'enquête sont conséquents et présentés ci-dessous (moyenne du taux de réponse sur les 3 questions : 87%).

Plus précisément, les résultats de l'échantillon « rue » de l'enquête montrent que :

- La moitié de l'effectif dit **ne pas avoir bénéficié d'un petit déjeuner** et un peu plus d'un tiers a bénéficié à minima d'un petit déjeuner dans les sept derniers jours (12 entre 1 et 2 et 19 plus de 3).
- Plus de la moitié des personnes n'a pas bénéficié d'un repas au minimum au cours des 7 derniers jours ; l'autre moitié a bénéficié à minima d'un repas dans les sept derniers jours (12 entre 1 et 2 et 19 plus de 3).
- Une minorité de personnes (17/80) ont bénéficié d'une halte de nuit dans les 7 derniers jours (5 entre 1 et 2 et 12 plus de 3).

Question : « Au cours des 7 derniers jours, combien de fois avez-vous bénéficié d'un service d'aide suivant ? »

	0	1 à 2	Plus de 3	Total
	Eff.	Eff.	Eff.	Eff.
Distribution de petit-déjeuner	40	12	19	71
Distribution de repas	37	13	20	70
Halte de nuit	51	5	12	68
<b>Total</b>	<b>128</b>	<b>30</b>	<b>51</b>	<b>209</b>

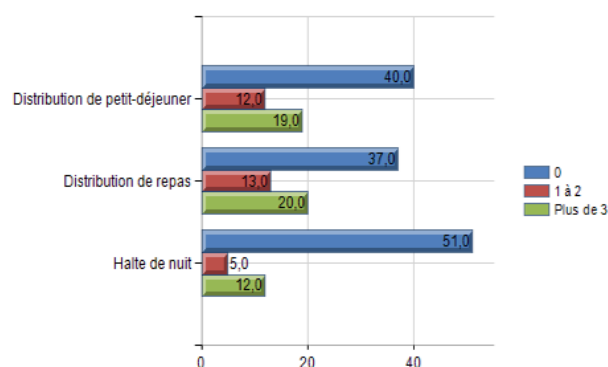


Figure 42\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)  
Base de données NDLS/Rue  
Moyenne taux de réponse sur les trois questions : 87%

## 5.6 Santé et crise sanitaire

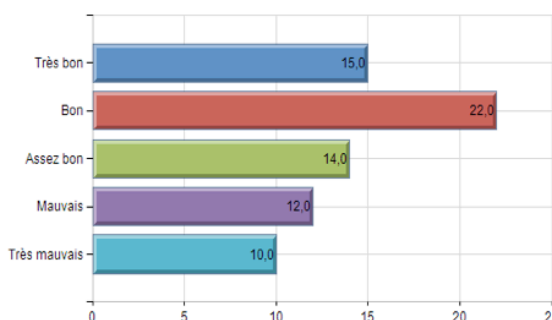
Quatre questions précisent le rapport à la santé. Elles portent sur les représentations de l'état de santé, l'accès aux droits (visite chez le médecin et couverture maladie) et l'impact de la crise sanitaire. Cette thématique a été mal complétée pour les personnes du squat. Sur douze répondants, seule une question enregistre un bon taux de réponse, de 80%, celle qui sera exploitée ci-dessous car les trois autres ont une moyenne de taux de réponse de 20%. Les résultats présentés ci-dessous se basent sur un effectif total de personnes qui correspond aux échantillons « rue » et « bidonvilles » de l'enquête NDLS.



La moitié des personnes rencontrées à la rue et en bidonvilles estiment leur état de santé entre bon et très bon (respectivement 37/80 ; 44/86) et moins d'un tiers des personnes estiment son état de santé entre mauvais et très mauvais (respectivement 22/73 et 16/86)

Question : « Comment estimez-vous votre état de santé ? »

	Effectifs
Très bon	15
Bon	22
Assez bon	14
Mauvais	12
Très mauvais	10
Total	73



	Effectifs
Très bon	32
Bon	12
Assez bon	14
Mauvais	16
Très mauvais	0
Total	74

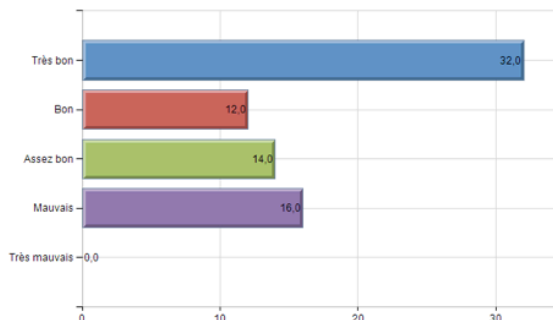


Figure 43 \_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

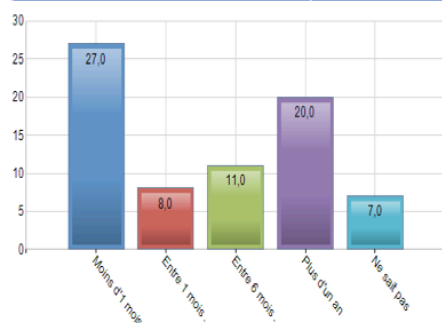
Base de données NDLS/Rue (graphique de gauche)\_ Réponses effectives : 73. Taux de réponse : 91%

Base de données NDLS/Bidonville (graphique de droite)\_ Réponses effectives 74. Taux de réponse : 86%

Près d'une personne sur deux de l'échantillon « rue » et « bidonvilles » déclarent avoir vu un médecin pour la dernière fois au cours des six derniers mois, respectivement (35/80) et (40/86). Près d'une personne sur trois déclarent ne pas avoir vu de médecins depuis plus d'un an (46/166).

Question : « Quand avez-vous vu un médecin pour la dernière fois ? » :

	Effectifs
Moins d'1 mois	27
Entre 1 mois et moins de 6 mois	8
Entre 6 mois et 1 an	11
Plus d'un an	20
Ne sait pas	7
Total	73



	Effectifs
Moins d'1 mois	30
Entre 1 mois et moins de 6 mois	10
Entre 6 mois et 1 an	8
Plus d'un an	26
Ne sait pas	0
Total	74

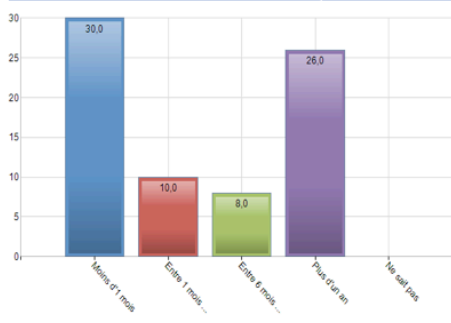


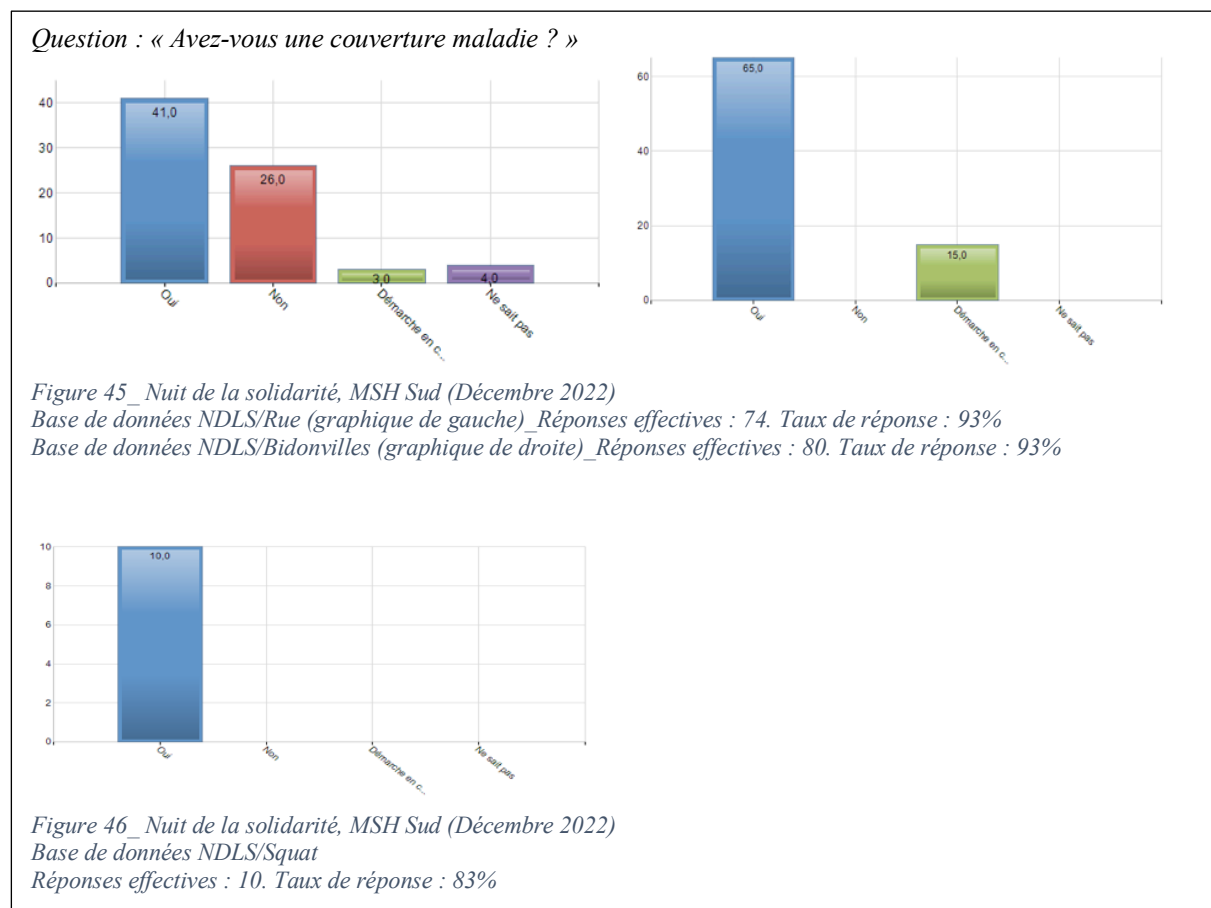
Figure 44 \_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Base de données NDLS/Rue (graphique de gauche)\_ Réponses effectives : 73. Taux de réponse : 91%

Base de données NDLS/Bidonvilles (graphique de droite)\_ Réponses effectives 74. Taux de réponse : 86%

**La moitié des personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête déclarent avoir une couverture maladie (41/80), et plus des deux tiers des échantillons « squat » (10/12) et « bidonvilles » (65/86).**

**Aucune personne ne déclare ne pas avoir de couverture maladie sur les échantillons « squat » et « bidonvilles » contre un tiers (26) celui de la « rue ».**



Sur les 26 personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête qui n'ont pas de couverture maladie, un peu plus de la moitié d'entre elles (14) ne sont pas suivies par un travailleur social et 7 n'ont ni couverture maladie, ni soins, ni travailleur social.

L'état de santé, le recours aux droits et la couverture maladie peuvent être corrélés. En effet, consulter un médecin se fait d'autant plus que les personnes ont des droits maladies ouverts et avoir un mauvais état de santé peut être la conséquence d'un mauvais accès aux droits et au corps médical par conséquent. Néanmoins, les résultats de l'enquête ne permettent pas de conclure à un lien de causes à effets. Sur les 22 personnes de l'échantillon « rue » de l'enquête qui estiment avoir un état de santé « mauvais » et « très mauvais », la moitié d'entre elles ont une couverture maladie (13/22), ont consulté un médecin il y a moins d'un mois et un tiers d'entre elles (8/22) n'ont pas de couverture maladie, et ont consulté un médecin il y a plus de six mois. Des personnes qui n'ont pas consulté de médecins depuis plus d'un an (20/80), une très forte proportion d'entre elles considèrent avoir un état de santé entre « assez bon et très bon » (17/20).

La dernière question en lien avec la santé porte sur l'articulation entre la crise sanitaire et ses potentiels impacts sur le quotidien des personnes. Cette question rencontre un taux de réponse hétérogène selon les échantillons de l'enquête, qui seront présentés de manière singulière.

Pour l'échantillon « squat », 2/12 personnes ont renseigné la question, en précisant que la crise n'a eu « aucun des impacts listés », sans précision d'autres impacts. Dans l'échantillon « bidonvilles », 1/3 des personnes ont répondu à la question (26/86). Sur ce tiers, 2/3 disent que la crise n'a eu aucun des impacts listés (17/26), et 5 personnes répondent positivement à certains des impacts proposés, parmi lesquels : diminution des ressources (1) ; perte de son emploi (2), autres impacts (la peur et l'école des enfants) (3).

Une très forte proportion (2/3) de l'échantillon « rue » de l'enquête considère que la crise sanitaire a eu un impact (61/80).

La moitié de l'échantillon (45/80) spécifie que la crise sanitaire a eu des impacts divers sur leur situation : perte de son emploi (7/45) ; expulsion de son logement et de chez un tiers (6 ; 6), diminution des ressources (7) dont **1/3 précise avoir le sentiment d'être seul** (19/80).

1/3 des personnes mettent en avant d'autres impacts (23/80), parmi lesquels : une moitié de personnes évoquent des situations de ruptures de liens sociaux (11/23), ou à l'inverse une personne précise « avoir été heureuse » car « il y avait moins de monde ». Quatre autres personnes font référence au COVID directement, en lien avec le PASS Vaccinal ou la peur suscitée par le Covid.

Question : « Depuis mars 2020, en raison de la crise sanitaire, avez-vous » (plusieurs réponses possibles) :

	Effectifs		Effectifs
Non-réponse	19	Non-réponse	60
Perdu votre emploi ?	7	Perdu votre emploi ?	2
Été expulsé de votre logement ?	6	Été expulsé de votre logement ?	0
Été expulsé de chez un tiers ?	6	Été expulsé de chez un tiers ?	0
Vu vos ressources diminuer ?	7	Vu vos ressources diminuer ?	5
Eu le sentiment d'être seul ?	19	Eu le sentiment d'être seul ?	0
D'autres impacts sur votre situation ?	23	D'autres impacts sur votre situation ?	3
Aucun des impacts listés ?	18	Aucun des impacts listés ?	18
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>Total</b>	<b>86</b>

Figure 47\_ Nuit de la solidarité, MSH Sud (Décembre 2022)

Base de données NDLS/Rue (graphique de gauche)\_ Réponses effectives : 61. Taux de réponses : 76%

Base de données NDLS/Bidonvilles (graphique de droite)\_ Réponses effectives : 26. Taux de réponses : 30%

## Conclusion

Ce rapport a mis en évidence l'importance du nombre de personnes non consentantes (plus de la moitié de l'effectif total : 205/383) pour participer à cette enquête et permet ainsi de souligner les limites de l'interprétation et des conclusions tirées de ces résultats, qui concernent 178 personnes dont 80 rencontrées dans la rue, 86 dans les bidonvilles et 12 dans les squats.

Néanmoins, quelques lignes de lecture ressortent, qui peuvent être singulières ou partagées à chacun de ces terrains d'enquête. Les caractéristiques sociodémographiques sont assez similaires : une présence majoritairement masculine avec une présence féminine en hausse, dont l'âge estimé est entre 40 et 54 et 25 et 39 ans, dont le lieu de vie est partagé entre le lieu public (la rue) et d'autres lieux tels le squat et la tente. Les parcours d'ancrage (à Montpellier) et d'errance de longue durée tout comme le partage d'activités économiques non déclarées s'observent chez les personnes à la rue, en squats et bidonvilles. L'accès aux services d'aide diffère selon ces terrains d'enquête et peut s'expliquer par le rapport aux droits défini par le pays ressortissant de la personne : être suivi par un travailleur social, faire une demande de logement social, avoir couverture maladie est moins accessible pour les non ressortissants français. Le recours ou non recours aux dispositifs de l'action publique (numéro d'urgence, aides alimentaires, accueils de jour, maraudes), dépend du type d'habitat des personnes. Les pratiques de non recours s'observent davantage chez les personnes en squats et en bidonvilles.

Cette lecture quantitative permet de dégager des tendances mais ne peut suffire pour comprendre la complexité des réalités sociales rencontrées, au vu du faible effectif de participants à l'enquête. La complexité du traitement des données et l'ambiguïté d'une lecture que quantitative des résultats nécessitent une connaissance fine des différents terrains d'enquête et analyses existantes permise par le partenariat avec le milieu académique.

## Bibliographie

Bourgois, Louis et Marion Lièvre, 2019, « Les bénévoles, artisans institutionnalisés des politiques locales à destination des migrants précaires? », *Lien social et politiques*, n°83.

Firdion, Jean-Marie et Maryse Marpsat, 1995, « Est-il légitime de mener des enquêtes statistiques auprès des sans-domicile ? Une question éthique et scientifique », *Revue Française des Affaires Sociales*, n° 2-3.

Gardella, Edouard, 2014, « L'urgence comme chronopolitique », *Temporalités* [En ligne], 19 | URL : <http://journals.openedition.org/temporalites/2764> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temporalites.2764>

Legros, Olivier, Bergeon, Céline, Marion Lièvre, Tommaso Vitale, 2023, *L'État et la pauvreté étrangère en Europe occidentale : trajectoires de migrants "roms" roumains en Espagne, France et Italie*, Presses Universitaires de Rennes.

Lévy, Julien. 2018, « Rester dans la rue plutôt qu'aller en centre d'urgence : comprendre le choix des sans-abri ».

Lévy, Julien et Benjamin Vial, 2017, « Les raisons du non-recours, une critique de l'autonomie instituée ». Marcelo Otero; Audrey-Anne Dumais Michaud; Romain Paumier. *L'institution éventrée. De la socialisation à l'individuation*, Presses de l'Université du Québec, 2017, 978-2-7605-4837-4.

Loison-Leruste, Marie, Braud Rosane et Mahut David, 2019, « Étude sur la mise en œuvre de la Cité des dames », Rapport de recherche, Université Paris 13, Sorbonne Paris Nord, Université Paris Diderot, Laboratoire Printemps, Unité de recherches Migrations et société (URMIS).

Marpsat, Maryse, 2012, « Mesure statistique, mesure politique – Le cas des personnes sans-abri », *Bulletin of sociological methodology*, n° 115, pp. 21-44

Petiau, Anne, 2019, « Frontières spatiales, temporelles et professionnelles dans l'accompagnement social et médical des personnes sans abri. Une étude de cas ». *Espaces et sociétés*, vol. 176-177, no. 1-2, pp. 33-51.

INSEE, DIHAL, 2021, « Nuit de la solidarité, Compter pour agir ». Guide méthodologique, Insee Méthodes n°139.









## SITUATION DE SANS-ABRISME (questions de 1 à 8)

**Q1. Où pensez-vous passer la nuit ? (une seule réponse possible)**

Dans un lieu public	<input type="checkbox"/> Rue <input type="checkbox"/> Rond point <input type="checkbox"/> Sous les ponts <input type="checkbox"/> Berge	<input type="checkbox"/> Station de tram/Bus <input type="checkbox"/> Hôpital	<input type="checkbox"/> Gare <input type="checkbox"/> Bois	<input type="checkbox"/> Bidonville <input type="checkbox"/> Parc / Jardin
Dans un autre lieu	<input type="checkbox"/> Tente <input type="checkbox"/> Bus <input type="checkbox"/> Cave	<input type="checkbox"/> Immeuble (cage d'escalier, hall d'entrée) <input type="checkbox"/> Centre commercial <input type="checkbox"/> Parking	<input type="checkbox"/> Squat <input type="checkbox"/> Voiture <input type="checkbox"/> Abri bus	
Autre		<input type="checkbox"/> à préciser : .....		
Ne sait pas où passer la nuit ce soir		<input type="checkbox"/>		

**Q2. Est-ce dans ce type d'endroit que vous dormez le plus souvent ?**

- Oui
- Non
- Ne sait pas

**Q3. Depuis combien de temps vivez-vous à Montpellier ?**

- Moins de 3 mois
- Entre 3 mois et moins de 6 mois
- Entre 6 mois et moins d'1 an
- Entre 1 an et 5 ans
- Plus de 5 ans
- Ne sait pas

**Q4. Depuis quand êtes-vous sans logement personnel ?**

- Moins d'1 semaine
- Entre 1 semaine et moins d'1 mois
- Entre 1 mois et moins de 3 mois
- Entre 3 mois et moins de 6 mois
- Entre 6 mois et moins d'1 an
- Entre 1 an et 5 ans
- Plus de 5 ans
- Ne sait pas

**Q5. Est-ce la première fois que vous êtes en "situation de rue" ?**

- Non, c'est déjà arrivé plusieurs fois
- Non, c'est la première fois que cela arrive
- Ne sait pas

**Q6. Pour quel(s) motif(s) vous êtes-vous retrouvé la première fois sans logement personnel? (Plusieurs réponses possibles)**

- Expulsion du domicile
- Expulsion de chez un tiers
- Baisse des ressources financières
- Perte d'emploi, chômage
- Arrivée à Montpellier sans logement
- Séparation familiale (rupture, divorce, etc.)
- Fin de prise en charge Aide Sociale à l'Enfance (ASE)
- Maladie
- Sortie de détention
- Je ne sais pas
- Autre, à préciser .....

**Q7. Quand avez-vous été hébergé ou logé la dernière fois en France ?**

- Jamais
- Je ne sais pas
  - Hier
  - Moins d'1 semaine
  - Entre 1 semaine et moins d'1 mois
  - Entre 1 mois et moins de 6 mois
  - Entre 6 mois et 1 an
  - Plus d'1 an



**Q8. Cet hébergement était (une seule réponse possible)**

- Chez moi
- Chez un tiers (famille, ami)
- Centre d'hébergement
- Hôtel
- Gymnase
- Aide sociale à l'enfance (ASE = ex DDASS)
- Prison
- Hôpital
- Pension de famille, résidence sociale...
- Ne sait pas
- Autre, à préciser .....

**ACCÈS AUX DROITS ET AUX RESSOURCES**

**Prise en charge sociale, services et dispositifs (questions de 9 à 17)**

**Q9. Appelez-vous le 115 ?**

- Oui, de temps en temps     Oui, tous les jours     Non     Non, je ne l'ai jamais appelé     Non, j'ai abandonné

↳ **Q9 bis. Précisez pourquoi ?** .....

**Q10. Avez-vous essayé d'appeler le 115 aujourd'hui ?**

- Oui, j'ai réussi à les joindre et ils avaient une solution
- Oui, j'ai réussi à les joindre mais ils n'avaient pas de solution
- Oui, mais je n'ai pas réussi à les joindre
- Non

↳ **Q10 bis. Pour quelle.s raison.s ? (Plusieurs réponses possibles)**

- Pour un/des hébergement.s
- Pour une/des maraudes/aides alimentaires
- Autre, préciser : .....

**Q11. Êtes-vous accompagné par un travailleur social ?**

- Oui                             Non                             Ne sait pas

↳ **Q11 bis Préciser la structure** .....

**Q12. Avez-vous une adresse pour recevoir du courrier ?**

- Non
- Ne sait pas
- Oui, préciser:
  - CCAS
  - Chez un tiers (ami, famille, autres)
  - Association (Issue Corus)
  - Ne sait pas

**Q13. Quand vous en avez besoin, pouvez-vous ? (Toutes les modalités doivent être discutées sous forme de relances)**

- |  |                              |                              |
|--|------------------------------|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Prendre une douche  | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Prendre un repas  | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Laver vos vêtements   | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Obtenir des vêtements   | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Accéder à internet  | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Téléphoner/Recharger la batterie                                    | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Stocker vos affaires personnelles                                   | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Vous soigner  | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Discuter/être écouté  | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input type="checkbox"/> Être accompagné dans vos démarches (emploi, logement, droits, etc.) | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |

**Q13 bis. Quels seraient les autres besoins que vous n'arrivez pas à satisfaire ?**

.....

.....

**Q14. Au cours des 7 derniers jours, combien de fois avez-vous bénéficié d'un des services d'aide suivant? (Plusieurs réponses possibles)**

- Distribution de petit-déjeuner
  - 0       1 à 2       plus de 3
- Distribution de repas (midi/soir)
  - 0       1 à 2       plus de 3
- Halte de nuit
  - 0       1 à 2       plus de 3

**Q14 bis. Êtes-vous en contact avec une/des maraude.s et/ou un/des accueil.s de jour ?**

- Oui, une/des maraude.s
- Oui, un/des accueil.s de jour
- Non

**Q15. Avez-vous une demande de logement social en cours ?**

- Oui
- Non
- Ne sait pas

**Q16. Quelles sont vos ressources financières ? (Plusieurs réponses possibles)**

- Aucune ressource
- Travail déclaré
- Travail non déclaré
- Prestations sociales / minima sociaux (RSA, AAH)
- Pension de retraite
- Pension d'invalidité (MDPH)
- Mendicité
- Biffin/chiffonnier (récupération et revente)
- Ferrailage
- Aide de proches ou d'amis
- Autre, à préciser : .....

**Q17. Êtes-vous ressortissant ?**

- Français
- de l'Union Européenne
- Hors Union Européenn

## Santé (questions de 18 à 21)

**Q18. Quel âge avez-vous ? Si réponse précise : ..... ans**

**Q19. Comment estimez-vous votre état de santé ? (Pour limiter l'interprétation, merci de lire les réponses proposées)**

- Très bon
- Bon
- Assez bon
- Mauvais
- Très mauvais

**Q20. Quand avez-vous vu un médecin pour la dernière fois ?**

- Moins d'1 mois
- Entre 1 mois et moins de 6 mois
- Entre 6 mois et 1 an
- Plus d'1 an
- Ne sait pas

**Q20 bis. Avez-vous une couverture maladie ?**

- Oui (Aide Médicale Etat [AME], Couverture Maladie Universelle [CMU])
- Non
- Démarche en cours
- Ne sait pas

**Q21. Depuis mars 2020, en raison de la crise sanitaire, avez-vous (Plusieurs réponses possibles) :**

- Perdu votre emploi ?
- Été expulsé de votre logement ?
- Été expulsé de chez un tiers ?
- Vu vos ressources diminuer ?
- Eu le sentiment d'être seul ?
- D'autres impacts sur votre situation ?
- Aucun des impacts listés ?
- Autre, préciser : .....

**Observation : À remplir obligatoirement [PARTIE 2/2**

**S3. Âge estimé si âge précis (Q18.) n'a pas pu être renseigné**

- Impossible à déterminer
- Moins de 18 ans
- de 18 à 24 ans
- de 25 à 39 ans
- de 40 à 54 ans
- de 55 à 69 ans
- Plus de 70 ans

**S4. La personne rencontrée/vue est :**  Homme  Femme  Impossible à déterminer

**S5. La personne est accompagnée d'un ou plusieurs animaux :**

- Oui. Préciser le type: .....  Non

**S6. Langue parlée si non francophone :**

.....

**Heure de la rencontre :** \_\_\_h\_\_\_

**Adresse de la rencontre :** numéro \_\_\_ rue \_\_\_\_\_

**CONTRÔLE QUALITÉ AU RETOUR EN QG (effectué par le responsable d'équipe avec le responsable de QG)**

**Selon vous, la personne seule décomptée et/ou interrogée est effectivement en situation de rue ?**

- Oui  Non

**Si le remplissage du questionnaire est parcellaire, pour quelles raisons ?**

<b>Questionnaire Couples/familles</b>
Équipe n°
Secteur IRIS n°
Questionnaire n°
Si vous avez référencé ce couple/famille dans le questionnaire fiche groupe (FG), merci de reporter ici le n° du questionnaire FG :
Questionnaire n°

Bonsoir, nous sommes [prénom], nous sommes bénévoles et nous réalisons l'enquête Nuit de la Solidarité, pour la Métropole de Montpellier. L'objectif est d'aller à la rencontre des personnes sans solution durable d'hébergement. L'enquête a pour objectif de mieux connaître les profils et les besoins des personnes à la rue afin d'adapter au mieux les dispositifs d'urgences et sociaux. C'est une enquête totalement **anonyme et confidentielle**. Vous n'avez pas d'obligations à répondre.

**Q0. Avez-vous une solution durable d'hébergement ou de logement ce soir? (une seule réponse possible)**

Chez moi / Dans mon logement	Dans un hôtel	Chez un tiers (famille, amis, autres)
Dans un centre d'hébergement (urgence, réinsertion sociale, accueil de demandeurs d'asile, gymnase, etc.)		
→ Si un de ces quatre cas de figure est mentionné, ne pas remplir de questionnaire		
Non je n'en ai pas		→ Poursuivre le questionnaire

**Q00. Avez-vous déjà été interrogé ce soir ?**

→ Si oui, ne pas remplir de questionnaire

**À remplir obligatoirement [PARTIE 1/3]**

**S1. Le couple / la famille a-t-elle donné son consentement pour répondre au questionnaire ?**

Oui  Non

↳ **S2. Si non, merci de préciser la raison (une seule réponse possible)**

→ Puis aller à la partie Observation (dernière page)

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Elle a refusé                        | <input type="checkbox"/> Elle a évité le contact                  |
| <input type="checkbox"/> Elle dormait                         | <input type="checkbox"/> Elle ne maîtrisait pas la langue         |
| <input type="checkbox"/> Son état ne le lui permettait pas    | <input type="checkbox"/> Vous n'avez pas osé aller à sa rencontre |
| <input type="checkbox"/> Elle était inaccessible physiquement | <input type="checkbox"/> Tente occupée mais fermée                |
|   | <input type="checkbox"/> Autre, à préciser .....                  |

**S3. Quel est votre lien de parenté ?** → Si aucun lien de parenté, remplir des questionnaires personnes seules

- Couple  Famille monoparentale  Famille biparentale  Famille élargie
- Autre, à préciser .....

**S4. Nombre d'adultes**

→ Si plus de 2 adultes, préciser le lien de parenté (ex : couple + belle-mère) : .....

→ Si plus de 2 adultes, remplir un autre questionnaire famille avec le même numéro et préciser : adulte 3, adulte 4, etc.

**S5. Nombre d'enfants présents : \_\_\_\_ Et âge des enfants présents : \_\_\_\_ ans, \_\_\_\_ ans, \_\_\_\_ ans**

## SITUATION DE SANS-ABRISME (*questions de 1 à 8*)

**Q1. Où pensez-vous passer la nuit ?** (*une seule réponse possible*)

Dans un lieu public	<input type="checkbox"/> Rue <input type="checkbox"/> Rond point <input type="checkbox"/> Sous les ponts	<input type="checkbox"/> Station de tram/Bus <input type="checkbox"/> Hôpital <input type="checkbox"/> Berge	<input type="checkbox"/> Gare <input type="checkbox"/> Bois	<input type="checkbox"/> Bidonville <input type="checkbox"/> Parc / Jardin
Dans un autre lieu	<input type="checkbox"/> Tente <input type="checkbox"/> Bus <input type="checkbox"/> Cave	<input type="checkbox"/> Immeuble (cage d'escalier, hall d'entrée) <input type="checkbox"/> Centre commercial <input type="checkbox"/> Parking	<input type="checkbox"/> Squat <input type="checkbox"/> Voiture <input type="checkbox"/> Abri bus	
Autre		<input type="checkbox"/> à préciser : .....		
Ne sait pas où passer la nuit ce soir	<input type="checkbox"/>			

**Q2. Est-ce dans ce type d'endroit que vous dormez le plus souvent ?**

- Oui
- Non
- Ne sait pas

ADULTE 1	ADULTE 2
<b>Q3. Depuis combien de temps vivez-vous à Montpellier ?</b>	
<input type="checkbox"/> Moins de 3 mois <input type="checkbox"/> Entre 3 mois et moins de 6 mois <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et moins d'1 an <input type="checkbox"/> Entre 1 an et 5 ans <input type="checkbox"/> Plus de 5 ans <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<input type="checkbox"/> Moins de 3 mois <input type="checkbox"/> Entre 3 mois et moins de 6 mois <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et moins d'1 an <input type="checkbox"/> Entre 1 an et 5 ans <input type="checkbox"/> Plus de 5 ans <input type="checkbox"/> Ne sait pas
<b>Q4. Depuis quand êtes-vous sans logement personnel ?</b>	
<input type="checkbox"/> Moins d'1 semaine <input type="checkbox"/> Entre 1 semaine et moins d'1 mois <input type="checkbox"/> Entre 1 mois et moins de 3 mois <input type="checkbox"/> Entre 3 mois et moins de 6 mois <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et moins d'1 an <input type="checkbox"/> Entre 1 an et 5 ans <input type="checkbox"/> Plus de 5 ans <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<input type="checkbox"/> Moins d'1 semaine <input type="checkbox"/> Entre 1 semaine et moins d'1 mois <input type="checkbox"/> Entre 1 mois et moins de 3 mois <input type="checkbox"/> Entre 3 mois et moins de 6 mois <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et moins d'1 an <input type="checkbox"/> Entre 1 an et 5 ans <input type="checkbox"/> Plus de 5 ans <input type="checkbox"/> Ne sait pas
<b>Q5. Est-ce la première fois que vous êtes en "situation de rue" ?</b>	
<input type="checkbox"/> Non, c'est déjà arrivé plusieurs fois	<input type="checkbox"/> Oui, c'est la première fois que cela arrive <input type="checkbox"/> Ne sait pas
<input type="checkbox"/> Non, c'est déjà arrivé plusieurs fois	<input type="checkbox"/> Oui, c'est la première fois que cela arrive <input type="checkbox"/> Ne sait pas

ADULTE 1	ADULTE 2
<b>Q6. Pour quel(s) motif(s) vous êtes-vous retrouvé la première fois sans logement personnel? (Plusieurs réponses possibles)</b>	
<input type="checkbox"/> Expulsion du domicile <input type="checkbox"/> Expulsion de chez un tiers <input type="checkbox"/> Baisse des ressources financières <input type="checkbox"/> Perte d'emploi, chômage <input type="checkbox"/> Arrivée à Montpellier sans logement <input type="checkbox"/> Séparation familiale (rupture, divorce, etc.) <input type="checkbox"/> Fin de prise en charge Aide Sociale à l'Enfance (ASE) <input type="checkbox"/> Maladie <input type="checkbox"/> Sortie de détention <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <input type="checkbox"/> Autre, à préciser .....	<input type="checkbox"/> Expulsion du domicile <input type="checkbox"/> Expulsion de chez un tiers <input type="checkbox"/> Baisse des ressources financières <input type="checkbox"/> Perte d'emploi, chômage <input type="checkbox"/> Arrivée à Montpellier sans logement <input type="checkbox"/> Séparation familiale (rupture, divorce, etc.) <input type="checkbox"/> Fin de prise en charge Aide Sociale à l'Enfance (ASE) <input type="checkbox"/> Maladie <input type="checkbox"/> Sortie de détention <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <input type="checkbox"/> Autre, à préciser .....

<b>Q7. Quand avez-vous été hébergé ou logé la dernière fois en France ?</b>	
<input type="checkbox"/> Jamais <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 5px;"> <input type="checkbox"/> Hier  <input type="checkbox"/> Moins d'1 semaine  <input type="checkbox"/> Entre 1 semaine et moins d'1 mois  <input type="checkbox"/> Entre 1 mois et moins de 6 mois  <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et 1 an  <input type="checkbox"/> Plus d'1 an           </div>	<input type="checkbox"/> Jamais <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 5px;"> <input type="checkbox"/> Hier  <input type="checkbox"/> Moins d'1 semaine  <input type="checkbox"/> Entre 1 semaine et moins d'1 mois  <input type="checkbox"/> Entre 1 mois et moins de 6 mois  <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et 1 an  <input type="checkbox"/> Plus d'1 an           </div>
<b>Q8. Cet hébergement était (une seule réponse possible)</b>	
<input type="checkbox"/> Chez moi <input type="checkbox"/> Chez un tiers (famille, ami) <input type="checkbox"/> Centre d'hébergement <input type="checkbox"/> Hôtel <input type="checkbox"/> Gymnase <input type="checkbox"/> Aide sociale à l'enfance (ASE = ex DDASS) <input type="checkbox"/> Prison <input type="checkbox"/> Hôpital <input type="checkbox"/> Pension de famille, résidence sociale... <input type="checkbox"/> Ne sait pas <input type="checkbox"/> Autre, à préciser .....	<input type="checkbox"/> Chez moi <input type="checkbox"/> Chez un tiers (famille, ami) <input type="checkbox"/> Centre d'hébergement <input type="checkbox"/> Hôtel <input type="checkbox"/> Gymnase <input type="checkbox"/> Aide sociale à l'enfance (ASE = ex DDASS) <input type="checkbox"/> Prison <input type="checkbox"/> Hôpital <input type="checkbox"/> Pension de famille, résidence sociale... <input type="checkbox"/> Ne sait pas <input type="checkbox"/> Autre, à préciser .....

## ACCÈS AUX DROITS ET AUX RESSOURCES

### Prise en charge sociale, services et dispositifs (questions de 9 à 17)

ADULTE 1	ADULTE 2
<b>Q9. Appelez-vous le 115 ?</b>	
<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non, je n'ai jamais appelé <input type="checkbox"/> Non, j'ai abandonné <input type="checkbox"/> Oui, de temps en temps <input type="checkbox"/> Oui, tous les jours	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non, je n'ai jamais appelé <input type="checkbox"/> Non, j'ai abandonné <input type="checkbox"/> Oui, de temps en temps <input type="checkbox"/> Oui, tous les jours
<b>Q10. Avez-vous essayé d'appeler le 115 aujourd'hui ?</b>	
<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, j'ai réussi à les joindre et ils avaient une solution <input type="checkbox"/> Oui, j'ai réussi à les joindre mais ils n'avaient pas de solution	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, j'ai réussi à les joindre et ils avaient une solution <input type="checkbox"/> Oui, j'ai réussi à les joindre mais ils n'avaient pas de solution

<input type="checkbox"/> Oui, mais je n'ai pas réussi à les joindre <input type="checkbox"/> <b>Q10 bis</b> Pour quelle.s raison.s <input type="checkbox"/> Pour un/des hébergement.s <input type="checkbox"/> Pour une/des maraude.s/aides alimentaires <input type="checkbox"/> Autre, préciser : .....	<input type="checkbox"/> Oui, mais je n'ai pas réussi à les joindre <input type="checkbox"/> <b>Q10 bis</b> Pour quelle.s raison.s <input type="checkbox"/> Pour un/des hébergement.s <input type="checkbox"/> Pour une/des maraude.s/aides alimentaires <input type="checkbox"/> Autre, préciser : .....
---	---

**Q11. Êtes-vous accompagné par un travailleur social ?**

<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sait pas <input type="checkbox"/> <b>Q11 bis</b> Préciser la structure ..... <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sait pas <input type="checkbox"/> <b>Q11 bis</b> Préciser la structure ..... <input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	---

**Q12. Avez-vous une adresse pour recevoir du courrier ?**

<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sait pas <input type="checkbox"/> Oui, préciser: <input type="checkbox"/> CCAS <input type="checkbox"/> Chez un tiers (ami, famille, autres) <input type="checkbox"/> Association (Issue Corus) <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sait pas <input type="checkbox"/> Oui, préciser: <input type="checkbox"/> CCAS <input type="checkbox"/> Chez un tiers (ami, famille, autres) <input type="checkbox"/> Association (Issue Corus) <input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	---

**Q13. Quand vous en avez besoin, pouvez-vous ? (Toutes les modalités doivent être discutées sous forme de relances)**

<input type="checkbox"/> Prendre une douche <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Prendre un repas <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Laver vos vêtements <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Obtenir des vêtements <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Accéder à internet <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Téléphoner/Recharger la batterie <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Stocker vos affaires personnelles <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Vous soigner <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Discuter/être écouté <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Être accompagné dans vos démarches (emploi, logement, droits, etc.) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Prendre une douche <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Prendre un repas <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Laver vos vêtements <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Obtenir des vêtements <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Accéder à internet <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Téléphoner/Recharger la batterie <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Stocker vos affaires personnelles <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Vous soigner <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Discuter/être écouté <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Être accompagné dans vos démarches (emploi, logement, droits, etc.) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
--	--

**Q13 bis Quels seraient les autres besoins que vous n'arrivez pas à satisfaire ?**  
 .....

**Q14. Au cours des 7 derniers jours, combien de fois avez-vous bénéficié d'un des services d'aide suivant ? (Plusieurs réponses possibles)**

<input type="checkbox"/> Distribution de petit-déjeuner <input type="checkbox"/> 0 <input type="checkbox"/> 1 à 2 <input type="checkbox"/> plus de 3 <input type="checkbox"/> Distribution de repas (midi/soir) <input type="checkbox"/> 0 <input type="checkbox"/> 1 à 2 <input type="checkbox"/> plus de 3 <input type="checkbox"/> Halte de nuit <input type="checkbox"/> 0 <input type="checkbox"/> 1 à 2 <input type="checkbox"/> plus de 3	<input type="checkbox"/> Distribution de petit-déjeuner <input type="checkbox"/> 0 <input type="checkbox"/> 1 à 2 <input type="checkbox"/> plus de 3 <input type="checkbox"/> Distribution de repas (midi/soir) <input type="checkbox"/> 0 <input type="checkbox"/> 1 à 2 <input type="checkbox"/> plus de 3 <input type="checkbox"/> Halte de nuit <input type="checkbox"/> 0 <input type="checkbox"/> 1 à 2 <input type="checkbox"/> plus de 3
---	---

**Q14 bis Êtes-vous en contact avec une/des maraude.s et/ou un/des accueil.s de jour ?**

Oui, une/des maraude.s       Oui, un/des accueil.s de jour       Non

**Q15. Avez-vous une demande de logement social en cours ?**

Oui       Non       Ne sait pas



ADULTE 1	ADULTE 2
<b>Q16. Quelles sont vos ressources financières ? (Plusieurs réponses possibles)</b>	
<input type="checkbox"/> Aucune ressource <input type="checkbox"/> Travail déclaré <input type="checkbox"/> Travail non déclaré <input type="checkbox"/> Prestations sociales / minima sociaux (RSA, AAH) <input type="checkbox"/> Pension de retraite <input type="checkbox"/> Pension d'invalidité (MDPH) <input type="checkbox"/> Mendicité <input type="checkbox"/> Biffin/chiffonnier (récupération et revente) <input type="checkbox"/> Ferrailage <input type="checkbox"/> Aide de proches ou d'amis <input type="checkbox"/> Autre, à préciser : .....	<input type="checkbox"/> Aucune ressource <input type="checkbox"/> Travail déclaré <input type="checkbox"/> Travail non déclaré <input type="checkbox"/> Prestations sociales / minima sociaux (RSA, AAH) <input type="checkbox"/> Pension de retraite <input type="checkbox"/> Pension d'invalidité (MDPH) <input type="checkbox"/> Mendicité <input type="checkbox"/> Biffin/chiffonnier (récupération et revente) <input type="checkbox"/> Ferrailage <input type="checkbox"/> Aide de proches ou d'amis <input type="checkbox"/> Autre, à préciser : .....
<b>Q17. Êtes-vous ressortissant ?</b>	
<input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> de l'Union Européenne <input type="checkbox"/> Hors Union Européenne	<input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> de l'Union Européenne <input type="checkbox"/> Hors Union Européenne

### Santé (questions de 18 à 21)

ADULTE 1	ADULTE 2
<b>Q18. Quel âge avez-vous ?</b>	
Si réponse précise : ____ ans	Si réponse précise : ____ ans
<b>Q19. Comment estimez-vous votre état de santé ?</b>	
<input type="checkbox"/> Très bon <input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Assez bon <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/> Très mauvais	<input type="checkbox"/> Très bon <input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Assez bon <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/> Très mauvais
<b>Q20. Quand avez-vous vu un médecin pour la dernière fois ?</b>	
<input type="checkbox"/> Moins d'1 mois <input type="checkbox"/> Entre 1 mois et moins de 6 mois <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et 1 an <input type="checkbox"/> Plus d'1 an <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<input type="checkbox"/> Moins d'1 mois <input type="checkbox"/> Entre 1 mois et moins de 6 mois <input type="checkbox"/> Entre 6 mois et 1 an <input type="checkbox"/> Plus d'1 an <input type="checkbox"/> Ne sait pas
<b>Q20 bis Avez-vous une couverture maladie ?</b>	
<input type="checkbox"/> Oui (Aide Médicale Etat [AME], Couverture Maladie Universelle [CMU]) <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Démarche en cours <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<input type="checkbox"/> Oui (Aide Médicale Etat [AME], Couverture Maladie Universelle [CMU]) <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Démarche en cours <input type="checkbox"/> Ne sait pas
<b>Q21. Depuis mars 2020, en raison de la crise sanitaire, avez-vous (Plusieurs réponses possibles) :</b>	
<input type="checkbox"/> Perdu votre emploi ? <input type="checkbox"/> Été expulsé de votre logement ? <input type="checkbox"/> Été expulsé de chez un tiers ? <input type="checkbox"/> Vu vos ressources diminuer ? <input type="checkbox"/> Eu le sentiment d'être seul ? <input type="checkbox"/> D'autres impacts sur votre situation ? <input type="checkbox"/> Aucun des impacts listés ? <input type="checkbox"/> Autre, préciser : .....	<input type="checkbox"/> Perdu votre emploi ? <input type="checkbox"/> Été expulsé de votre logement ? <input type="checkbox"/> Été expulsé de chez un tiers ? <input type="checkbox"/> Vu vos ressources diminuer ? <input type="checkbox"/> Eu le sentiment d'être seul ? <input type="checkbox"/> D'autres impacts sur votre situation ? <input type="checkbox"/> Aucun des impacts listés ? <input type="checkbox"/> Autre, préciser : .....

## À remplir obligatoirement [PARTIE 2/3]

### ADULTE 1

#### **S6.** Âge estimé si âge précis (Q18.) pas renseigné

- Impossible à déterminer
- Moins de 18 ans       de 18 à 24 ans
- de 25 à 39 ans       de 40 à 54 ans
- de 55 à 69 ans       Plus de 70 ans

#### **S7.** La personne rencontrée / vue est

- Homme       Femme
- Impossible à déterminer

### ADULTE 2

#### **S6.** Âge estimé si âge précis (Q18.) pas renseigné

- Impossible à déterminer
- Moins de 18 ans       de 18 à 24 ans
- de 25 à 39 ans       de 40 à 54 ans
- de 55 à 69 ans       Plus de 70 ans

#### **S7.** La personne rencontrée / vue est

- Homme       Femme
- Impossible à déterminer

## À remplir obligatoirement [PARTIE 3/3]

#### **S8.** La famille/le couple est accompagné.e d'un ou plusieurs animaux :

- Oui. Préciser le type: .....  Non

#### **S9.** Langue parlée, si non francophone : .....

Heure de la rencontre : \_\_\_h\_\_\_

Adresse de la rencontre : numéro \_\_\_ rue \_\_\_\_\_

#### **CONTRÔLE QUALITÉ AU RETOUR EN QG** (effectué par le responsable d'équipe avec le responsable de QG)

**Selon vous, la famille/le couple décomptée et/ou interrogée est effectivement en situation de rue ?**

- Oui       Non

**Si le remplissage du questionnaire est parcellaire, pour quelles raisons ?**



**S4 Précisez combien de personnes n'ont pas été interrogées et pourquoi ?**

Elle a refusé : \_\_\_ personne.s

Elle était inaccessible  
physiquement : \_\_\_ personne.s

Elle dormait : \_\_\_ personne.s

Elle ne maîtrisait pas la langue : \_\_\_ personne.s

Son état ne lui permettait  
pas : \_\_\_ personne.s

Elle a évité le contact : \_\_\_ personne.s

Tente occupée mais fermée : \_\_\_ personne.s

Vous n'avez pas osé aller à sa  
rencontre : \_\_\_ personne.s

Autre, à préciser: .....

**S5 Les personnes rencontrés/vues sont accompagnées d'un ou plusieurs animaux :**

Oui. Préciser le type: .....

Non

**S6 Langue parlée si non francophone : .....**

**S7 et S8 Description (âge et sexe) des personnes composant le groupe estimée en situation de rue selon l'équipe.**

<b>Âge et Sexe</b>	<b>Dont hommes</b>	<b>Dont femmes</b>	<b>Dont impossible à déterminer</b>
<b>Dont de moins de 18 ans</b>	_____	_____	_____
<b>Dont de 18 à 24 ans</b>	_____	_____	_____
<b>Dont de 25 à 39 ans</b>	_____	_____	_____
<b>Dont de 40 à 54 ans</b>	_____	_____	_____
<b>Dont de 55 à 69 ans</b>	_____	_____	_____
<b>Dont plus de 70 ans</b>	_____	_____	_____
<b>Dont impossible à déterminer</b>	_____	_____	_____

Heure de la rencontre : \_\_\_h\_\_\_

Adresse de la rencontre : numéro \_\_\_ rue \_\_\_\_\_

**CONTRÔLE QUALITÉ AU RETOUR EN QG (effectué par le responsable d'équipe avec le responsable de QG)**

**Selon vous, le groupe décompté et/ou interrogé est effectivement en situation de rue ?**

Oui  Non

**Si le remplissage du questionnaire est parcellaire, pour quelles raisons ?**

# NUIT DE LA SOLIDARITE

Montpellier

Enquête anonyme – Jeudi 20 janvier 2022

*Mieux connaître les personnes en situation de rue*

*Mieux répondre à leurs besoins*

**GUIDE DES PARTICIPANTS**



Délégation interministérielle  
à l'hébergement et à l'accès  
au logement



## **A FAIRE**

- ✓ Comportez-vous en toutes circonstances avec mesure et retenue
- ✓ Parlez doucement, notamment à proximité des personnes qui dorment
- ✓ Veillez à ce que les personnes rencontrées puissent comprendre votre démarche : prenez le temps d'expliquer votre présence, de rassurer la personne rencontrée sur les enjeux de l'enquête, l'utilisation du questionnaire, la garantie de l'anonymat des personnes ...
- ✓ Si la personne manifeste de la réticence ou de l'incompréhension, n'insistez pas
- ✓ Veillez à ce que chaque échange se déroule dans des conditions sereines : par exemple, l'ensemble des membres de l'équipe ne prend pas la parole simultanément, ou n'entoure pas complètement la personne
- ✓ Expliquez le but de l'enquête aux personnes qui s'étonnent de votre présence

## **A NE PAS FAIRE**

- ✓ Ne réveillez pas les personnes qui dorment et ne pointez pas de faisceaux lumineux dans leur direction
- ✓ Ne vous écartez pas du secteur qui vous a été affecté
- ✓ Ne vous séparez pas de votre groupe, et circulez toujours au moins par deux
- ✓ N'entrez pas dans des parcs si fermés, des lieux clos, des squats, des propriétés privées
- ✓ Ne pénétrez pas dans les bois, n'allez pas sur les berges ou les quais
- ✓ Lorsque vous êtes face à une tente fermée, respectez l'intimité des personnes et n'essayez pas de toquer ou de déterminer si quelqu'un est présent à l'intérieur
- ✓ Ne tutoyez pas les personnes rencontrées
- ✓ Ne vous déplacez pas autrement qu'à pied pour couvrir la zone qui vous est affectée
- ✓ Ne pas prendre les personnes en photo, ni réaliser de selfies

**MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION**

# Nuit de la solidarité

## Montpellier

Enquête anonyme – Jeudi 20 janvier 2022



Délégation interministérielle  
à l'hébergement et à l'accès  
au logement



## ENGAGEMENT ETHIQUE

L'étude **Nuit de la Solidarité** de décompte des personnes en situation de rue, conduite dans le cadre de l'Axe 1 du Plan Logement d'abord (Observer et Connaître), a pour finalité de mieux connaître la situation de ces personnes, dans le but d'améliorer les réponses qui leur sont proposées. Elle ne consiste pas à proposer des solutions le jour-même de l'opération, même si des situations d'urgence pourront être signalées à cette occasion.

L'opération repose sur la mobilisation d'équipes constituées d'étudiant.es, de professionnel.les de l'action sociale et de bénévoles qui vont, rue par rue, à la rencontre des personnes en situation de grande exclusion, pour leur proposer de répondre à un questionnaire. Les réponses permettront de disposer d'éléments d'analyse précieux pour faire évoluer les politiques de solidarité à Montpellier. La collecte des données est mise en œuvre par la MSH-SUD, Université Paul-Valéry Montpellier 3, à l'initiative de l'État et de Montpellier Méditerranée Métropole, et soutenue par la plupart des associations intervenant auprès des personnes en situation de rue, dont certaines sont fortement engagées dans l'organisation.

Les résultats seront ensuite exploités par un comité scientifique.

Chaque personne est libre de répondre ou non aux questions posées, et son anonymat est garanti: l'engagement éthique ci-dessous, signé individuellement par chaque personne participant à l'opération, précise des éléments essentiels de méthode.

*Je soussigné.e M. / Mme..... me suis porté.e volontaire pour participer au décompte de personnes en situation de rue réalisé durant la soirée du jeudi 20 janvier 2022 dans le cadre de l'Axe 1 du Plan logement d'abord (Observer et Connaître).*

Lors de la réalisation de ce décompte, en tant que participant-e, je m'engage à :

- Faire partie d'une équipe placée sous la responsabilité d'un professionnel.
- Respecter pleinement le cadre méthodologique qui me sera présenté, les consignes qui me seront communiquées, et à participer à la formation qui sera dispensée.
- Respecter les personnes que je rencontre, et notamment à ne pas les importuner, déranger ou réveiller.
- Garantir l'anonymat des personnes, respecter la confidentialité des données recueillies et notamment ne communiquer aucune information relative à la situation des personnes rencontrées, hors situations dans laquelle la personne elle-même souhaiterait que sa situation soit portée à la connaissance des intervenants sociaux référents.
- Observer la plus grande discrétion, dans le respect et la dignité des personnes, et ainsi ne collecter, réaliser ou diffuser aucune image des personnes rencontrées, ainsi que la plus grande réserve dans mon utilisation des réseaux sociaux avant, pendant et après l'opération à laquelle je participe.

**Votre inscription à cette opération vaut acceptation de cet engagement.**

# Nuit de la solidarité

## Montpellier

Enquête anonyme – Jeudi 20 janvier 2022



Délégation interministérielle  
à l'hébergement et à l'accès  
au logement



## GUIDE DE CONVERSATION

« Bonjour, je m'appelle... Je suis bénévole pour la Métropole de Montpellier. Nous interrogeons toutes les personnes, sans exception, que nous croisons dans les rues ce soir pour leur proposer de répondre à un questionnaire. L'objectif est de mieux connaître les besoins et la situation des personnes privées de domicile. Cette démarche est entièrement anonyme et vous n'êtes pas obligé.e d'y répondre. »

### PENDANT L'ÉCHANGE :

Si vous sentez que la question est problématique, passez à la suivante et revenez dessus plus tard si la situation le permet. Vérifier avec la personne que vos questions ne la dérangent pas : « *Si vous souhaitez arrêter les questions n'hésitez pas !* »

Ne pas lire le questionnaire, ni poser les questions de manière directive, sauf si la personne vous le demande.

Attention à la discussion trop libre (sans compléter le questionnaire) : ne surestimez pas vos capacités de mémoire.

Vous n'avez pas d'obligations à suivre le questionnaire points par points. Si vous avez oublié de remplir une question, vous pouvez très bien, si l'échange le permet, revenir dessus plus tard. L'important est de ne pas oublier les questions que vous avez pu sauter lors de l'échange. Pour cela, un membre de l'équipe peut s'assurer de la bonne complétude du questionnaire pendant l'échange.

Être dans une posture compréhensive, dans l'échange mais à l'écoute de la personne.

### PROFIL

- Avez-vous un lieu où dormir ce soir ? / Vous habitez quel type de logement ? [si public cible] – Avez-vous déjà été interrogé ce soir ? - Avant tout, est-ce que vous acceptez de répondre à nos questions ?

### LA SITUATION DE SANS-ABRISME

- Vous savez où vous allez dormir ce soir ? - C'est là où vous allez d'habitude ? - Ça fait longtemps que vous êtes à Montpellier ? - Depuis combien de temps vous êtes privés de logement personnel ? - C'est la première fois ? - Vous voulez bien me raconter comment c'est arrivé ? - Quand avez-vous pu être hébergé pour la dernière fois ? - C'était dans un foyer ? Chez quelqu'un ?



## **DROITS ET RESSOURCES**

- Vous appelez le 115 des fois ? - Vous l'avez appelé aujourd'hui ? - Pour l'hébergement ? le Samu Social ? - Vous avez réussi à le joindre ? - Vous êtes suivi par un travailleur social ? Où ça ? - Est-ce que vous recevez du courrier, des lettres ? C'est à quel endroit ? - Vous trouvez facilement des lieux pour : - Manger un repas ? - Laver vos affaires ? - Trouver des vêtements ? – Prendre une douche ? - Téléphoner ? - Aller sur internet ? - Stocker vos affaires ? - Discuter avec des gens ? - Vous voyez d'autres besoins que vous n'arrivez pas à satisfaire ? - Vous avez une demande de logement social en cours ? - Sur la semaine passée, vous avez pu bénéficier d'un petit déjeuner ? d'un repas ? d'une mise à l'abri ? [si pas encore répondu avant] - Vous connaissez les accueils de jour de la ville ? (Halte Solidarité, CORUS) les maraudes ? (Samu Social, Delivrue, La Bulle, AHM, Restos du cœur) - Est-ce que vous avez des aides financières ? Le RSA, le chômage, l'ADA (Allocation Demandeurs d'Asile) - Est-ce que vous avez d'autres moyens pour avoir de l'argent ? Vous travaillez un peu des fois ? Vous êtes ressortissant français ? [si non] de l'Union Européenne ?

## **SANTE**

- Je peux vous demander votre âge ? Moi j'ai ... ans - Êtes-vous en bonne santé ? - Vous allez parfois chez le médecin ? Vous y êtes allé quand la dernière fois ? - Vous avez une couverture maladie ? - Vous avez rencontré des difficultés particulières liées à la crise du COVID [au confinement] ?

*Merci pour cet échange. Les informations communiquées resteront strictement anonymes mais, je l'espère, permettront de mieux vous accompagner. Bonne soirée/nuite.*

# Nuit de la solidarité

Montpellier

Enquête anonyme – Jeudi 20 janvier 2022



Délégation interministérielle  
à l'hébergement et à l'accès  
au logement



## NOTICE QUESTIONNAIRE

Les questions Q0 et Q00 permettent de vérifier que la personne rencontrée fait bien partie du public cible de l'enquête. **NE PAS REMPLIR LE QUESTIONNAIRE SI CE N'EST PAS LE CAS.**

Si la personne fait partie du public cible, les parties grisées « Observation 1/2 » et « Observation 2/2 » sont à remplir **OBLIGATOIREMENT**.

Si la personne accepte d'être interrogée, il est important pour une analyse pertinente des résultats de pouvoir remplir l'ensemble des questions. Toutefois, si la personne refuse de répondre à une des questions, n'insistez pas mais veillez à bien **NOTER LE REFUS** sur le questionnaire afin de le distinguer d'un oubli éventuel ou de la réponse « ne sait pas ».

De manière générale, avant de remplir le questionnaire merci d'être attentif à la précision « une seule réponse possible » ou « plusieurs réponses possibles ».

S1 : Si la personne ne donne pas son consentement, merci de compléter la raison (**attention, une seule raison possible**) et de remplir les parties grisées « Observation 1/2 » et « Observation 2/2 »

Q1 : Si deux réponses vous semblent possibles, choisissez la réponse la plus précise.

Ex : « Je dors dans une tente sous un pont », cochez « Tente »

Q3 : Dans le cas d'une personne qui voyage régulièrement, on parle ici de son point d'ancrage. S'il s'agit de Montpellier, notez depuis combien de temps elle est en situation de rue à Montpellier sans prendre en compte un éventuel voyage entre deux retours dans la ville.

Q5 : On entend par « *situation de rue* », les périodes de vie à la rue.

Si la personne a alterné des périodes de rue avec des périodes de retour en logement personnel, cochez « Non, c'est déjà arrivé plusieurs fois ».

Si la personne a bénéficié d'un ou plusieurs hébergements d'urgence temporaire seulement depuis qu'elle est à la rue, cochez « Oui, c'est la première fois que cela m'arrive »

Q6 : ASE = ex DDASS, on parle d'ici des enfants placés. 26% des personnes sans-abri sont issus des dispositifs d'aide sociale à l'enfance.

Q7 : On parle ici de tout type d'hébergement. Voir Q8.

**Q9/9bis** : A Montpellier, le 115 est le numéro d'urgence et d'orientation des personnes en situation de rue. Il a pour missions principales :

- L'attribution des places d'hébergement d'urgence (CHU, mise à l'abri, hôtel...)
- Le lien avec les maraudes du Samu Social qui peuvent intervenir pour des demandes de soins infirmiers, de distribution de matériel liées à la prise de stupéfiants, de couvertures...
- L'information et l'orientation des publics vers les structures dédiées (Accueil de jour, distribution alimentaire, permanence santé...)

**Q11** : Les structures principales d'accès à un référent social sur Montpellier sont :

- SAO CORUS
- CCAS
- CAARUD

**Q12** : « Avoir une adresse » peut correspondre à une domiciliation postale dans une association ou chez un tiers. Elle est la condition première pour pouvoir ouvrir un compte bancaire, accéder à des prestations sociales, scolariser ses enfants, etc. La Q11 et la Q12 sont en ce sens liée : avoir une domiciliation permet au travailleur social d'initier l'ouverture des droits.

**Q13** : L'intégralité des services doit être évoquée. Pour rendre l'échange plus dynamique, vous pouvez donner en exemple les accueils de jour (Halte Solidarité, CORUS), qui proposent ces différents services.

**Q13 bis** : les autres besoins peuvent être de l'ordre du lien avec le milieu carcéral (la prison), l'accompagnement des enfants, des animaux, etc.

**Q14** : On entend par « *Halte de nuit* », les mises à l'abri dont auraient pu bénéficier la personne interrogée pour une nuit : hôtel, gymnase, dispositif type COALIA.

**Q16** : Les prestations sociales peuvent être diverses :

- RSA : Revenu de Solidarité Active,
- AAH : Allocation Adulte Handicapé,
- ASS : Allocation de Solidarité Spécifique,
- Allocations CAF...

**Q19** : Bien proposer l'intégralité des réponses proposées et laisser la personne interrogée répondre selon sa propre considération.

**Q21** : Vous pouvez remplacer « crise sanitaire » par « COVID » ou « confinement ».

**Observation Partie 2/2** :

« *Adresse de la rencontre* » : notez uniquement l'adresse où le questionnaire a été réalisé. Cette donnée n'a pour but que de vérifier qu'il n'y a pas de doublon potentiel dans les questionnaires. Aucune information sur le lieu de vie de la personne ne doit être renseignée.

Avant de repartir, assurez-vous que le questionnaire a bien été complété.

# Nuit de la solidarité

## Montpellier

Enquête anonyme – Jeudi 20 janvier 2022



Délégation interministérielle  
à l'hébergement et à l'accès  
au logement



## CHECKLIST

### QUE FAIRE EN CAS DE...

#### *... personne en danger*

En cas d'urgence vitale ou qui pourrait nécessiter une prise en charge médicale, appelez directement le Samu au 15 ou les sapeurs-pompiers au 18. Les responsables d'équipe sont là pour vous aider à évaluer les situations.

#### *... personne qui dort*

Ne réveillez jamais les personnes qui dorment.

#### *... personne dans une tente*

Signalez verbalement votre présence, mais respectez l'intimité de la tente (domicile privé). Reportez-vous aux consignes méthodologiques.

#### *... personne qui se déclare mineure, famille en situation de rue avec de très jeunes enfants, ou situation de très grande vulnérabilité*

Appelez directement le QG central de l'enquête, les numéros sont précisés au dos de cette fiche. Les responsables d'équipe sont là pour vous aider à évaluer les situations.

#### *... personne qui demande de l'aide*

- Remettez-lui un exemplaire de la fiche « Pratik Map » présente dans votre dossier.
- Dans le cas où la personne formulerait une demande précise, remplissez une « Fiche de lien » et la remettre à la personne responsable d'équipe.

#### *... personne qui ne peut pas répondre aux questions*

Renseignez uniquement les parties « Observation » du questionnaire.

... personne réticente à répondre

Expliquez votre démarche, mais n'insistez pas si la personne refuse.

... personne qui ne parle pas, ou mal, le français

Tentez de mobiliser les versions traduites du questionnaire

... personne défiante, agressive ou manifestation alcoolisée

N'entrez pas en contact avec la personne et poursuivez votre chemin.

**Quoi qu'il arrive, conservez au questionnaire un caractère anonyme. Pour tout signalement, utilisez la fiche dédiée qui permettra de rassembler les informations nécessaires pour une évaluation sociale de la situation.**



**En cas de doute ou d'interrogation, le ou la responsable d'équipe est compétent·e pour prendre les décisions. Si un doute persiste au sein de l'équipe, vous pouvez contacter le QG dont vous dépendez.**

#### **POMPIER 18 / SAMU 15**

À joindre directement en cas d'urgence vitale ou de danger imminent pour la personne.

#### **POLICE MUNICIPALE 04 67 34 59 25 / POLICE 17**

En cas de situation de danger pour l'équipe : joignez directement les services de police puis tenez le QG dont vous dépendez informé.

#### **QG CENTRAL 07 86 47 37 40 (N° David Leglise, Samu Social)**

Si vous rencontrez : une personne se déclarant mineure; une famille avec des enfants de moins de 3 ans; une personne en situation d'extrême vulnérabilité.

#### **QG DE SECTEUR**

En cas de question méthodologique ou concernant le déroulé de l'enquête, joignez le QG dont vous dépendez :

QG Zone 1		QG Zone 7	
QG Zone 2		QG Zone 8	
QG Zone 3		QG Zone 9	
QG Zone 4		QG Zone 10	
QG Zone 5		QG Zone 11	
QG Zone 6		QG Zone 12	

#### **REFERENTS NUIT DE LA SOLIDARITE**

Elsa Melon : 06 08 72 14 90

Marion Lièvre : 06 69 90 81 59

# NUIT DE LA SOLIDARITE

Montpellier

Enquête anonyme – Jeudi 20 janvier 2022

*Mieux connaître les personnes en situation de rue*

*Mieux répondre à leurs besoins*

**GUIDE DU RESPONSABLE D'EQUIPE**

Vous participez à l'étude **Nuit de la Solidarité 2022** et nous vous en remercions.

Ce guide précise vos missions et vous donne quelques clés pour le bon déroulement de l'enquête.

Les équipes sont constituées, sauf zone spécifique, d'un.e responsable d'équipe et de deux enquêteurs.

### DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

**18h00** : Arrivée des responsables d'équipe en QG central (Salle Fernand Pelloutier).

**18h15** : Arrivée des enquêteurs, information sur la constitution des équipes, distribution du matériel.

**De 19h00 à 19h45** : Discours d'ouverture de l'enquête par M. le Président Maire. Questions et échanges, puis temps en équipe (appropriation du questionnaire, préparation des itinéraires en équipe, répartition des rôles dans l'équipe, etc.)

**19h45** : Départ des équipes sur le terrain

**Jusqu'à minuit** : Retour progressif des responsables d'équipe au QG de leur secteur lorsqu'ils ont fini de couvrir leur zone. Vérification et centralisation des questionnaires, temps d'échange possible. Restitution du matériel.

### VOTRE MISSION CE SOIR

Penser à porter votre chasuble dès votre arrivée, pour être plus facilement identifiable par les membres de votre équipe.

Avant le départ sur le terrain :

- Rencontrer les membres de votre équipe et répondre à leurs éventuelles questions avant le décompte
- Aider les membres de votre équipe à s'approprier la démarche, les outils (questionnaires, documents, ...) et les règles de déroulement de l'enquête
- Veiller à l'organisation des rôles dans votre équipe (« qui fait quoi ? »), même si ces rôles peuvent évoluer au cours de la soirée
- Favoriser la discussion (guide de conversation) plutôt que la lecture des questions de manière trop directive. Deux personnes peuvent échanger avec la personne enquêtée, pendant qu'une autre complète le questionnaire.
- Signaler toute difficulté aux référents du QG dont vous dépendez
- Assurer la responsabilité de l'équipe sur le terrain et veiller au respect des consignes permettant de mener à bien l'enquête
- Réaliser, avec les enquêteurs présents, les entretiens avec les personnes en situation de rue
- Évaluer les situations : le décompte de nuit n'est pas une enquête d'intervention sociale. En cas de besoin, solliciter le QG selon les cas
- Veiller à ce que les membres de votre équipe ne se séparent pas et que personne ne se retrouve jamais seul à conduire l'enquête

### SUR LE TERRAIN

Lorsque vous avez terminé de couvrir la zone qui vous est affectée :

- Revenir au QG dont vous dépendez
- Remettre les questionnaires au responsable de QG et apporter toute précision ou commentaire utile pour permettre leur exploitation ultérieure

- Assurer la restitution au responsable de QG de la totalité du matériel prêté à l'équipe (lampes, chasubles, porte-note)

### **LES DOCUMENTS MIS À VOTRE DISPOSITION**

Il existe 3 types de questionnaires : un pour les personnes isolées, un pour les couples ou les familles, un pour les groupes de 5 personnes ou plus.

Vous disposez de version en plusieurs langues et plastifiées des questionnaires.

- Les cartes de votre zone
- Des « fiches de liens » à remplir si la personne a une demande non urgente à transmettre
- Des fiches « Pratik Map » qui résument l'offre d'accompagnement social à Montpellier : n'hésitez pas à les distribuer aux personnes rencontrées

### **CONSIGNES POUR LE REMPLISSAGE DES QUESTIONNAIRES**

***EN TOUTES CIRCONSTANCES, VEILLEZ À GARANTIR L'ANONYMAT DE LA PERSONNE QUE VOUS RENCONTREZ. SI ELLE VOUS DONNE SON IDENTITÉ, NE LA NOTEZ PAS SUR LE QUESTIONNAIRE.***

N'oubliez pas qu'il existe trois types de questionnaires : « personne seule », « couple ou famille », « groupe de 5 personnes ou plus ».

Veillez à bien utiliser celui qui est adapté à la situation.

**Veillez à bien numéroter les questionnaires dans le cadre prévu en haut à droite.**

Si vous rencontrez un couple, interrogez les deux adultes séparément mais en notant les réponses sur le même questionnaire « couple ou famille »

Si vous rencontrez un groupe de plus de 5 personnes :

- Utiliser une fiche « groupe » [FG] pour noter les informations relatives à l'ensemble.
- Utilisez ensuite des fiches « personne seule » ou « couple ou famille » si certains membres du groupe acceptent de répondre à l'enquête. N'oubliez pas de reporter le numéro FG du questionnaire « groupe » en haut de ces questionnaires pour éviter les doublons.

Si vous rencontrez une tente fermée, signalez verbalement votre présence :

- si la tente paraît vide: ne remplissez pas de questionnaire et continuez votre parcours,
- si la tente est occupée mais que personne n'ouvre : cochez « tente occupée mais fermée »
- si la tente s'ouvre : décomptez le nombre réel de personne en remplissant, selon le cas, un/des questionnaire(s) ou la fiche groupe

Merci de veiller à ce que les enquêteurs de votre équipe et vous-même ayez complété le questionnaire bénévole, à remettre au responsable de QG.

À votre retour au QG dont vous dépendez, présentez-vous au responsable de QG (même si vous n'avez rencontré personne) et avec lui :

- Vérifier la bonne complétude des questionnaires (questions par questions).
- S'il est précisé « une seule réponse possible », s'assurer qu'une seule réponse a été cochée.
- En cas de question non remplie, préciser s'il s'agit d'un refus du sondé ou d'un oubli.



